

DES MÉDICAMENTS DE CONTREBANDE DANS LES PHARMACIES

P. 3

Le Quotidien
Edition Nationale d'Information
D'ORAN

P. 6 à 15

ACTUALITÉ VUE
AUTREMENT

DU POUVOIR ET DE LA DIASPORA ALGÉRIENNE

AKRAM BELKAÏD

APRÈS LA RÉVISION, LE GRAND EXAMEN

EL YAZID DIB

MINISTRES, LEUR VIE D'APRÈS !

CHERIF ALI

- Votre Constitution, notre monde
SID LAKHDAR BOUMEDIENE
- L'Algérie est quelque chose qui doit être dépassée
ISMAIL ZANOUNE
- Salut monsieur l'avoir, adieu monsieur le savoir
BENALLAL MOHAMED
- La domination n'est pas forcément violente, elle peut même être douce
FAROUK ZAHI
- «Faut-il fermer les bibliothèques universitaires ?»
RACHID BRAHMI
- Inquiétudes sur l'avenir de l'Union européenne
PIERRE MORVILLE
- Y a-t-il une issue à la crise du capitalisme ?
KAMAL GUERROUA
- L'horreur au quotidien
B. AHCENE-DJABALLAH

COMMENT VA L'ALGÉRIE ?

ABDELLATIF BOUSENANE

JOURNAUX ET PARTIS : LA CACOPHONIE ?!

SLEMNIA BENDAOU



Investissement Algérie Télécom n'exclut pas un recours au financement extérieur

M. Aziza

Bien que l'opérateur historique Algérie Télécom affiche une bonne santé financière et accumule, depuis deux ans, une croissance à deux chiffres, son PDG, Azouaou Mehmel, n'exclut pas le recours au financement extérieur. Si l'opérateur AT n'a pas été impacté par la baisse des cours du pétrole directement, le PDG de l'entreprise affirme qu'AT n'est pas à l'abri des effets de la conjoncture économique, notamment sur le plan de réalisation des projets d'investissement du groupe.

S'exprimant hier, lors d'un débat organisé par le FCE, le PDG d'Algérie Télécom a affirmé que son entreprise est dans l'obligation de recourir à l'emprunt et au financement extérieur, pour accélérer la cadence de ses investissements, une nécessité recommandée par les autorités du pays. Pour Mehmel, «le recours au financement externe est une action tout à fait normale pour une entreprise commerciale qui veut assurer une meilleure cadence de réalisation de ces investissements». Il a annoncé, dans la foulée, qu'une action est déjà en cours pour un financement externe qui devrait être assuré par un groupement de banques qui va financer les projets d'AT et qui devrait se concrétiser incessamment. Il explique qu'Algérie Télécom a prévu un budget d'investissement de 40 milliards DA pour cette année. Un budget qui lui permettra de poursuivre des projets d'investissement de développement d'infrastructures, entre autres, le développement du réseau capillaire et l'expansion des capacités du réseau, la bande passante et autres. Mais, précise-t-il, cela ne se fera pas sans glissement de la valeur du dinar ou de la valeur de fluctuation du taux de change. Sachant, selon Mehmel, qu'AT importe la grande majorité de ses équipements de l'étranger, ce qui n'écarte pas des impacts financiers sur le budget d'investissement et le plan de réalisation. Il a donc justifié le recours au financement externe par la dépréciation du dinar et par la recommandation des autorités qui ont exigé d'accélérer la cadence des investissements. En ce qui concerne la question récurrente de l'ouverture du capital d'Algérie Télécom, Mehmel a affirmé que «cette question n'est pas d'actualité». Concernant le volet industriel dans le domaine des TIC, Mehmel a précisé que des discussions sont en cours avec des groupes nationaux, pour la production locale de la fibre optique. Il a affirmé que l'entreprise algérienne CATEL produit des câbles de télécommunications en cuivre et en fibre optique, mais la demande sera demain beaucoup plus importante

que l'offre, d'où la nécessité de créer de nouvelles unités. Il a également évoqué la nécessité de créer des unités locales pour la fabrication de modems, des terminaux ainsi que d'autres accessoires qui sont aujourd'hui importés par notre pays. Pour le PDG d'AT, des actions sont lancées pour booster la production locale dans le secteur des TIC.

Le PDG d'AT a également beaucoup insisté sur la nécessité d'aller vers des partenariats. «Algérie Télécom n'a pas la vocation d'être le seul opérateur et elle ne peut pas, à elle seule, développer le secteur des TIC». Et d'affirmer qu'elle a besoin d'un écosystème, d'accompagnement, en précisant qu'elle a besoin de partenaires publics et privés et elle a besoin de sous-traitants. Mehmel a rappelé l'actionnariat d'AT dans l'entreprise RTC, au même titre que la SNTF, ainsi que sa prise de participation à SATI-COM, filiale du Centre de développement des technologies avancées (CDTA). Des prises de participation qui permettront à Algérie Télécom d'accroître le nombre de ses clients, d'offrir de meilleurs services et, surtout, de développer des solutions dans le domaine des technologies de l'information et de la communication (TIC), ainsi que la réalisation et la fabrication industrielle de produits innovants.

Quant au volet relatif à la formation de la ressource humaine, le PDG d'AT a affirmé que son entreprise avait déjà lancé un plan de formation qui a touché pratiquement l'ensemble des cadres et personnels d'AT. Il a annoncé, dans ce sens, la création d'un centre de formation d'excellence au profit du personnel exécutif des TIC. Un centre, précise-t-il, qui sera financé entièrement par Algérie Télécom.

ALGÉRIE TÉLÉCOM MAINTIENDRA SES TARIFS

Le PDG d'Algérie Télécom a écarté toute sorte d'augmentation ou de baisse des tarifs de son entreprise. Il dira que le fait de maintenir les prix à ce niveau est perçu comme une baisse, dans la conjoncture actuelle des choses. Mehmel a également affirmé qu'Algérie Télécom passera au plus haut débit en lançant une offre ADSL, dans les jours à venir, de 20 Msbs, en précisant qu'on est actuellement à 8 Msbs. Il a affirmé aussi que la bande passante, qui est de 505 Gbps actuellement, devra doubler par la mise en place de deux nouvelles liaisons en fibre optique, Oran-Valence et Alger-Valence. Il dira que les projets sont en phase de l'étude du tracé et qu'AT attend uniquement l'autorisation du côté espagnol pour lancer les deux projets.



ANALYSE

Kharroubi Habib

Un remaniement qui se fait attendre

Il a été attendu comme allant de soi que le chef de l'Etat procède à un remaniement gouvernemental après l'adoption par le Parlement de son projet de révision de la Constitution.

Il a été même avancé qu'aussitôt cette dernière formalité accomplie, le Premier ministre Abdelmalek Sellal présenterait au président de la République sa démission et celle de son équipe ministérielle. Partant qu'il en sera ainsi, la presse s'est adonnée à la spéculation sur qui sont susceptibles d'être concernés par le remaniement présagé. L'adoption de la Constitution ayant été votée, Abdelmalek Sellal est toujours à son poste et son gouvernement encore en charge des affaires. Il faut en conclure que même si Bouteflika a réellement l'intention que lui ont prêtée les médias, il n'est aucunement pressé de la rendre effective. Son peu d'empressement à procéder au changement attendu est déjà décrypté par certains comme le signe qu'il n'aurait pas encore arrêté son choix sur qui nommer en tant que successeur de Sellal. A supposer toujours qu'un changement de gouvernement soit dans l'agenda politique post-révision de la Constitution de Bouteflika, il doit certainement être dans l'esprit de ce dernier qu'il est attendu de lui un remaniement traduisant son respect des nouvelles règles introduites en la matière par la Constitution révisée. La «guéguerre» qui a opposé au Sénat le FLN au RND a montré que ces deux partis ont été dans l'anticipation

de ce remaniement en perspective duquel ils ont voulu renforcer leurs positions au sein de la majorité présidentielle. Cela ne veut nullement dire que l'un ou l'autre soit en situation de poser des conditions au chef de l'Etat. Mais cela contraint Bouteflika à un minimum de respect pour les ambitions qu'ils nourrissent pour le remaniement envisagé. Il est vraisemblable que les spéculations ayant circulé sur l'identité des possibles remplaçants de Abdelmalek Sellal ont été soufflées à des confrères à titre de ballon-sonde destiné à dévoiler l'accueil que leur réserveraient les partis en question mais aussi le reste de la classe politique ainsi que l'opinion publique. Celles qui ont été le plus souvent citées pourraient être en définitive être les moins probantes, car leurs distinctions enlèverait au remaniement toute la charge «novatrice» dont le parerait le discours officiel. Si la nouvelle Constitution est censée faire basculer l'Algérie dans une ère nouvelle, ce n'est pas en maintenant au devant de la scène nationale des figures emblématiques de celle qui se refermerait que Bouteflika se verra crédité d'avoir tenu ses engagements. D'où peut-être qu'ils prennent le temps pour composer le premier gouvernement post-révision de la Constitution. Mais son attitude a pour effet négatif de tétaniser l'exécutif gouvernemental en fonction, car chacun de ses membres est dans l'anxieuse attente de savoir ce que lui réserve le remaniement présagé.

Commerce illicite

Réapparition de 200 marchés informels en 2015

Au moins 200 marchés informels ont fait leur réapparition à travers le territoire national en 2015, dont environ la moitié à Alger et à Oran, alors que la réalisation des marchés autorisés marque le pas, a appris l'APS auprès d'un responsable au ministère du Commerce.

Avec 65 marchés informels resurgis, Alger vient en tête du classement, suivie de la wilaya d'Oran (32 marchés), de Relizane (15), de Bouira (14) et de Tébessa (13 marchés), précise un responsable de la direction générale de la régulation et de l'organisation des activités au ministère. En août 2012, le ministère de l'Intérieur et des Collectivités locales, en collaboration avec celui du Commerce, avaient entamé une large opération de suppression de ces marchés à l'origine de manque à gagner fiscal considérable. Mais en raison des retards enregistrés dans la réalisation des structures prévues par le program-

me public arrêté pour mettre fin à ces marchés illicites, cette opération connaît un certain «ralentissement» qui risque de perdurer après le gel d'une centaine de projets de marchés couverts dont la réalisation n'a pas été entamée pour des raisons financières. Avant 2012, le développement du commerce informel s'était accéléré en raison notamment du déficit enregistré dans les structures formelles dont le nombre était de 1.500 marchés. Pour la résorption du commerce informel, une enveloppe globale de 14 milliards de DA avait été mobilisée depuis le lancement de l'opération il y a plus de trois années. Cette allocation, destinée à la mise en place d'espaces commerciaux réglementés au niveau des collectivités locales, a été répartie entre les services du ministère du Commerce à hauteur de dix (10) milliards de DA et ceux de l'Intérieur pour quatre (4) milliards de DA pour la réalisa-

tion de 291 marchés couverts et de 768 marchés de proximité et autres infrastructures.

Parallèlement, les autorités publiques ont mis en place un ensemble de mesures et de dispositifs visant à inciter les opérateurs informels à s'insérer dans la sphère légale. Ces mesures portent notamment sur l'amélioration du climat des affaires pour favoriser la création des petites et moyennes entreprises et faciliter l'insertion des jeunes diplômés.

Jusqu'à fin 2015, près de 73% des marchés informels existants ont été éradiqués, soit un millier de marchés sur les 1.368 sites recensés à l'échelle nationale.

Durant la seule année 2015, au moins 127 marchés avaient été éradiqués. En outre, sur les 48.500 intervenants dans ces marchés illicites, 20.490 ont été réinsérés dans de nouveaux marchés de proximité autorisés.

Tirage du N° 6454
119.653 exemp.

Le Quotidien
D'ORAN

Edition Nationale d'Information
Editée par la SPA
ORAN - PRESSE
au Capital de 195.923.000,00 DA

Président
Directeur Général
Directeur
de la Publication
Mohamed Abdou
BENABBOU

Direction - Administration
Rédaction centrale
63, Ave de l'ANP - Oran
B.P.N°110 - Oran
Tél. 041.23.25.22
23.25.23 / 23.25.24
23.25.69 / 23.25.84 / 23.26.15

Fax Pub: 041.23.25.21
Fax et Rédaction
041.23.25.20

Imp.: Oran: imprimerie
"Le Quotidien d'Oran"
Alger: imprimerie "Le Quotidien d'Oran"
Constantine: S.I.E.
Quargla: S.I.A.

INTERNET: <http://www.lequotidien-oran.com>
E-mail: infos@lequotidien-oran.com
publicite@lequotidien-oran.com
admin@lequotidien-oran.com
lequotidiendoran@yahoo.fr

Rédaction Algéroise
Tél.: 021. 64.96.39 - Fax: 021. 61.71.57
Pub Tél.: 021. 64.96.44

Rédaction Constantinoise
Tél.: 031.92.12.11
Fax: 031.92.12.22

Diffusion: Ouest: SEDOR Tél.: 041.58.85.52- Centre: SEDOR - Est: SO.DI. PRESSE - Sud: TDS

Importés frauduleusement Des médicaments de contrebande dans les pharmacies

Yazid Alilat

Le marché algérien du médicament pèse 2,8 milliards de dollars, dont 55% assurés par les importations, les 45% restants étant produits, localement, affirme le Dr Lotfi Benbahmed, président de l'Ordre des pharmaciens. Il a expliqué, hier, mercredi, à la radio nationale que 45% de la consommation nationale de médicaments sont produits localement, soit un vaste marché dominé par les producteurs locaux. Les importations de médicaments, à usage humain, (95% de la facture globale des importations des produits pharmaceutiques) se sont établies, à près de 1,87 milliard de dollars, en 2015, contre 2,41 mds de dollars en 2014 (-22,53%), alors que les quantités importées sont passées à 24.560 tonnes contre 29.808 t (-17,61%).

Mais, « on ne peut tout fabriquer en Algérie. On ne peut substituer que partiellement les importations par la production nationale, car un certain nombre de molécules sont produites par des technologies dont ne dispose pas l'Algérie, ce sont les biotechnologies. Certaines molécules sont produites en Algérie, comme les formes sèches, mais pour le reste, ce sera très compliqué », a-t-il affirmé. « Les moyens de dépistage se sont améliorés, il y a des centres anti-cancer, et donc nous devons prendre en charge nos malades, en Algérie et cela entraînera des dépenses beaucoup plus importantes pour le cancer et les molécules que nous ne produisons pas en Algérie à court et moyen termes. » Selon le président de l'Ordre des pharmaciens, il y a actuellement 73 producteurs de médicaments, et 150 usines, en projet, qui sont inscrites au ministère de la Santé. « C'est déjà beaucoup, nous demandons une meilleure régulation de cette production », a-t-il dit. Pour lui, il faut, surtout, arriver à « une meilleure régulation de la production. » En outre, il y a le problème de la fabrication des mêmes molécules par plusieurs usines, « il faut donc diversifier la production, car il ne faut pas que 10 producteurs produisent la même molécule », relève-t-il, appelant à ce que les fabricants de médicaments soient orientés vers une diversification de la production des molécules, qui ne sont pas produites en Algérie. « En fait, « nous sommes à 45% pour la production de médicaments, en Algérie, mais il y a beaucoup à faire, en termes d'environnement, de technologie, de réglementation », rappelle le Dr Lotfi Benbahmed, pour qui « c'est une affaire de plusieurs ministères, pas seulement celui de la Santé. » « Il faut mettre en place une véritable politique nationale du médicament », a-t-il préconisé. Pour autant, il estime que la facture des médicaments, qui a baissé, en 2015, l'a été de « manière sensible avec une meilleure régulation », mais ne peut baisser pour certains types de médicaments car « il faut prendre en charge les maladies chroniques, les cancers, les maladies de vieillesse... » L'Algérien consomme peu de médicaments par rapport aux normes, relève, par ailleurs, le président de l'Ordre des pharmaciens, selon lequel la consommation est de seulement 65 euros / habitant / an contre 450 euros, par malade, ailleurs,

en France, notamment. « Ce ne sont pas des dépenses subies, et il faut développer le tissu industriel du médicament », estime-t-il, avant de faire remarquer qu'il existe des mesures de soutien pour aider les producteurs qui le veulent à exporter vers les pays subsahariens, préconisant pour cela « une mise en place d'une véritable politique nationale du développement du médicament. »

En matière d'importation frauduleuse de médicaments par ailleurs, il a indiqué que « c'est un phénomène qui existait d'une manière localisée, il y a une dizaine d'années. Mais, c'est très grave, car ces produits qui sont importés, illégalement, sont vendus, à travers le réseau des pharmaciens. » Pour le président de l'Ordre des pharmaciens, « il faut un durcissement des contrôles et des sanctions qui peuvent aller jusqu'à cinq millions de dinars d'amende et jusqu'à 5 ans de prison. Nous sollicitons les DSP (direction de wilaya de la Santé) pour prendre en charge cette problématique, cela peut être une voie vers la contrefaçon », et « si ces produits ne sont pas contrôlés, il y aura des conséquences sur la santé publique. » Il s'agit, selon lui, de 15 à 20 produits qui n'existent plus en Algérie, appelant, en même temps, « les médecins de ne pas prescrire ces produits, notamment ceux qui orientent leurs malades vers les pharmacies qui vendent ces produits. » Sur le phénomène des herboristes qui ont poussé comme des champignons, un peu partout dans le pays, le Dr Lotfi Benbahmed relève que ces produits sont « dangereux pour la santé publique! Il faut fermer ces officines ». Par ailleurs, pour lui « il n'y a pas de pénurie de médicaments », en Algérie. La production locale et les importations répondent à la demande, a-t-il dit, « mais il peut y avoir, çà et là, des perturbations. L'Algérie fait partie d'un réseau de 26 pays, dans le monde, pour responsabiliser les laboratoires, en cas de pénurie », et localement, « on a fait des propositions pour que la responsabilité pharmaceutique des Laboratoires, en Algérie, soit engagée. »

Le programme d'importation de médicaments, pour 2016, a été signé au mois d'octobre dernier, a-t-il annoncé. « Pour la distribution en officines de certains médicaments, comme les antiépileptiques, dont le Rivotril, vital pour les enfants, il a indiqué que « nous insistons auprès du ministère pour une réglementation sur ces produits. » « C'est l'usage qui en fait une drogue, et des pharmaciens ont été, injustement condamnés. Ils refusent, donc, de distribuer ces produits », explique-t-il. En outre, « nous demandons une réglementation plus claire sur ces produits, (car) on a assimilé ces produits à des drogues, alors qu'il y a un arrêté ministériel qui a été promulgué et qui sera mis en place prochainement. » Pour ce type de produits, il a indiqué qu'il y a, seulement, deux pharmaciens agréés par la Pharmacie centrale, qui mettent en vente ces produits ; les DDS vont réglementer la vente libre de ces produits. » Enfin, sur le calendrier des gardes et des permanences de week-end, il a botté en touche et resté évasif sur le désordre qui règne, en matière de permanence de nuit dans les grandes villes du pays.



Raïna
Raïkoum
Ahmed Farrah

Un Algérien avait été nommé en 1985 conseiller à la Maison-Blanche sous la présidence de Ronald Reagan, puis il était devenu consultant pour l'Organisation mondiale de la santé (OMS), en 1988. Depuis 2000, il est membre de l'Académie nationale de l'Institut des sciences de la médecine des États-Unis, ensuite conseiller scientifique de l'Institut national du cancer de 1998 à 2002. Le président George Walker Bush l'a proposé à la direction du NIH (National Institut of Health). Une agence publique regroupant 27 instituts et plus de 10.000 scientifiques, le plus grand organisme de recherche au monde, finançant les projets d'universités, d'hôpitaux, d'entreprises aux États-Unis et dans le monde, avec un budget doté de 31 milliards de dollars, poste qu'il occupera de 2002 à 2008. Cela a été un choix inimaginable pour la promotion d'un Algérien à un tel poste juste après l'attaque du World Trade Center, le 11 septembre 2001. Il n'aurait jamais pensé que, venant d'Alger, il aurait fini dans ce poste de responsabilité et de prestige, lui, le professeur Elias Zerhouni, parti en 1975, aux États-Unis à l'âge de 24 ans, après avoir obtenu son doctorat en médecine à la faculté de médecine d'Alger. Il devenait le premier médecin algérien à avoir décroché l'équivalence américaine de son diplôme de médecin. « Habité » par une idée folle, de la science-fiction pour l'époque, il avait cru dur comme fer qu'on pouvait diagnostiquer le cancer des poumons en essayant d'utiliser un scanner, mais personne ne le prenait au sérieux, jusqu'à ce que l'un de ses professeurs lui conseilla d'aller aux États-Unis s'il voulait réaliser ses recherches. Arrivé à l'université Johns Hopkins de Baltimore avec cette idée en tête, son professeur lui a dit : « Tiens, je n'ai jamais entendu parler de ce sujet, ben écoute, pourquoi pas ! » Et c'est un peu cette idée de « pourquoi pas », qui est possible aux États-Unis, alors que, quand il était en Algérie, c'était surtout, « mais pourquoi tu veux faire ça ? », est celle qu'il lui avait permis à terme de bénéficier à fond du système de recherche des États-Unis, basé sur le mérite. Armé de son ambition et de sa volonté, il avait

Pourquoi pas !

commencé à faire ses études, et puis cela a marché, sa recherche a donné des résultats. D'une étape à une autre, il a continué de faire des recherches dans les scanners puis dans la résonance magnétique (IRM), ensuite, il a développé des méthodes qui sont, aujourd'hui, utilisées dans le monde entier. Il a déposé une quinzaine de brevets de ses inventions et a publié des dizaines de sujets de recherche dans les plus grands magazines de notoriété. Ce qui était étonnant d'après lui, c'est qu'il n'y avait aucun plafond de verre et qu'au fur et à mesure des succès scientifiques qu'il avait connus en tant que chercheur et des succès obtenus en tant que médecin traitant à l'hôpital de l'université Johns Hopkins, il a commencé à être connu aux États-Unis et à travers le monde où ses travaux sont des références incontestées.

Après l'arrivée du président Obama à la Maison-Blanche, il est nommé envoyé spécial des États-Unis pour la science et la technologie dans le but de semer, partout où il va, les valeurs américaines du mérite et dire à tous les enfants du monde : pourquoi pas ! Voilà, c'est à ce scientifique algérien que revient l'invention de l'IRM imageant les organes et les tissus du corps humain, celui que le monde s'arrache, a senti qu'il n'était pas le bienvenu quand il a voulu rentrer en Algérie, en 1984.

Pourquoi ? Parce que les chiroptères craignent la lumière, le monde médiocre appréhende le mérite, les analphabètes «doctors es-copier-coller» ont peur d'être noyés dans les vagues du savoir, les forces de l'inertie plombent les ambitions et tuent les volontés, toutes les volontés qu'elles soient d'ici ou d'ailleurs. Malheureusement, quand la classe politique de la France qu'ils adulent sort de l'ENA, de Normale Sup, de Sciences Po, de Polytech, de HEC, de l'X..., le comble d'un pays est d'avoir des représentants de la classe politique avouer : qu'ils n'ont jamais lu un livre dans leur vie. Ainsi, l'article 51 empêchant la diaspora algérienne d'occuper des fonctions supérieures en Algérie, n'est ni plus ni moins que la consécration du règne de l'obscurité et est la symbolique dissipant tout symbole d'espoir.

Cellule du renseignement financier

125 dossiers transmis à la justice, en 10 ans

R. N.

La Cellule de traitement du renseignement financier (CTRF) a transmis 125 affaires à la justice, depuis son entrée en activité en 2005. Il s'agit, pour la plupart de ces affaires, de soupçons d'infractions à la législation des changes et au mouvement de capitaux, vers ou de l'étranger, notamment le transfert illicite de capitaux, selon cet organisme. La CTRF n'étant pas habilitée à procéder par auto-saisine, la grande majorité de ces dossiers provient des déclarations de soupçons qui lui sont adressées par les banques, tandis que le reste émane des Douanes et de la Banque d'Al-

gérie. Jusqu'à 2011, seulement 3 affaires de blanchiment avaient été transmises à la justice par la CTRF, même si le nombre des déclarations de soupçons envoyées, à cet organisme, avait atteint 3.188 entre 2007 et 2011 avec un «pic» enregistré en 2010, lorsque la Banque d'Algérie a entamé une large opération de contrôle, au niveau des banques et établissements financiers. Depuis, des mesures de vigilance et des procédures de contrôle, édictées par la Banque d'Algérie, ainsi que la sensibilisation des banques pour une transmission sélective des déclarations à la CTRF, excluant toutes les opérations, sans lien avec le blanchi-

ment, ont fait baisser le nombre des déclarations de soupçon, reçues par la cellule. Mais en 2015, la CTRF a vu le nombre des déclarations de soupçons, envoyées par les banques, augmenter à 1.290 déclarations contre 661 en 2014 et 582 en 2013.

Cette hausse « ne signifie nullement que le nombre d'affaires de blanchiment d'argent a augmenté », en Algérie, tient à préciser la CTRF. Elle s'explique par « le souci de certaines institutions financières de se conformer, strictement, à l'obligation de vigilance alors que certaines affaires signalées n'ont aucun lien avec le blanchiment d'argent », commente la cellule.



عرض خاص

OFFRE SPECIALE



On l'a promis...on l'a fait !

Candia a le plaisir de faire profiter ses fidèles clients de la baisse actuelle des prix des matières premières sur les marchés mondiaux.

Candia a tenu sa promesse de rétrocéder cette baisse des prix pour sa fidèle clientèle.

Profitez actuellement de cette Offre Spéciale de 80DA sur le lait CANDIA Partiellement écrémé 1L.

Cette offre est valable sur tout le territoire national.

SMART LINE

ALCATEL onetouch. Pixi

FIRST



+

FORFAIT LINE ILLIMITÉ

3990 DA

Smart LINE disponible dans toutes nos boutiques Djazzy, au prix exceptionnel de 3990 DA (+2000 DA de caution). Destinée pour toute nouvelle acquisition d'un forfait LINE ou migration. Dans la limite du stock disponible. Choisissez l'un des forfaits LINE et bénéficiez des avantages gratuits et illimités en composant *7358.

مرحبا بالغد

DJEZZY

جازي

SMART DISPONIBLE EN BOUTIQUE

www.djezzy.dz

AVIS DE DISSOLUTION

Il est porté à la connaissance de l'ensemble des créanciers de la SARL K & M, que sa dissolution a été prononcée par jugement du 30/10/2012 émanant du tribunal de Tlemcen, Section Maritime et Commerciale, N° du répertoire 03990/12, les dossiers de créances sont à déposer au plus tard le 28 Février 2016 à 16 Heures au bureau de la liquidation sis au 554 Lotissement Kiffane Tlemcen – Tél : 043 26 72 75 - LE LIQUIDATEUR.

BENHABIB Fethi
Commissaire aux Comptes
Lots. Kiffane n° 554 Tlemcen

AVIS DE DISSOLUTION

Il est porté à la connaissance de l'ensemble des créanciers de la SARL SAMP, que sa dissolution a été prononcée par jugement du 08/10/2013 émanant du tribunal de Tlemcen, Section Maritime et Commerciale, N° du répertoire 03823/13, les dossiers de créances sont à déposer au plus tard le 28 Février 2016 à 16 Heures au bureau de la liquidation sis au 554 Lotissement Kiffane Tlemcen – Tél : 043.26.72.75 - LE LIQUIDATEUR.

BENHABIB Fethi
Commissaire aux Comptes
Lots Kiffane n° 554 Tlemcen.

KITEAL

Meubles et Décoration

Grand magasin. Meubles et Accessoires. Oran.

Pour renforcer son management, recrute dans l'immédiat :

01 CADRE GESTIONNAIRE :

- Niveau universitaire,
- Solides connaissances dans le domaine commercial / finances / comptabilité,
- Expérience plus de 05 ans dans un poste de cadre supérieur.

DES DELEGUES COMMERCIAUX (H. ou F.) :

- Aptés aux déplacements,
- Qualifiés dans le domaine,
- Bonne élocution et bonne présentation,
- Disposant de véhicule en bon état.

01 SUPERVISEUR DE SURFACE COMMERCIALE :

- Licence en sciences commerciales,
- Expérience de plus de 05 ans dans un poste équivalent.

01 COMPTABLE :

- Licence en sciences financières ou équivalent,
- Expérience minimum de 05 années.

01 INFORMATICIEN (H. ou F.) :

- Diplôme dans la filière,
- Bonne expérience requise.

Pour tous ces postes, résider à Oran ou environs immédiats.

Personnes non qualifiées et ne répondant pas aux profils indiqués, s'abstenir. Merci.

Il est offert :

- Salaire selon compétence.
- Transport assuré.
- Espace et ambiance de travail agréables.

Transmettre CV + Photo récente à l'adresse
E-mail : ressources.h.dz@gmail.com

37e anniversaire de la Révolution La leçon iranienne

Dès 1979, l'Iran a décidé de «libérer son économie de la dépendance du pétrole». «De 95% au début de la révolution islamique, elle est aujourd'hui de 30%».

Ghania Oukazi

C'est un des propos phares du discours qu'a prononcé Reza Ameri, l'ambassadeur de la République islamique d'Iran à Alger, mardi en début de soirée, lors de la cérémonie qu'il a organisée à l'hôtel Hilton des Pins maritimes, à l'occasion de la célébration du 37e anniversaire de la Révolution islamique. Révolution par laquelle l'imam Khomeiny a voulu mettre fin au régime du chah Reza Pahlavi. «Le 11 février 1979, le peuple iranien a mis fin au régime dictatorial du chah par une révolution islamique qu'il a voulue contre la tyrannie de la monarchie», a rappelé l'ambassadeur devant de nombreux invités parmi lesquels on comptait, au nom du gouvernement algérien, les ministres de l'Energie et des Travaux publics. Il a noté dans cet ordre d'idées, que «la Révolution islamique menée par l'imam Khomeiny a inversé tous les équilibres régionaux et mondiaux, a mis fin à l'injustice et à la tyrannie du régime monarchique et a réalisé l'unification des rangs pour défendre les causes justes de la nation». Révolution qui, pour Reza Ameri, «est restée fidèle aux principes et aux valeurs sur la base desquels elle s'est déclenchée».

L'ambassadeur rappelle à l'assistance dont une grande partie était constituée du corps diplomatique accrédité à Alger, que depuis cette révolution, «l'Iran a été la cible de plusieurs complots et crises, entre autres la guerre qui lui a été imposée et qui a duré huit ans, ainsi qu'un embargo injuste qui dure jusqu'à présent».

De grand exportateur de pétrole, l'Iran a été précipité dans le néant en raison de l'embargo que lui ont imposé les Etats-Unis depuis la fin des années 70. Les Américains l'ont empêché de vendre son pétrole et ont ordonné le gel de tous ses avoirs à travers le monde. L'Iran n'a cependant pas perdu son temps. Le pays a, dit Ameri, «employé ses ressources humaines et exploité tous ses potentiels économiques et scientifiques dans le but d'atteindre une autosuffisance et libérer son économie du pétrole».

EMBARGO AMÉRICAIN ET EXPLOITS IRANIENS

Pénible défi pour un pays qui a été boudé par le monde entier et mis en quarantaine pendant près de 40 ans. Contre toutes les prévisions et les attentes des Occidentaux notamment, l'économie iranienne a été effectivement «libérée d'une dépendance quasi totale du pétrole» puisqu'elle atteignait, selon l'ambassadeur, les 95% au début de la Révolution islamique pour être actuellement à 30%. «L'Iran

a augmenté son niveau de production agricole et a réussi son autosuffisance en blé et en certains produits agricoles, il a développé une industrie pharmaceutique dont la production a atteint les 96% et dont une partie est exportée vers plusieurs pays étrangers», affirme Reza Ameri. Il a fait part en outre du développement par les Iraniens de «plusieurs secteurs technologiques et industriels, entre autres spatiales et nucléaires». La transplantation d'organes (cœur, rein, foie) «a été bien développée», la production de cellules a connu aussi, affirme-t-il, «un grand développement qui classe aujourd'hui l'Iran à la 8e place au plan mondial et lui permet de soigner plus de 60% de maladies». Durant cette longue période d'embargo, le pays s'est essayé à la construction automobile avec succès. «Sa production a atteint plus de 1,1 million de véhicules par an, avec en parallèle, le développement d'une industrie lourde et légère, il a accordé une grande importance à la physique, aux industries militaires et spatiales et aux techniques nucléaires pacifiques», a-t-il fait savoir. «Tous ces exploits sont réalisés dans des conditions de siège injuste parce que le peuple iranien a démontré sa forte volonté et sa foi en Dieu pour transformer la malédiction de l'embargo en une occasion à saisir pour se développer et s'épanouir», a souligné l'ambassadeur. Autre précision de taille, «c'est la troisième génération de la Révolution qui les a réalisés, suscitant ainsi l'intérêt du monde entier», dit-il encore.

L'ACCORD NUCLÉAIRE ET «LES OBJECTIFS FONDAMENTAUX» DE L'IRAN

Reza Ameri rappelle avec fierté que son pays a réussi ces dernières années à «imposer sa détermination au groupe 5+1 et à atteindre deux objectifs fondamentaux; le premier, la communauté internationale lui a reconnu le droit de posséder la technologie nucléaire pacifique, de continuer à enrichir l'uranium et de garder ses structures et ses centres nucléaires; et le second, la levée de toutes les sanctions parallèlement à l'exécution de l'accord sur le nucléaire». Ameri pense que «l'Iran a montré ainsi au monde qu'on peut résoudre les crises par le dialogue, la compréhension et le bon sens».

Le pays de Ali Khamenei note que «notre région, en particulier, souffre de graves problèmes, la violence et les guerres déchirent les nations» Pour lui, le dépassement de ces crises nécessite «un travail acharné de tous les fidèles capables d'éliminer les germes de la division et du désaccord». L'ap-

pel, ces dernières années, de ses plus hautes autorités religieuses et de son président Hassan Rohani, et que son ambassadeur a réitéré lundi soir pour la circonstance, s'adresse à «la Oumma» pour qu'elle retourne «à l'islam originel de Mohammed (QLS-SL)». Fidèles à leurs principes, ces autorités pensent que «ce qui se passe dans le monde musulman a relégué la cause palestinienne au second plan et l'a privée ainsi de l'attention du monde arabe et musulman». Ce qui a permis, dit l'ambassadeur dans son discours, «à l'entité sioniste d'exécuter ses projets colonialistes et expansionnistes et de continuer à déployer sa machine de guerre contre la Terre sainte, son histoire et son peuple (palestinien)». D'autre part, le terrorisme doit, dit-il encore, être combattu par le règlement de ses causes «mais cela ne peut se faire sans l'arrêt total du soutien matériel et logistique aux groupes terroristes et sans le combat contre toute pensée intégriste qui produit la violence et encourage le meurtre d'innocents au nom de l'islam».

LA CULTURE ALGÉRIENNE À TÉHÉRAN

L'Iran affirme que «sa politique extérieure se base sur les principes de l'établissement de relations constructives avec tous les pays du monde, dans le cadre du respect mutuel et la non-ingérence dans les affaires intérieures des pays». Il réclame «plus d'efforts en faveur de la paix et de la sécurité internationale ainsi que des solutions pacifiques aux conflits régionaux et internationaux et la lutte contre le terrorisme et l'intégrisme».

Reza Ameri a conclu son allocution en évoquant les relations de son pays avec l'Algérie qui, a-t-il souligné, «constituent l'une des priorités dans la politique étrangère de la République islamique d'Iran». Relations qui, selon lui, ont connu «un développement remarquable dans les domaines politique, économique et culturel, conformément à la volonté des deux chefs d'Etat». Il souligne que «l'Iran soutient le gouvernement algérien dans ses initiatives et efforts de paix régionale et internationale en faveur de la sécurité dans les pays de la région tel que le Sahel, l'Algérie en fait de même en exprimant son soutien à l'Iran».

Les deux pays sont liés par 9 mémorandums d'entente dans l'industrie, le commerce, l'enseignement supérieur, la formation, l'échange d'expertise, les échanges techniques et la culture. L'ambassadeur annonce l'organisation «prochaine» à Téhéran, de la semaine culturelle algérienne.

Bac, BEM, 5^{ème} Les dates officielles des examens de fin d'année

Le ministère de l'Education nationale a annoncé hier dans un communiqué que le gouvernement a approuvé les dates proposées par la commission mixte (ministère et partenaires sociaux) pour la tenue des examens scolaires nationaux. «Le ministère de l'Education nationale annonce que le gouvernement a approuvé les dates des examens scolaires nationaux pour la session

2016 suivant le calendrier proposé par la commission mixte», est-il indiqué dans le communiqué.

Ainsi, la date de l'examen de fin de cycle primaire est fixée pour le dimanche 22 mai et celle du brevet d'enseignement moyen (BEM) du 24 au 26 mai, précise la même source ajoutant que les épreuves du baccalauréat auront lieu entre le 29 mai et le 2 juin 2016.

Secousse tellurique de 4,7 à Blida

Une secousse tellurique de magnitude de 4,7 sur l'échelle ouverte de Richter a eu lieu, mercredi à 02h12 (heure locale) dans la wilaya de Blida, annonce un communiqué du Centre de Recherche en Astronomie Astrophysique et Géophysique (CRAAG). L'épicentre de la secousse a été localisé à 3 km au nord de Hammam Melouane (wilaya de Blida), précise la même source. La secousse tellurique, qui a été ressentie par les habitants de la wilaya de Blida et ses environs «n'a pas causé de dégâts humains et matériels, à l'exception de fissuration de quelques habitations privées et d'établissements publics», a précisé, à l'APS, Brahim Hamiche, le

maire de Hammam Melouane. Les services de la Protection civile de la wilaya ont affirmé, pour leur part, que les sorties effectuées sur le terrain, suite à la secousse tellurique «n'ont pas été ponctuées par la constatation de dégâts humains et matériels».

Les citoyens sont appelés à faire preuve de sérénité lors de ce genre d'incident et éviter la précipitation et les tentatives de quitter leurs domiciles de façon expéditive, ont conseillé les mêmes services. «Ils doivent, plutôt, garder leur calme et appeler le numéro vert (14) de la Protection civile, en cas de de blessures graves», a ajouté la même source.

R. N.

Blida Trois morts et deux blessés dans un accident de la route

Trois personnes ont péri et deux autres ont été grièvement blessées dans un accident de la route survenu, mardi en fin de soirée, à Blida, a-t-on appris, mercredi, auprès des services de la Protection civile. L'accident a eu lieu sur le tronçon de la route nationale RN 04 reliant les communes d'Oued Alleug et Boufarik, lorsqu'un véhicule touristique a dérapé et s'est

renversé, ce qui a causé le décès, sur le coup, de trois personnes et de graves blessures à deux autres se trouvant à bord, a-t-on ajouté de même source. Les dépouilles des victimes ont été transférées à la morgue de l'hôpital Frantz-Fanon (Blida), où ont été évacués également les deux blessés pour bénéficier des soins nécessaires, a-t-on encore indiqué.

Batna Trois morts dans deux accidents de la route

La petite commune de Ouled Aouf, dans la daïra de Ain Touta (Batna), a été le théâtre, hier, de deux accidents distincts de la circulation qui ont fait trois morts, a-t-on appris, auprès de la Protection civile. Deux collisions se sont produites, la première entre un bus scolaire et un camion, à la sortie du lieu-dit 'Chihat', à 9 km au sud d'Ain Touta, a provo-

qué le décès, sur place, du conducteur du poids lourd (60 ans), et la seconde, entre un véhicule utilitaire et une voiture de tourisme, est survenue près de Ouled Aouf, faisant deux morts (deux hommes âgée de 35 et 57 ans). Des enquêtes ont été ouvertes par les services compétents pour déterminer les circonstances de ces deux accidents.

Sud du pays Huit contrebandiers arrêtés et des armes récupérées

Huit contrebandiers ont été arrêtés et des armes récupérées, mardi, dans le sud du pays par des détachements de l'Armée nationale populaire (ANP), a indiqué, hier, un communiqué du ministère de la Défense nationale (MDN). «Dans le cadre de la sécurisation des frontières et de la lutte contre la contrebande et la criminalité organisée, des détachements relevant des secteurs opérationnels de Bordj Badji Mokhtar et d'In Guezzam (6^{ème} Région militaire) ont intercepté, le 09 février 2016, huit contrebandiers, en leur possession un pistolet mitrailleur de type kalachnikov et une quantité de munitions, treize immigrants clandestins, un camion, trois véhicules tout-terrain, trois motos, trois détecteurs de métaux, 08 tonnes d'articles de quincaillerie, 2,21 tonnes de denrées alimentaires, 1.030 litres de carburant et des téléphones porta-

bles », relève la même source. Au niveau de la 4^{ème} Région militaire, deux détachements relevant des secteurs opérationnels de Ouargla et d'El Oued «ont intercepté neuf criminels et saisi un fusil de chasse, des armes blanches, une quantité de munitions, un véhicule tout-terrain, 2.200 litres de carburant et des téléphones portables », note le communiqué. A Oum El Bouaghi (5^{ème} Région militaire), des éléments de la Gendarmerie nationale «ont arrêté deux (02) criminels, à bord d'un véhicule touristique en leur possession un fusil à pompe ». D'autre part et au niveau de la 2^{ème} Région militaire, des éléments des gardes-frontières «ont déjoué, à Tlemcen, une tentative de contrebande de 2.160 litres de carburant, alors que dix-huit immigrants clandestins, de différentes nationalités africaines, ont été appréhendés », ajoute la même source.

La domination n'est pas forcément violente, elle peut même être douce

Toute classe qui aspire à la domination doit conquérir d'abord le pouvoir politique pour représenter à son tour son intérêt propre comme étant l'intérêt général. (Karl Marx)



Par
Farouk Zahi

« Pour comprendre le fonctionnement et les contradictions de notre société, il est pourtant indispensable de savoir qui la dirige et qui en profite effectivement. L'approche de la classe dominante est prudente et discrète. Le simple fait de noter qu'elle est très restreinte et d'analyser ses composantes relève de la subversion ! Ce petit monde est constitué des milieux d'affaires, des hauts fonctionnaires et des politiciens des sommets de l'État et de quelques personnalités médiatisées de toutes disciplines. Ces dominants sont en osmose, proches d'une caste à la fois diverse et homogène. Cette petite communauté est opaque pour tout le reste de la population : on ne connaît pas ses revenus réels ; on n'imagine pas son mode de vie, on ignore les moyens qu'elle emploie pour se pérenniser. Vouloir la rendre transparente (ce qui est un désir rare, car on préfère ausculter avec moins de risque la pauvreté) est assimilé à une agression politique destructrice de l'ordre public et qualifié de populisme anti-élitiste ! Les relations public-privé, argent-pouvoir, politique et médias, clés des « réussites » individuelles « doivent » échapper à la transparence et donc à tout contrôle. La corruption (de formes variées) qui y règne échappe souvent aux procédures judiciaires qui s'enlissent faute de détenir les clés probantes. Il est difficile d'en pénétrer la réalité profonde »
Fin de citation.

Ce constat, fait sans complaisance aucune, est une partie, combien édifiante, d'une analyse faite par Robert Charvin, professeur émérite et ancien doyen de la faculté de droit de Nice, dans un article intitulé « A propos des dominants » publié par Invest'Action du 08 janvier 2016. L'aimable lecteur aura constaté à la lecture de ce qui précède, que la similitude entre la situation décrite et celle que nous vivons présentement est frappante sur plusieurs registres, qu'ils soient politiques, économiques, judiciaires ou médiatiques.

L'auteur qualifie cette jonction de petit complexe politico-médiatico-affairiste et c'est peu dire, car cette hydre ne va pas se limiter à satisfaire des objectifs d'ordre matériel seulement, mais bien plus que ça. La domination dans toute son abjection sera la clé de la réussite ayant pour finalité les cénacles de la décision souveraine. La nébuleuse, dotée d'un

instinct hégémonique, à l'instar de la gent faunesque, délimitera son territoire d'évolution qu'il sera difficile aux intrus d'en violer les barrières ou même d'en dénoncer le spectre. Cette analyse limpide lève le voile sur cet underground dont nous ne percevons pas clairement les contours. Il semble, même, que se soit le standard dans toutes les sociétés modernes, car la France dont il parle fait partie de ce monde dit éclairé, sauf que chez nous, cette approche pêche par son côté rustiquement gauche. Voilà que par le seul miracle de l'entregent et de l'argent, un personnage, hier inconnu, est propulsé au sommet de l'État pour occuper le poste de vice-président de la Chambre basse du Parlement et il n'est pas lui seul l'exception, me dira-t-on. Le parti historique d'hier, chantre de l'équité sociale et de la réappropriation des richesses nationales, devient du jour au lendemain, le porte-voix d'un libéralisme débridé conduisant à une inéluctable anomie.

Parti, jadis, des sans-terres et des prolétaires, il devient, aujourd'hui, le refuge des gros propriétaires terriens, des barons de l'agroalimentaire et des dignitaires de l'import-export. Et ce n'est, certainement pas, l'historicité du vieux parti qui en est l'explication, mais bien les tribunes qui ouvrent la voie aux différents podiums électifs et pourquoi pas exécutifs. Robert Charvin en dit d'ailleurs ceci : « Cette classe dirigeante parce que dominante, vivant sur une autre planète que celle du reste de la population, a une haute considération pour elle-même et un grand mépris pour ceux qui n'appartiennent pas à cette « élite » autoproclamée ».

Qualifiée de caste par l'auteur, la nébuleuse n'admet aucune remise en cause : « Vouloir la rendre transparente est assimilé à une agression politique destructrice de l'ordre public et qualifié de populisme anti-élitiste ! »

N'assistons-nous pas à une véritable curée menée contre la responsable d'un parti qui a osé dénoncer des alliances contre nature entre le monde des affaires et celui de la politique ?

Livrée aux gémonies de la vindicte médiatique et aux tentatives d'implosion organique de son parti par toutes sortes de moyens « légaux », cette vaillante responsable de parti tente dans une sorte de dramaturgie cornélienne d'annihiler les multiples assauts qui viennent de toutes parts... mais, pourra-t-elle encore tenir face à ces attaques en bon ordre ? Elle ne sera, malheureusement, pas la seule à subir les assauts rageurs d'une caste qui recourt à la félonie acrimonieuse et à la remise en cause. Des personnages, connus pour avoir traîné des casseroles du temps du lustre de leurs fonctions, reviennent de leur exil doré pour

souffler encore sur le brasier à peine éteint. Robert Charvin continue pour dire encore : « ... On assimile difficilement le fait que toute pensée critique est ultra minoritaire, sauf en d'exceptionnelles périodes. On est surpris de la faiblesse des opposants à ce système pourtant oligarchique ». La clairvoyance de l'auteur n'a d'égale que la maîtrise du sujet qu'il soumet au débat et pour lequel il ne suppose pas, mais affirme son intime conviction. Son argumentaire participe plus de la démonstration mathématique que d'une réflexion philosophique.

Pour revenir au parti livré à la meute, on commence par jeter l'anathème de l'apostasie, sachant que la société algérienne est intraitable en matière de religieux, ensuite c'est au tour de la résistance à la liberté d'entreprendre faisant croire que le dogmatisme collectiviste est une entrave au développement économique occultant sciemment le modèle chinois et pour couronner le tout, on lâche la bride à la délation par médias interposés.

A propos de médias, ces chaînes satellitaires privées foisonnantes, sont-elles là pour informer ou pour régler les comptes à ceux et celles qui se rebiffent contre l'ordre nouveau ? Il semble bien que c'est la deuxième option qui remporte le suffrage de leurs propriétaires aux ordres de leurs commanditaires. Comme la transparence n'est pas la première vertu de ce microcosme opaque, on apprend au détour d'une discussion que telle ou telle chaîne appartiendrait à tel ou tel magnat du goudron ou du couscous. Artisans au départ, devenus entrepreneurs par la grâce de marchés publics généreux, ils postulent présentement au transport aérien, à la distribution de l'énergie et même au secteur de pointe de la médecine nucléaire. Surfaite, leur image les renvoie aux sombres années de la déche où ils refusent crânement d'y retourner quitte à user de perfidies. De par leur position politico-affairiste qu'ils ont acquise de haute lutte, ils s'attaquent même à ceux qui, hier, étaient considérés comme intouchables voire même mystico-mythiques.

Ainsi, les dominants d'hier, investis par leur seule autorité régaliennne ou historique, cèdent le pas sous la contrainte de la puissance de l'argent à une ploutocratie qui dit n'avoir peur de personne. Les filles et les fils, qu'on appelait hier ceux de la Toussaint, sont livrés pieds et poings liés à la disgrâce au crépuscule d'une vie dont l'aube était des plus incertaines. Sacralisés par une lutte sans merci contre une occupation coloniale des plus abjectes, ils subissent, présentement, en guise d'hommage reconnaissant, le déni d'un révisionnisme qui n'a pas encore livré tous ses secrets.

LA CHRONIQUE
DU BLENDAR
Paris : Akram Belkaïd



Du pouvoir et de la diaspora algérienne

Les Algériens binationaux ne pourront donc plus occuper de postes clés puisque c'est ce que stipule désormais la Constitution dont la réforme vient d'être votée par nos illustres représentants du peuple...



Certes, de nombreux pays dans le monde ont une législation restrictive quand il s'agit de certaines responsabilités précises (c'est le cas des Etats-Unis où il faut être né sur le sol américain pour prétendre à la présidence). Mais dans le cas algérien, l'intention est plus large et la mesure est un message de défiance sur lequel il convient de s'attarder.

De fait, qu'est-ce qui unit un Algérien résidant à Paris à une Algérienne vivant à Los Angeles, Montréal, ou Brunswick (ME) ? Qu'est-ce qui unit une Algérienne installée à Marseille à une Algérienne de Tunis, Taïpeh ou Tokyo ? Qu'est-ce qui unit un Algérien vivant à Tokyo à un Algérien installé à New York, Dubaï ou Istanbul ? Dans la majorité des cas, et à de rares exceptions, il y a un sentiment diffus d'inaccompli, la sensation d'un échec plus ou moins assumé, celui de n'avoir pu se réaliser dans son propre pays. Il y a la volonté, récurrente, de « faire quelque chose 'là-bas' », « d'aider el-bled », de rembourser une dette que chacun apprécie et assume à sa façon. Il y a donc une virtualité. Une potentialité.

Quand on évoque la triste situation de l'Algérie, les facteurs d'optimisme sont rares. Dans un contexte de fuite en avant où la pire des possibilités est toujours celle qui se réalise au grand dam de celles et ceux qui espéraient, espèrent toujours, que ce pays prenne enfin son envol, c'est la jeunesse, sa créativité, sa capacité à réaliser des choses, malgré un environnement hostile, qui empêche l'effacement de triompher. D'un point de vue socio-économique, n'importe quel observateur relèvera aussi que l'un des atouts principaux de l'Algérie est aussi sa diaspora. Bien sûr, il est aisé de s'engager dans des polémiques inutiles en disant les Algériens. On est en droit, à Alger, Oran ou Constantine, de reprocher leur départ à ceux qui sont partis ou de leur signifier que leur avis ne compte pas dans la mesure où ils ne partagent pas le quotidien éprouvant, du moins pour certains, de ceux qui sont restés. Mais tout cela est secondaire. En tous les cas, cela devrait le rester.

Car, la réalité, c'est que la majorité des pays qui ont réalisé un développement économique spectaculaire durant la deuxième moitié du vingtième siècle l'ont fait avec l'aide de leur diaspora. C'est le cas, par exemple, de la Chine. On connaît la fameuse phrase de Deng Xiaoping pour justifier le grand écart entre orthodoxie communiste et réformes libérales : « qu'importe la couleur du chat pourvu qu'il attrape la souris ». Ce que l'on connaît moins c'est que le pragmatisme du PC chinois l'a aussi obligé à être accommodant à l'égard des compétences issues de la diaspora et cela reste encore le cas aujourd'hui. Sinon, comment expliquer que des sino-américains ou même des sino-viet-

namiens ou encore des sino-singapouriens se retrouvent parmi les dirigeants économiques les plus en vue en Chine.

Prenons un autre exemple, moins connu que celui de la Chine. A la fin des années 1950, la Corée du Sud était un pays qui désespérait ses soutiens occidentaux. Economie en panne, corruption, fuite de capitaux, chômage, autrement dit une situation qui n'a rien à voir avec ce qui existe aujourd'hui. Or, l'un des facteurs de redressement de ce pays a été qu'il a réussi à convaincre sa diaspora de rentrer au pays. Comment ? En lui garantissant un minimum de conditions décentes de vie avec, entre autres, la réforme du système éducatif, une politique ambitieuse de logement et la modernisation du système de santé. Dans ce « deal », le pouvoir sud-coréen reconnaissait deux choses majeures : d'abord, la gravité de la situation du pays et l'exigence d'un changement. Ensuite, le fait que le pays avait besoin de « sa » diaspora.

Si l'on en revient à l'Algérie, le pouvoir ne reconnaît ni la gravité de la situation, et donc l'exigence de réformes urgentes, ni le fait que la diaspora est un élément de la solution. Je ne vais pas m'attarder sur la première partie de ce qui précède. On sait ce qu'est le pouvoir algérien, inutile d'insister là-dessus. Par contre, concernant la diaspora, il est important de dire certaines choses. Tout comme il refuse de faire confiance aux Algériens qui vivent en Algérie, le pouvoir n'a que peu de considérations pour la diaspora. Certes, elle a droit de temps en temps à quelques discours laudateurs mais ils sonnent aussi creux que les promesses d'une plus grande démocratisation ou de la mise en place d'une politique pour sortir du tout pétrole.

Jadis, entre les années vingt et la fin de la guerre d'Indépendance, c'est au sein de l'émigration algérienne que le mouvement nationaliste s'est renforcé. Peut-être est-ce cela qui alimente la méfiance à l'égard des exilés d'aujourd'hui. Il est vrai qu'un Algérien qui travaille à la Nasa ou dans la Silicon Valley ou qui est encore l'un des pontes de la recherche médicale en France n'apportera pas que son expertise mais aussi sa manière de voir les choses et ses exigences pour que le minimum de vie décente – et il ne s'agit pas que de considérations matérielles – lui soit garanti.

Finalement, les seuls binationaux qui intéressent le pouvoir algérien sont les footballeurs. Appelés en masse d'Europe pour les besoins d'un wanetoutisme mortifère, ces joueurs sont célébrés en tant qu'exemples de dévouement pour le pays, alors qu'en réalité ils ne servent qu'à donner des jeux et flatter le nationalisme du peuple. Quant aux autres « binat », quel que soit leur niveau de compétence, leur capacité d'entreprendre et d'investir, il vient de leur être signifié qu'ils ne sont que des Algériens de seconde catégorie.

L'Algérie est quelque chose qui doit être dépassée

Nous sommes devant des années de vaches maigres et nous y sombrerons, inéluctablement.

Par Ismail Zanoune

Aujourd'hui, nul ne peut nous montrer une sérieuse échappatoire, or nous pouvons, toujours, espérer pouvoir diminuer le nombre de ces années durant lesquelles l'Algérien pourrait s'imaginer en train de manger la viande coriace de son voisin.

Avant d'avancer quoi que ce soit, je dois me défendre contre une 'accusation' que je vois déjà suspendue sur ma tête : Non, je n'adhère à aucun parti politique, ni à une quelconque association. Je ne suis qu'un simple jeune Algérien ayant décidé de matérialiser le fond de sa pensée en un humble article.

S'unir ! Là est le réel début. Mais derrière qui ? Le drapeau algérien ? L'Algérie est à présent trop faible pour pouvoir nous prendre, tous, en tant qu'Algériens sous son aile, avec toutes nos différences, nos croyances qui ne cessent de diverger et nos absurdités, à chacun. L'Islam ? Sait-on déjà ce qu'est l'Islam ?

Nous sommes, aujourd'hui, dans l'obligation de trouver l'homme qui pourrait contenir tout cela. Mais qui ? En attendant de le voir apparaître, j'ai jugé bon de lui faire parvenir, dès maintenant, mon modeste avis sur la situation.

Tout au long de ma vie, il y avait toujours quelqu'un, quelque part, pour nous rappeler que l'Algérie était un grand pays, qui a offert de grands hommes ! La seule pensée répartie, entre pouvoir et opposition, parce que cela les arrangeait indubitablement. Lorsqu'on transcende les choses, on en conclut que les pro-pouvoirs le disaient pour justifier leur incompétence, comme pour dire qu'avec des 'immenses' richesses naturelles, mêmes les plus stupides de la terre pouvaient réaliser quelque chose, et les rêveries des hommes, à idées révolutionnaires, ne nous mèneraient qu'à un aventurisme hypothétique. L'opposition chantait la gloire de ce pays faisant croire que l'Algérie, à cause de ses dirigeants, a raté son rendez-vous avec le progrès et aurait pu être une puissance mondiale ! Un jeu malhonnête, véreux, principalement de l'opposition puisque la masse populaire se voit négligée et se demande où va l'argent ? Il n'y en a pas assez, ou du moins pas pour tout le monde, et notamment pas assez pour tout construire. Je suis, regrettamment, amené à croire que l'Algérie a toujours été un modeste pays dont les femmes n'ont jamais pu offrir des héros. L'on me fera jamais croire que nous avons raté quoi que ce soit, avec les moyens que nous avions, et surtout avec les hommes qui se sont succédé et au pouvoir et à l'opposition.

Même avec un baril à 150 dollars, et zéro corruption, la recette pétrolière ne peut construire tout un pays aussi grand, géographiquement, qu'est le nôtre. L'acharnement contre la corruption n'est donc en fait que fantasmagorique. Parce que l'on aime s'attaquer à un ennemi qui ne peut rétorquer.

Le gouvernement a dépensé, 800 milliards de dollars, depuis l'an 2000. Une somme qui paraît importante mais qui cesse de l'être lorsqu'on apprend que le PIB annuel des Etats Unis uniquement, en 2015, était de 17.000 milliards de dollars !!! C'est, uniquement, par fausse conception de l'honneur que le peuple continue de se croire grand. C'est uniquement par fausse conception de l'honneur, que le peuple continue de croire qu'il vit dans un grand pays. Trop fiers pour l'admettre, nous nous forçons à nous satisfaire du peu qu'on a, à partir du moment que l'on mène une vie meilleure à celle de nos voisins arabes.

Une Algérie vraiment 'grande', n'a jamais existé et ce n'est pas pour demain matin. Cependant, rien ne nous empêche de continuer à la vouloir si forte, si constante si solide. Ce chemin peut être emprunté à n'importe quel moment, or, les premiers palpables fruits de cette démarche ne verront le jour que dans quinze

ou vingt ans. Ne soyons pas égoïstes et préparons-la pour ceux qui naissent, aujourd'hui. Et parallèlement à cela, il incombe au gouvernement d'améliorer le niveau de vie du citoyen quitte à vider les caisses de l'Etat.

Cela dit, il faut prendre des décisions risquées qui flirtent avec l'aventurisme. Des décisions dont l'application devra être menée d'une rigueur sans précédente.

« Le plus fort n'est jamais assez fort pour être toujours le maître »

J.J. Rousseau

Je ne suis pas en train de donner raison au pouvoir en place, qui d'ailleurs est le même depuis ne serait-ce que 1999 ! Seize ans déjà ! Bon à savoir. Nous vivons dans un monde dont la nature est gouvernée par des lois. Toutes ses lois sont entachées des notions de l'équilibre et du changement. Le règne de Boutflika mène l'Algérie vers l'inconnu, certes, mais ce n'est pas une raison valable pour réclamer sa résignation ! Il n'y a pas de recette magique, et même si le plus digne des opposants se voyait désigner président, l'Algérie connaîtra un avenir similaire, auquel nous aurait amené Boutflika. Nous refusons de grandir parce que nous nous croyons déjà grands.

Depuis 1954, tant de crimes ont été commis, d'abord par les moudjahidins, puis par les présidents et ceux qui nous ont gouvernés. Comment voulez-vous que Dieu bénisse une révolution durant laquelle certains simples combattants ont assassiné leurs frères uniquement parce qu'ils ne leur auraient pas fourni assez de ravitaillement ? ! Tout ce qui s'en est suivi, en 1962, était la malédiction des morts qui ont clamé, sans aucune raison, suite aux dérapages des uns et des autres. Une révolution au sein de laquelle 'Allah Akbar' n'était d'ailleurs, qu'un accessoire d'embellissement.

Vouloir comprendre et élucider tous les drames qui ont secoué l'Algérie est un devoir qui nous dépasse, nous la jeunesse algérienne. Tant que jeunes algériens, nous devons faire preuve d'insouciance positive, et partagerons cette charge avec les générations futures. Prenons choix que toutes les décisions ont été prises de bonne foi, ainsi nous allons nous épargner tant de faux débats et surtout tant de haine qui serait un facteur anti-catalyseur du progrès.

Cela peut ne pas paraître logique puisque ça heurte les principes de l'Etat de droit, mais dans de pareils situations ce qui est logique n'importe peu, ce qui importe c'est ce qui fait avancer les choses. Cessons d'attendre le miracle qui s'incarnerait en une seule personne ou un groupe qui viendrait mettre tous les corrompus en prison et récupérer tout l'argent qui aurait pu être volé. Ajoutons à cela qu'avec la dérisoire charte de réconciliation nationale ; des terroristes ont pu savourer à nouveau la liberté et jouir d'un statut social. Voler, piller n'est qu'une bêtise d'enfants à côté de l'assassinat des hommes.

Cette démarche prend sens lorsqu'on décide de s'ouvrir les yeux sur la triste vérité qu'est la suivante : Les opposants, en manque d'arguments tangibles, essaient de faire passer l'argent dilapidé pour des sommes mirobolantes, en dinars, et même en centimes, comme si cet argent aurait pu changer le destin de l'Algérie, s'il avait été bien géré. Foutaise. A titre de comparaison, le stade d'Arsenal a coûté près de 500 millions d'euros. Il va falloir donc trouver 40 affaires semblables à celle de Chakib Khelil pour dire que l'Algérie a perdu la possibilité de construire deux grands stades de football ! Ridicule. D'où s'explique le malaise populaire grandissant.

Qu'attendons-nous d'un peuple à qui on a fait croire qu'il peut connaître une Algérie meilleure rien qu'avec l'écartement des gens corrompus ?

Pour le vieil homme,
chaque colline est une montagne

Il est vrai que le régime basé sur une légitimité historique a trop duré. Et cela constitue un point qui, de jour en jour, affaiblit la position de l'Algérie à l'international. Des hommes qui restent, longtemps, attachés à leurs places com-

mettent des erreurs et font l'objet de plusieurs scandales qui, en coulisant, deviennent une arme utilisable contre nous, débouchant, ainsi, sur des accords loin d'être inclus dans des relations d'égal à égal avec les firmes étrangères et les multinationales.

Et c'est ce qui a conduit à la très stupide forme du 51-49. Cette loi est l'aveu d'échec de nos dirigeants qui la justifient par la fameuse rengaine : Nous ne vendons pas le pays ! Mettons fin à la politique émotionnelle. Economie en faillite, zéro savoir-faire, et nous voulons imposer aux investisseurs étrangers cette loi insensée.

Pourquoi ? Parce que l'on a admis qu'ils étaient plus malins que nous et que cette loi pourrait nous sortir indemne d'un éventuel mauvais coup. On part de l'idée que nous sommes impuissants, mais nous aimons exiger une relation d'égal à égal ? ! Alors que les Occidentaux ont pour devise : Nous ne nous associons qu'avec nos égaux.

Il est indigne de voir tant d'efforts fournis rien que pour rester là où nous en sommes. Aujourd'hui l'image vaut plus que les hommes. Placer des ministres de moins de trente ans, serait un bon début de négociations avec les investisseurs étrangers.

Ces derniers semblent détenir une des clés conséquentes qui visent la création d'emploi.



Pour moi, l'élément précieux dans les rouages de l'humanité, ce n'est pas l'Etat, c'est l'individu, créateur et sensible, la personnalité ; c'est elle seule qui crée le noble et le sublime, tandis que la masse reste stupide de pensée et bornée de sentiments.

Albert Einstein

Le changement viendra. Sera-t-il bénéfique ? Je n'en sais fichtre rien. Cependant, une rébellion, en Algérie, est aujourd'hui la garantie de plusieurs décennies de faux espoirs, de misère et de génocides. A qui la faute si un énorme effroi s'est installé, rien qu'à cause de la chute du prix de pétrole ? Cette infamie est, à mes yeux, partagée entre plusieurs. L'Occident déjà, puis nos dirigeants qui se laissaient faire, s'accrochant non pas poussés par une conviction de pouvoir réaliser quelque chose mais, uniquement, parce qu'ils sont persuadés que leur engagement éviterait à l'Algérie d'autres tragédies. Et dernièrement, une opposition toujours en-dessous des attentes. Une opposition beaucoup trop individualiste pour accepter de coo-

pérer avec le cercle de décision en Algérie. Il est vrai que Boutflika a laissé s'instaurer, en Algérie, une république de camarades, seulement, si on essaie de guérir le mal par le mal, l'on aboutit à des résultats diamétralement opposés aux nobles objectifs, préalablement, fixés. Une Algérie de tout le monde. Nous assistons, aujourd'hui, à l'émergence de tant de mensonges et de fausses vérités. Les prédicateurs de l'Islam tentent de nous persuader que notre religion est en danger à cause d'une pseudo dégradation des mœurs. Tandis qu'il y a mil fois plus de mosquées que de bistrot. Cent fois plus de chaînes tv, à caractères islamiques que de sites web pornographiques. L'Algérie de demain est celle dans laquelle le pratiquant n'irait pas emmerder son concitoyen, uniquement, parce qu'il vient de sortir d'un bar. Une Algérie dans laquelle la femme voilée ne montrerait pas son nez à la télévision pour insulter les femmes qui n'ont pas jugé salubre de sortir exagérément habillées. Une Algérie qui interdirait d'accepter, sur son territoire, la présence d'un mufti saoudien qui déclare illicite le jeu d'échecs. Tellement peureux d'autrui, on expose, aujourd'hui, la présence des étrangers sur notre territoire comme une menace. Rappelons-nous, seulement, que l'âge d'or de l'Islam c'était sous le règne des Abbassides. Bagdad a régné, fièrement, pendant 700 ans. Jamais, les musulmans n'ont constitué la majorité à Bagdad. Ba-

Après la révision, le grand examen



Par El yazid Dib

« Si tu les vois affligés ne compte pas cela une damnation, si tu les vois obéissants ne compte pas cela un salut assuré » *Abd Allah el Ansari (1006-1089)*

La révision est finie. Il ne reste que l'examen. Il s'annonce long et ardu. Tant que la crise est là, le pétrole plus bas, le souci plus affiché, il est du devoir de parler de ces bras croisés et de ces mains qui n'ont de sueur que celle de l'applaudissement successif. Faire de la révision constitutionnelle une fin en soi ou une quelconque réussite n'ira pas en accordant toute l'urgence aux soucis de l'heure. La plénière parlementaire n'était pas uniquement un vote ou un simple acquiescement documentaire. C'était une Algérie représentative quoique complexe et controversée. Mais c'est là aussi le propre d'un fonctionnement usuel d'une démocratie toujours en phase de naissance.

A l'opposé de l'homme, l'animal ne vote pas. Il broute. Les muscles le font élire ou le forcent à périr. Ainsi la force va devenir acceptable et justifie tout usage en ce sens. L'homme, à défaut de force, a créé la loi et l'élection. Misant sur le nombre, le groupe, il découvrit, à dessein, la loi de la majorité. Le nombre allait vaincre la force pour devenir une puissance légale. La mise en place d'un modèle sociétal, ordonné suivant les besoins de ceux qui sont les premiers à l'imaginer, n'ira qu'en les servant. L'équité, la quête de justice et autres détours justificatifs à cela, surviennent à l'avantage de leurs concepteurs, confirmer, persuader et soutenir le diagramme organisationnel déjà en cours. A la conquête du pouvoir social, le génie humain brisera ainsi tout rempart obstruant les chemins menant vers l'apogée enivrante de la domination, de l'asservissement de son semblable et de la soumission de tous, il en fera des impératifs de défis. De la masse d'individus, de la majorité et des autres, il en usera à satiété. Son ingéniosité devenue insatiable car maléfique et immodérée travaillera uniquement son strict ego. Autrement dit, le pouvoir limite le pouvoir d'autrui et accentue leurs responsabilités, selon la graduation de l'échelle des proximités, des intérêts et des conjonctures. Il est le seul à régenter les rangs ou les disperser pour plus de rangement. La situation de confort du pouvoir qu'il s'est offert ne l'émeut point. Mais fait encore pour nécessité d'allégeance, graviter autour de son trône une multitude de personnes à la recherche de bribes et de détritissés émanant de l'exercice de ce pouvoir. Les charognards politiques sont multiples et s'offrent à profusion. Ils s'ar-

rangent toujours pour être le plus souvent aux abords des offres de services.

La plupart des régimes qui ont fait paître les peuples à travers les âges, n'ont évolué que par une sorte de fatalité. Les raisons qui ont pour nom la stabilité, l'ordre public, la souveraineté nationale et la menace de l'ennemi rapportent beaucoup plus dans des organisations qui ne se bâtissent que sur le socle de la crédulité. Par ces concepts forçant à l'excès un juridisme politique, les peuples s'enfoncèrent davantage dans la soumission et l'abandon vis-à-vis du pouvoir tutélaire qui les anime, impulse et les oriente vers les « voies du progrès ». C'est de cette totale soumission que naissent les résignés en même temps que se terrent les bonnes volontés. La révision du texte actuel de la Constitution apporte tout de même une certaine fraîcheur pour renouveler l'espérance collective. Ainsi le « pouvoir » vient de s'organiser pour pouvoir organiser ses périphéries.

Dans la théorie générale du pouvoir en tant que puissance d'action positive ou négative, rien n'est absolu et tout n'est donc que corrélatif. Un pouvoir ainsi défini ne peut entraîner de responsabilités pour son titulaire en termes de charges qui découlent de son exercice. Par contre, chez une autre personne investie d'un « pouvoir » de faire ou de ne pas faire, de laisser faire ou non, suppose l'obligation d'assumer, de supporter individuellement toutes les situations factuelles des actes faits ou non inaccomplis. Un sénateur ou un député n'exerce l'officialité de ses missions que par la levée de mains. Il ne signe rien, il n'engage pas sa personne de par une règle juridique contraignante. Il fait de la politique en étant assis. C'est cette autorité qui n'est point sortie de la responsabilité que tout « le monde » cherche et recherche comme prophétisait Nietzsche en disant « *ils veulent tous le pouvoir, tous rêvent d'approcher le trône, même dans la vase* ». Ainsi le pouvoir ne se cantonne pas dans un glossaire hautement sphérique ni soit l'apanage d'appareil institutionnels de la haute hiérarchie ou du sommet de l'Etat. Il est un rêve éternel de l'homme qui se croit éternel. Feu Boumediène voulait que la responsabilité soit une charge et non un titre honorifique. Feu Ferhat Abbas avertissait « qu'en régime présidentiel, quelles que soient les bonnes intentions du président, le danger d'un pouvoir per-

sonnel reste présent. » Les deux hommes ont été l'un et l'autre des hommes de pouvoir, ont eu le pouvoir et bien d'autres par le pouvoir les ont séparés.

Bouteflika a fait sa Constitution. Juridiquement, elle traduit pour lui une finalité qui va prendre fin à la fin de son mandat. Il aura fait ce qu'il devait faire dans un climat qui manque d'assurance et prête à inquiétude. Rien ne prédit qu'elle ne sera pas amendée. A ce niveau de responsabilité, l'on ne pratique pas les actes rituels de la bonne gestion. Cette attribution reste dévolue à un groupe de tâcherons gouvernementaux. Ainsi, tout le sens du texte n'aurait de valeur globale que s'il venait à se mettre en pratique par ceux-là mêmes qui l'ont chuchoté, suggéré ou défendu. Ou ceux appelés et auto-engagés à le dérouler en réalisation. La sacralité de ce texte aussi solennel ne devra pas se couvrir d'anathèmes ou d'actions rédhitoires à commettre par les textes subséquents qui s'imposent. Elle doit être mise à profit afin de moraliser les mœurs politiques et partant permettre l'émergence d'une société attentive à la légalité et à la loyauté envers l'Etat, pas plus. Car c'est à cet Etat qu'échoit la responsabilité de mener à bon port l'aspiration populaire. Maintenant, dans le nouveau monde, le pouvoir ne cherche plus à s'exercer dans l'isolement ou dans le strictement personnel. Toutes les stratégies liées à ce volet disposent que la force d'agir doit s'inverser dans l'action interactive. On doit agir de concert et dans l'interopérabilité avec l'ensemble des acteurs faisant le cycle de gouvernance. L'opposition, les voix contraires, les indécis, les attentistes sont tous impliqués qui par la contrariété, qui par la diversité, qui par la neutralité ; tout le monde est rivié à la même planche qui ne cesse de surfer sur un océan mouvementé. La Constitution ne va pas régler les contrecoups socio-économiques dus à l'affaiblissement du matelas financier du pays. Elle n'a pas cette aptitude actionnelle de pouvoir régenter les mécanismes amorphes d'une industrie ou d'une agriculture encore en état de léthargie. Elle ne peut, en tant que fondement légal d'une république dite nouvelle de parer aux insuffisances que révèle l'indéfinition de stratégies globales dans des secteurs névralgiques. Si elle vient régler l'équilibre des pouvoirs, elle demeure toujours sujette à l'impératif de faire sortir la tête du

trou qui se noircit davantage. Pourtant les aubaines sont là. Les atouts tout segment confondu dont prédispose le pays au plan de l'intelligence, de la richesse géostratégique et de la crânerie nationaliste sont toujours présents à l'appel patriotique. Ils peuvent permettre le sursaut sélectif et salutaire. Il suffit de tabler sur la bonne sève, de mettre à contribution l'énergie personnelle de la compétence nationale. C'est presque comme une feuille de match. On a beau avoir le meilleur manager, la tactique la plus élaborée, si les membres de l'équipe n'apportent pas grand-chose ou souffrent pour certains d'entre eux de rupture de ligaments, d'inadaptation au poste ou de simple figuration.

Ainsi, il est permis de dire qu'être ministre est un métier et non un apprentissage. L'on ne vient pas faire ses stages, ni ses débuts aux dépens de la nation. Il est constatable ailleurs que lorsqu'un ministre s'amène il est déjà précédé par sa notoriété. Ce sont ses gloires et ses prouesses dans la gestion qui le devancent. En poste, il n'aura qu'à confirmer le sentiment positif que l'on se faisait de lui. Or, il est tout aussi constatable qu'ici l'on n'affirme sa notabilité ministérielle qu'une fois le poste pourvu. Un chirurgien émérite de renommée mondiale ne pourra pas faire un bon ministre de la santé s'il manque de culture élémentaire de gestion. Un brillant écrivain ou un illustre journaliste ne peut lui également avoir l'apanage d'un bon ministre du secteur s'il n'arrive pas à savoir rallier l'écriture aux critères du commandement. Un pactole d'autorité, de connaissance de procédures, de culture politique et surtout de conviction sont exigibles à ce rang d'implication. Ce conditionnement politico-professionnel ne semble, au demeurant, être approprié qu'aux titulaires de départements ayant fait leur longue expérience dans les postes de wali. Donc un regard plus adéquat et plus managérial est à porter dans les critères du choix et de la désignation des futurs artisans de l'ambition constitutionnelle. Faire la différence entre un pur technicien d'une chose et un technocrate dans la même chose, c'est déjà avoir la bonne main. Si le premier n'est qu'un spécialiste, le second est censé pouvoir fédérer professionnalisme et gestion politique. La révision vient d'ouvrir de grands chantiers et avec une grosse aspiration. Tout l'espoir est lié au passage de l'examen itératif, de ce concours qui va se répéter chaque instant, tout le long de la chronologie. Ne pas échouer, ne pas décevoir s'élève comme un défi à remporter sans risque de se tromper ni de persister dans l'erreur de l'écrit ou de l'oral. Le jury est très regardant en cette étape cruciale.



Après de longues années à occuper des postes ministériels, certains membres du gouvernement, qui compteront parmi les sortants, auront du mal à s'accoutumer à leur nouvelle vie.

Ministres, leur vie d'après !

Par Cherif Ali

Plus de voiture de fonction ; encore moins de chauffeur ou gardes du corps. Le quotidien va redevenir normal pour eux. Si pour certains d'entre-eux, cette nouvelle vie est difficile à appréhender du fait des regards de la société, des amis et de la famille, pour d'autres par contre, la réintégration dans la « vie civile » se fera sans heurts. Mais avant d'aborder cela, arrêtons-nous, un instant, sur la question du jour : quelle est la durée de vie d'un ministre en politique ?

La fonction de ministre est éphémère et beaucoup de ministres l'ont appris à leurs dépens. En moyenne, ils restent en poste deux ou trois ans.

Aujourd'hui avec les multiples remaniements gouvernementaux, les erreurs de casting, les révocations pour fautes graves et les démissions pour cause de maladie, la durée en poste d'un membre du gouvernement est limitée ; pour autant, certains ont réussi à rester en place plus de 10 ans (Boubekeur Benbouzid, par exemple).

Et l'autre question qui vient à l'esprit, est la suivante : y a-t-il une vie après la politique ? La réponse est affirmative.

Des cabinets, aux postes de ministres, des personnalités politiques ont réussi à mettre leur expérience et leurs réseaux à contribution des partenaires privés ou publics désireux de développer un projet. L'exemple d'Hubert Védrine, l'ancien ministre des affaires étrangères français est à ce titre, élogieux ; il a décidé de quitter la politique en 2007, après l'échec aux présidentielles de Lionel Jospin. Il a rejoint le secteur privé où il a créé, avec succès, une société de « conseil en géopolitique et en stratégie internationale ».

Tout comme lui, l'algérien Lakhdar Brahimi s'est inscrit dans la même trajectoire. Ancien ministre des affaires étrangères, Secrétaire Général Adjoint de la Ligue Arabe et de l'ONU, il a été aussi « envoyé spécial » en charge de nombreux dossiers, ce qui ne l'a pas empêché par la suite, de trouver les ressources nécessaires pour enseigner à « science-po Paris ». Son exemple reste tout de même exceptionnel, car pour beaucoup d'anciens ministres, passer d'un rythme de travail épuisant à une vie normale est en soi, une épreuve dans les jours qui suivent la passation des pouvoirs. Le retour au quotidien peut-être très difficile pour certains d'entre eux, voire pire, car la mention « ancien ministre » sur leur C.V se révèle être un handicap, plutôt qu'un atout. A l'heure justement où on évoque un changement de gouverne-

ment, certains ministres en perdent le sommeil. D'autres, convaincus qu'ils ne feront pas partie du prochain staff ministériel, ont commencé, déjà, à préparer leurs cartons.

Ils auront à abandonner, en un éclair, les dossiers en cours, la voiture avec chauffeur, la villa au club des pins et, surtout, passer de la lumière à l'ombre et des honneurs au téléphone qui ne sonne plus !

Beaucoup d'entre eux, à coup sûr, vont rejoindre la cohorte des anciens ministres installés à l'étranger. A croire les statistiques, sur 700 anciens ministres ou députés, 500 pour le moins ont fait le choix volontaire d'aller vivre à l'étranger, en Europe ou dans les pays arabes.

L'ancien premier ministre du président Chadli Bendjedid, Abdelhamid Brahimi en a fait partie ; il vient de rentrer au pays après 25 ans d'exil, « mais il n'a pu patienter jusqu'à sa sortie de l'aéroport Houari Boumediene pour nous apprendre que Nezzar est un agent des services français et Toufik, un ancien cuisinier ! » (*)

Ceci étant dit, nos responsables, une fois de l'autre côté de la Méditerranée, s'arrangent pour se faire recruter comme consultants, et cadres d'entreprises « performants » pour ce qui concerne les anciens de la Banque d'Algérie, PDG et autres cadres de Sonatrach.

Mais on les retrouve aussi dans des métiers plus surprenants comme le commerce, l'hôtellerie, la restauration et même la boucherie « hallal » ! Au pays, il faut le dire aussi, d'anciens ministres moins chanceux, une fois débarqués du gouvernement, restent confinés chez eux, à broyer du noir, au moment même où leurs collègues, plus introduits, sont revenus à la politique, par la députation ! En 2007 par exemple, 17 ex-ministres ont été élus à l'APN ; d'autres, plus chanceux, ont bénéficié de « parachutes dorés » : Djamel Ould Abbès, Said Berkat, Nouara Djaaffar, Hachemi Djar entre autres et aussi Boubekeur Benbouzid, celui-là même qui a occupé le poste de ministre de l'éducation nationale pendant plus de 15 ans, avec le résultat que l'on sait ! Ils ont été désignés dans le tiers présidentiel, au Sénat. Dure la vie d'un ministre ? Peut-être pas, mais la chute n'est pas sans conséquence sur leur personne, voire leur propre entourage. Un ex-ministre, Kamel Bouchama en l'occurrence, racontait ainsi son éviction : « tu fais du bon travail, lui avait dit le président Chadli, mais je dois confier ton portefeuille à quelqu'un d'autre ; sois patient, tu auras de nouvelles responsabilités dans quelques temps ». Les mois passèrent et l'ex-ministre à eu tout le temps de mesurer le vide qui l'entourait et aussi de compter les journées, non sans entraîner femme et enfants, selon ses dires, dans une « ambiance neurasthénique » ; il a beaucoup fumé et souffert aussi de migraines et de lumbago. Son téléphone est resté muet, plus

de 10 ans, jusqu'au jour où il a été nommé ambassadeur en Syrie.

De cette expérience traumatisante, il a tiré un livre qu'il a intitulé, à juste titre, « Mémoires d'un rescapé » ; « je l'ai écrit pour raconter l'affliction et les souffrances de tous les cadres de mon pays : dès qu'ils ne sont plus dans les bonnes grâces des décideurs, ils sont jetés, sans remord ni considération ! ».

Est-il si dur de quitter le pouvoir ? Comment passe-t-on, du jour au lendemain, du statut de ministre à celui de citoyen lambda ? Après la disgrâce, la révocation ne peut-elle être que brutale ou, au contraire, le départ est plutôt synonyme de délivrance pour le ministre limogé ?

Toutes les réponses à ces questions sont à rechercher dans l'expérience éprouvante de Halim Benattallah, ancien secrétaire d'Etat chargé de la communauté nationale à l'étranger. Il n'a pas eu droit à une audience, encore moins à une explication de son éviction du gouvernement. Il raconte que c'est Ahmed Ouyahia, le premier ministre d'alors qui lui a annoncé, sèchement et brièvement la sentence : « le président a décidé de ne pas vous reconduire dans vos fonctions ! ». « J'ai reçu la nouvelle avec un pincement au cœur » a confié Benattallah ; « ce n'est jamais agréable de se faire congédier. Tout s'arrête subitement ! Il faut tout de suite préparer un projet de vie et surtout, ne pas se laisser aspirer par la vacuité qui s'installe après la fin de fonctions ». Quitter le pouvoir, c'est un déchirement pour tous ceux qui ont eu à l'exercer. Certains sont anéantis, car la perte du statut de ministre est vécue comme une honte et une déchéance. Ceux qui s'accrochent aux privilèges dépriment, divorcent même, quand ils ne perdent pas leurs enfants. Ceux qui surmontent leur peine, deviennent invincibles pour leur entourage. Comme s'ils étaient amputés d'une partie d'eux-mêmes ! Ceux-là n'aspirent qu'à revenir à tout prix, caressant l'espoir d'être rappelés de nouveau ; ils se résigneront très vite, contrairement aux revanchards qui rejoindront l'opposition regroupée autour notamment, des ex-premiers ministres. Pendant ce temps-là, l'anglais Tony Blair est devenu conseiller d'une Banque Internationale, l'allemand Gerhard Schröder est rentré comme consultant dans une grande firme internationale et le français Dominique de Villepin a ouvert un cabinet d'avocat ! Tout comme les ministres Jack Lang ou Luc Ferry qui ont repris leur chaire de professeur à l'université ! Ce qui a inspiré l'ancien ministre de la formation et de l'enseignement professionnel El Hadi Khaldi et bien avant lui Ahmed Djebbar, l'ancien ministre du président Mohamed Boudiaf, qui sont restés au pays, aux côtés de leurs étudiants qu'ils ont rejoints dès leur sortie du gouvernement ! D'autres an-

ciens responsables, se sont faits remarqués aussi par leur talent :

· Karim Younes, par exemple, ancien ministre, ex-président de l'APN qui vient de publier un 3^{ème} livre intitulé « La chute de Grenade ou la nouvelle géographie du monde ».

· Abdelkader Khelil, ancien délégué au développement économique et à l'aménagement territorial, écrivain lui aussi et auteur d'analyses politiques et économiques, aussi nombreuses que pertinentes.

· Zinedine Sekfali ancien ministre, analyste et essayiste à succès.

· Abdellatif Benachenhou qui n'a de cesse de débattre, généreusement, de toutes les questions économiques et financières de l'heure.

· Nour Eddine Boukrouh, qu'on ne présente plus ! Ancien ministre, personnalité politique attachante, polémiste redoutable ; libre penseur, il se veut au dessus de la mêlée et ne se consacre qu'aux débats d'idées. Il a inventé le mot « ghachi », qui depuis a fait l'objet de nombreux mémoires de fin d'études.

· Et enfin Mohamed Laichoubi, ancien ministre du Travail et ambassadeur en Roumanie. Conférencier international, il s'est illustré en se faisant élire à « l'Académie Royale Espagnole pour les sciences économiques et financières » qui regroupe en son sein des prix Nobel ; d'innombrables universités et cercles de réflexion font appel à l'érudition de l'homme qui n'a de cesse, par la plume et la parole, de porter haut les couleurs de l'Algérie !

Tout ceci pour dire que les anciens ministres ne quittent pas spontanément le pays après leur départ du gouvernement et qu'en conséquence nul n'a le droit de leur jeter l'opprobre au motif fallacieux que « tous sont pourris ! ».

Pour conclure et au moment où on évoque, ici et de l'autre côté de la Méditerranée, la question de « la déchéance de la nationalité », beaucoup de responsables algériens encore au gouvernement, sont sommés de choisir en vertu de l'article 51 de la constitution qui vient d'être votée : renoncer à leur nationalité d'adoption pour rester, éventuellement, au gouvernement, ou prendre le risque de perdre son maroquin ?

Et cela pose à l'évidence un sérieux problème : comment peut-on par exemple, reconduire ou nommer un ministre dont le projet, une fois évincé du gouvernement, est d'aller s'établir à l'étranger ? Peut-il vraiment se consacrer à développer un pays dans lequel ni lui encore moins ses enfants ne voudront y vivre ?

*cf Nour Eddine Boukrouh
« êtes-vous sûrs de vouloir la vérité ? » -Le soir d'Algérie du 09/02/2016.

Votre Constitution, notre monde

Dans une autre vie, lorsque j'étais en charge de la communication de la Constituante au FFS, nous avons boycotté pratiquement toutes les sollicitations électorales. Mais, très rapidement, nous nous sommes aperçus que la position était intenable car la sémantique n'était plus appropriée.

Par Sid Lakhdar Boumediene*

Pour la plupart d'entre nous, l'expression qui convient est que nous sommes ailleurs, dans un autre monde. La Constitution peut être modifiée mille fois et les élections organisées tous les vendredis matin, rien n'y ferait. Entre nous et eux, il y a plus qu'un univers qui nous sépare.

C'est que nous avions fait confiance une première fois, en 1991, et avions accepté de jouer le jeu malgré nos réticences. Mais ceux qui ont promis de changer n'étaient pas disposés à le faire. Ils en sont viscéralement incapables.

Un quart de siècle après, le ministre de la Défense nous fait cette extraordinaire révélation « l'armée ne fera plus de politique ». Mais alors, avions-nous déjà dit à Chadli, pour la même confession, c'est qu'elle en a fait réellement ? Ce dont aucun être sensé n'avait douté une seule seconde. Vingt-cinq ans après, c'est toujours la même confession, tous les six mois.

Mes anciens camarades du FFS ainsi que les nouveaux sont des personnes très estimables dans leur engagement politique. Je les salue pour leur obstination dans un combat juste. Je lis encore, de temps en temps, leur argumentaire et je vois bien qu'ils sont toujours dans cette sincérité que nous avions au départ, à leur côté pour certains d'entre eux.

Mais en même temps, j'ai de la peine car je sens bien qu'ils se sont retrouvés reclus dans un coin du parloir, sans grande efficacité ni avenir. Toutes les cartes sont toujours entre les mains des mêmes, qui ne sont pas disposés à les restituer ou à les mettre au service du beau jeu démocratique.

La déclaration du ministre de la Défense ferait dire au moins doué des étudiants de première année en droit d'une république bananière que tout est, en conséquence et rétroactivement, entaché d'illégalité. Toutes les Constitutions, toutes les lois et les élections sont à renier dès lors que ceux qui sont dotés de la puissance armée l'ont utilisée pour une autre mission que celle qui est la leur du point de vue juridique. Et c'est un euphémisme de prétendre qu'ils l'ont utilisée à des fins personnelles, de pouvoir absolu et de rente financière.

Inutile d'argumenter plus longtemps l'illégalité. De toute façon, ce qui est dans la Constitution est irréaliste ou inappliqué et ce qui est important n'y

figure pas. Alors pourquoi mes anciens amis politiques continuent-ils à réagir à ce sujet ?

Il n'est pas écrit dans la Constitution que la fratrie du président a le pouvoir constitutionnel de diriger d'une main de fer le pays. Il n'est mentionné nulle part que l'armée possède un pouvoir politique, pas plus qu'un président puisse diriger un pays dans un état de santé qui ferait exclure n'importe quel candidat à un concours de fonctionnaire, pour le plus petit des grades. Aucun article de la Constitution ne prévoit une police politique. On ne voit nulle part la mention écrite que la femme est une esclave de l'homme, camouflée au regard de la société et placée sous une tutelle moyenâgeuse. Et nous pourrions citer à l'infini ce qui n'est pas prévu dans la Constitution.

Pas plus que ce qui est écrit ne trouve une quelconque réalité. On lit que l'armée est l'institution de défense des intérêts du peuple, que les magistrats sont indépendants, qu'un homme et une femme sont égaux devant la loi, que la liberté des consciences est garantie et bien d'autres choses admirables. Rien de tout cela ne trouve de réalité et notre étudiant précédent en attraperait une apoplexie de rire en lisant de telles fadaïses.

Il sait, lui, que l'important pour son avenir est d'être un jour, avocat, nommé « sénateur au tiers présidentiel » et même en arriver à défendre un général mis à l'index par ses petits camarades. Il doit en exister au moins un en Algérie, de ceux qui ont milité à nos côtés, la main sur le cœur et la conviction du démocrate bien intégrée dans la posture.

Tout cela, nous l'avons compris, n'est absolument pas notre monde. Nous étions pour la liberté de la femme, pour une presse et une magistrature libres. Nous rêvions que la jeunesse ne puisse être contrainte de rien pour son épanouissement et sa liberté de conscience. Nous voulions que chacun puisse exprimer son opinion sans que sa voix baisse et que le regard vérifie qui est autour de lui. Nous étions pour la beauté de la nature, des êtres humains et des mœurs. Nous avons été naïfs et inconscients car nous étions en face de monstres dangereux.

Alors, que cette Constitution se modifie tous les jours ou toutes les heures, nous en sommes très loin, elle ne nous concerne pas. Que les généraux continuent à nous dire qu'ils ne s'occupent plus de politique, de finance ou de justice, nous ne les écoutons plus. Que le président continue à nous faire croire qu'il est le symbo-

le d'une révolution fondatrice de la démocratie, nous ne sommes même plus enclin à rire. Que l'on gesticule sur les articles du code de l'esclavage réservé aux femmes ou que l'on exclut les binationaux des postes sensibles, peu importe.

Nos femmes sont libres et nous serions bien touchés par une brusque maladie mentale en voulant accéder aux postes suprêmes d'une dictature. C'est bien le dernier rêve que nous ferions, ou alors sous le coup de l'éthylisme.

Mais, en revanche, il y a quelque chose d'inadmissible en ce moment et qui peut nous faire réagir, quelque chose de criminel. Ce sont tous les « docteurs », « professeurs » et autres « experts » en économie qui s'épanchent dans la presse pour faire peur à la jeunesse algérienne. Il est inadmissible de vouloir effrayer une population jeune et innocente qui a tous les droits au rêve et qui a tous les moyens de s'en sortir.

Tous ces experts du Prince ont fait leur carrière au service de celui-ci ; il est scandaleux qu'ils soient aujourd'hui au service d'une peur annonçant le cataclysme économique. L'économie, c'est la science des hommes instruits et conscients, la jeunesse algérienne ne doit pas avoir peur et écouter ces corbeaux du déclinisme, au seul motif de penser qu'ils ont la vérité économique dans leur propos. Rien n'est aussi faux que cette prétention, car le seul objectif est de remplacer une allégeance par une autre soumission, à leur profit.

Rien ne peut arrêter l'émergence épanouie d'une nouvelle génération algérienne. Elle a eu comme biberon, Internet et les réseaux sociaux. Elle a vu la lumière et la vitesse de communication qui est incontrôlable par la police de la pensée. L'économie, ce sont les hommes et les femmes qui la font, elle n'est rien d'autre qu'une ambition collective et sa force ne réside pas en des considérations matérielles conjoncturelles. Ma génération a vu la misère des Chinois et des Indiens, il suffit de se rendre compte de leur extraordinaire parcours en si peu de temps.

Il n'y a pas de raison que la jeunesse algérienne n'y arrive pas, mais il faut qu'elle tourne le dos au régime politique actuel, qu'elle fasse de ses convictions religieuses une affaire personnelle et qu'elle n'écoute pas les pseudo-experts. Qu'elle vive, qu'elle rêve et s'en donne les moyens par la conviction, il n'y a pas plus belle énergie économique au monde pour cette ambition à la hauteur des hommes libres.

* Enseignant

Comment va l'Algérie ?

Beaucoup d'Algériens se demandent si leur pays va bien ou va mal et comment le savoir ?

Par Abdellatif Bousenane

Entre un discours trop optimiste (officiel) et un autre discours excessivement, catastrophiste, le citoyen soucieux de connaître et comprendre la situation dans laquelle se trouve son pays, se perd devant l'écart immense et les contradictions entre les deux postures. Quelle est la vraie situation du pays ? Sommes-nous vraiment dans une zone rouge, très inquiétante ou au contraire avons-nous dépassé ce risque ? Quels sont les outils de mesure et les indicateurs qui nous permettent de comprendre notre présent ?

DOUTES ET QUESTIONNEMENTS

Sur le registre politique, les rumeurs trottent sur l'éventuel retour d'Ahmed Ouyahia, au poste de Premier ministre. Ce retour s'il se confirme serait, assurément, contraire à l'esprit de la nouvelle Constitution, fraîchement votée le 7 février dernier. Il mettrait, ainsi, un coup de doute sur la capacité de notre élite gouvernante à se renouveler et décrédibiliserait le discours officiel qui ne cesse d'assurer aux Algériens le passage à une nouvelle ère. Puisque nommer le septuagénaire pour la quatrième fois, à ce poste-clé, signifierait que nous avons une vraie crise d'hommes d'Etat. Autrement dit, depuis plus de 16 ans, on n'a pas pu former une nouvelle génération capable d'assurer la continuité de l'Etat, c'est très inquiétant !

Quant au plan économique, il est vrai que les gouvernements successifs ont perdu beaucoup de temps sur le chemin du développement d'une manière générale. Attendre plus de 16 ans et la chute du prix des hydrocarbures, pour créer une cellule de suivi des exportations au gouvernement, ceci est incompréhensible. Pourquoi n'a-t-on pas fixé, depuis 2005 un objectif très réaliste d'une fourchette entre 5 et 8 milliards de dollars d'exportations hors hydrocarbures, par exemple, à l'horizon 2015 ? Franchement, nous avons les moyens d'atteindre ces chiffres qui ne sont pas excessifs. Que feraient-ils les ministres du Commerce et des Finances, pendant ce long temps, pour réfléchir, sérieusement, au problème de l'explosion de notre facture d'importation ? Tout en sachant qu'une partie de cette facture n'est que surfacturations et tricheries ! Ainsi notre gouvernement est dans une posture de spectateur, voire de complice devant l'ampleur des malversations et corruptions. Quelles étaient les contraintes qui freinaient le lancement d'un vaste programme d'investissement dans l'agroalimentaire, depuis plus de 10 ans ? Alors, qu'aujourd'hui les agriculteurs jettent leurs excédents de récoltes dans les oueds afin de préserver les prix !

Afin de résoudre ces problèmes et combler ses incohérences il faut d'abord reconnaître ses faiblesses et faire le bon diagnostic. Admet-

tre l'exercice de l'autocritique et faire son mea-culpa n'est pas forcément un aveu d'échec total mais au contraire un début de solutions.

LE TABLEAU N'EST PAS COMPLÈTEMENT NOIR :

Néanmoins, toutes ces fautes et manquements ne doivent pas nous égarer sur une analyse plus fine et objective. Car, les réalisations et les avancées sont aussi importantes. Le dernier rapport du PNUD a classé l'Algérie dans un rang élevé en matière de développement humain. L'IDH, indice de développement humain, est un indicateur très révélateur des situations des pays parce que, contrairement au PIB qui mesure la macroéconomie et qui cache la répartition des richesses et l'impact du développement sur les habitants, l'IDH s'intéresse, justement, aux différents facteurs qui touchent, directement, la vie des gens. Il mesure le niveau de l'éducation, la couverture médicale et donc de la Santé, la mortalité infantile, le logement, bref, les conditions de la vie réelles des populations. L'Algérie devance de loin les voisins et elle est en tête de classement, dans le monde arabe et l'Afrique en développement humain.

Il faut souligner, également, l'efficacité dans la gestion des crises internes de Ghardaïa à In-Salah, en passant par tous les soulèvements populaires à caractère social, ce qui a évité au pays le phénomène hasardeux qui s'appelle à tort « printemps arabe ». Le renforcement de la sécurité du pays en acquérant du nouveau matériel et en formant les éléments de l'Armée populaire et de tous les services de sécurité afin de protéger le pays du risque très dangereux du terrorisme transnational. Daech est stoppé net à nos frontières et notre armée est classée parmi les 27, les plus puissantes au monde. La diplomatie algérienne, aussi, s'est distinguée par ses positions très honorables et sa participation au règlement de conflits régionaux, tout en gardant l'estime et le respect de tous les pays du monde, c'est exceptionnel ! Dans ce contexte bien particulier, le président de la République a trouvé le temps et la force pour mettre fin aux fonctions des hauts gradés militaires, très influents dans le régime, parmi lesquels le tout puissant chef du DRS, devenu DSS. Ceci nous renvoie des signaux d'une maîtrise et solidité certaines.

Malgré la chute du prix de pétrole jusqu'à 30 dollars, le pays semble en capacité de faire face à cette conjoncture très peu aisée. En tout cas, depuis 17 mois de la chute vertigineuse, on n'observe pas de grands déséquilibres ou une crise majeure qui menacerait l'Economie du pays.

Telles sont donc les vrais indicateurs objectifs qui nous renseignent sur notre réalité. Certes, il y a, dans l'action gouvernementale, des faiblesses et ides ncohérences qui choquent souvent les citoyens, toutefois force est de reconnaître qu'il y a, aussi, des avancées, des réalisations et des réussites palpables qu'il faut noter si on veut être juste.

Deux vieux généraux dans leurs costumes de super-héros se querellent en de véritables rebelles, tel que cela est aujourd'hui courant dans nos venelles, comme deux « Zorro » ou bourreaux d'un peuple à qui ils tenaient hier encore court la bride !

■ Journaux et partis : la cacophonie ?!

Par Slemnia Bendaoud

Deux chefs de valetaille qui se chamaillent en rejets issus d'une chiffonnière de mar maille, se mouvant vaille que vaille, dans un très large éventail de gesticulations et de musculation juste pour compter parmi les ouailles du Grand Seigneur et Maître des céans ! Deux tendances politico-administratives maintenues en vie de façon artificielle, solennelle et très officielle grâce aux pulpeuses mamelles d'un Etat, autrefois très généreux, montent désormais au créneau pour qui mieux mieux faire offre de bons services de « videur de poubelles » afin de soulager de sa misère leur mentor et seul distributeur de primes et autres galons de mérite politique !

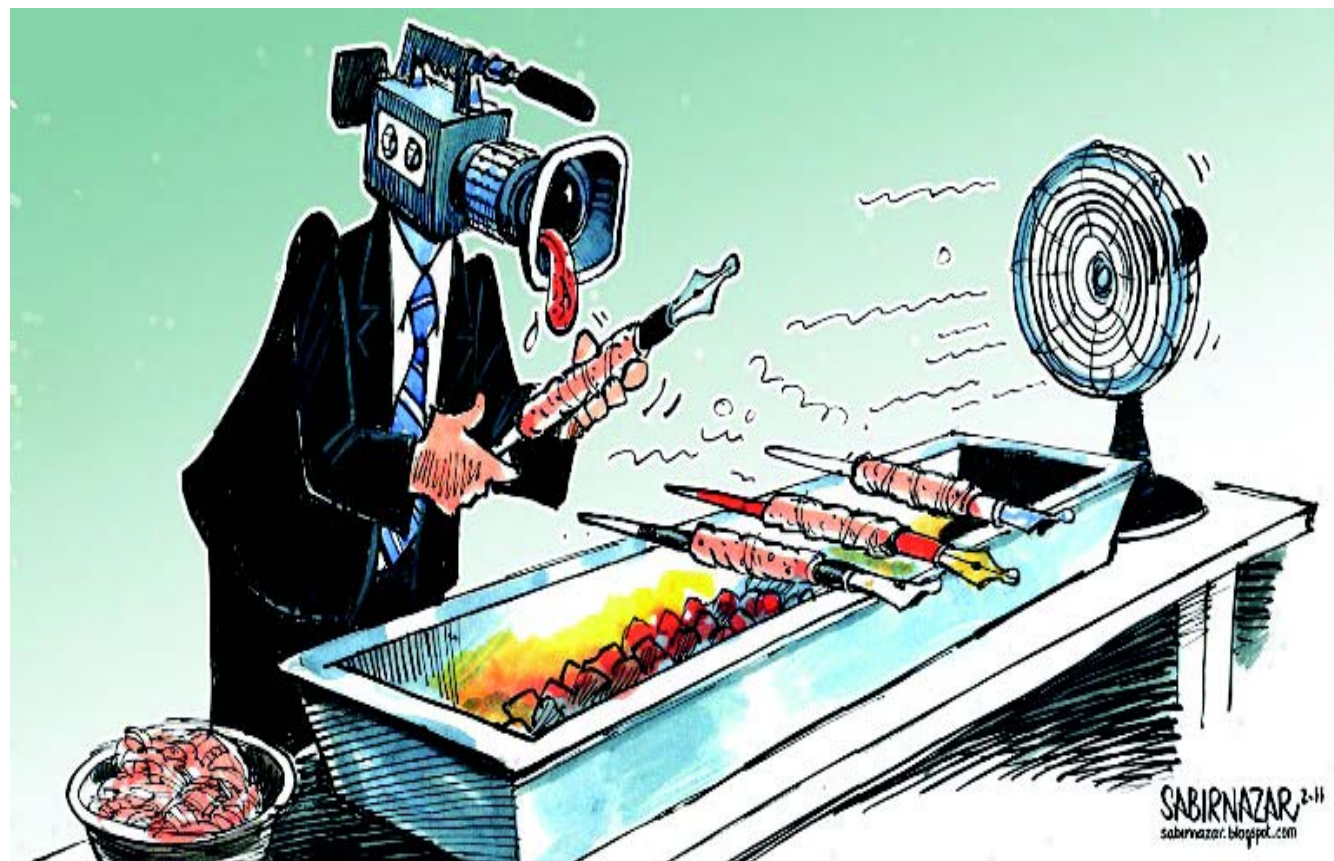
Deux sortes de presse, celle des obligés et des affidés contre celle émergeant à cet esprit enquinant, très fouinant, malveillant, rechignant et répugnant, qui discutent entre elles à couteaux tirés, l'esprit éveillé et le doigt souvent sur la gâchette près à pêter le feu, se sentant l'une l'autre dans son bon droit de dicter au peuple sa seule voix et unique loi !

Deux types de télévisions –les unes pour le statut quo d'un pouvoir en disgrâce et depuis longtemps en place et les autres pour le changement à immédiatement engager- se partagent peu équitablement d'ailleurs un espace d'audimat où le débat politique est pratiquement absent chez les premières et très foisonnant chez ces toutes dernières, au point où les potes de ceux qui prêtent allégeance au système sont envoyés chez l'adversaire ou le « média de service » participer à leur table ronde, puisque très diplomatiquement interdits d'antenne à la maison et dans son tout proche rayon et environnement ! Deux des tout grands obligés du système qui se sentent fermement engagés auprès de celui qui mène la barque en ce moment s'entredéchirent à s'entre-tuer dans un fou-rire et à coup férir comme du papier d'un vieux journal ballotté par le mouvement continu d'un vent désastreux qui le contraint à tourner dans le sens imprimé à une véritable tempête qui le réduit en de toutes petites miettes et minuscules morceaux !

Deux grands chefs d'orchestre, connaissant par cœur ou sur le bout des doigts le rythme à imprimer à leurs discours, son lancinant et très classique refrain, la variation instantanée de sa tonalité, l'écho de la percussion et du violon qui doit l'accompagner, le tube à tout le temps bien jouer et surtout à tous les coups réussir, font –juste pour berner leur monde- désormais dans ce faux-semblant de grand différend entre eux-mêmes qui les pousse si étrangement à soutenir le même programme et les mêmes personnes.

Deux paires de couples d'hommes et de femmes, les premiers contre eux-mêmes et les secondes contre les premiers-cités, auront depuis le 1^{er} Novembre 2015 tenu en haleine le monde de l'actualité pour avoir meublé les « Unes » des journaux et l'audience des télévisions. A l'origine de leur manifestation publique, il est question de cette demande d'audience adressée au président de la république mais restée depuis sans suite que le premier couple tentait par tous les moyens de la faire avorter ! Deux groupes de deux femmes intellectuelles, mais chacune dans sa propre logique et spécialité, un véritable quatuor de femmes savantes en quelque sorte, n'ont-elles pas elles aussi investi en force l'actualité et la « Une » -images à l'appui- du quotidien EL WATAN pour crier haut et fort leur ras-le-bol mais aussi leur nette démarcation au sujet d'une « Constitution butin de guerre » que le régime veut la faire passer pour une « Constitution trésor d'un Etat » !

Deux parmi les tout acharnés défenseurs du régime qui nous gouverne au prix du mensonge et de la roubardise se donnent en spectacle par presse et télé interposées si fré-



quentement dans ce jeu d'atermoiement et de plaisanterie afin de tenter d'amuser avec leurs quolibets et discours insensés une galerie qui a déjà depuis très longtemps fui leur spectacle désolant et insolent et divorcé à jamais avec la politique du pays !

Deux parmi ces très hauts et anciens responsables de l'Etat algérien, ceux appartenant au système du parti unique, aujourd'hui divergeant sur la primauté du choix de l'une ou l'autre des deux actions relatives à cet axiome de « sauver l'Algérie et leur vie avec via l'interruption du processus électoral ou encore de sauver tout juste la démocratie en allant au second tour de ces mêmes élections législatives de 1991 », trouvent ce malin plaisir et besoin pour le moins assez osé de vider les poubelles de l'histoire en public, sans pour autant avoir à se protéger le nez contre toutes ces odeurs pestilentielles et nauséabondes de leurs ordures non encore ramassées relevant d'un passé longtemps ressassé !

Deux des plus zélés ministres et pantins d'un régime qui fait dans la pure frime, en quête de quelques strapontins de fretin butin à lui soutirer à la tire ou par la ruse au prix de leur peu subtile et inutile pirouettes, calculée allégeance et contre-nature appartenance, occupent la scène partisane pour du bout des lèvres distiller en sourdine ces obscurs discours sans écho de grande envergure !

Deux influents membres d'une même gouvernance qui se regardent en chiens de faïence, tous deux forts de leurs confirmées alliances et autres supposées obligeances, versent si intempestivement et très maladroitement dans cette divergence de leur point de vue et autres réminiscences au sujet de leurs réticences à vouloir accepter sans rechigner la doléance de l'autre, celle du voisin, du correspondant ou du concurrent !

Enfin deux groupes de personnalités historiques et politiques de poids considérable et dont l'écho de leur aura porte encore plus loin que nos frontières, crient en ce moment leur pénible douleur et celle encore plus pressante et très préoccupante de leur mère-patrie, le premier connu au travers de ce sigle du « 19-04 » tandis que le second l'est au travers de cette formule du « 23 + n », partis tous deux à la recherche de cette Algérie de demain ou de l'indispensable changement institutionnel dont l'actuelle révision de la Constitution en fait l'impasse !

De toutes ces ambivalences plus haut citées, nuancées et classées, l'Algérie aurait pu en constituer de véritables paires, de vrais

duos, de très solides équipes, de lointains échos, des couples naturels, de bons partenaires : jamais de redoutables adversaires, des ennemis de toujours, des belligérants de différents fronts, des pans d'une même société impossibles à rassembler !

Dans la dualité de leur rivalité qui fait l'évènement quotidien et surtout l'actualité, dans cette adversité déclarée et très médiatisée, c'est plutôt à une Algérie déchirée et très éplorée que nous ouvrons droit bien malheureusement, celle qui pleure si souvent son sort déplorable mais aussi celui de ses propres fils qui se livrent à ce jeu si méchant et très dangereux dans une guerre larvée dont personne ne tirera le moindre avantage !

Dans ce cafouillis d'ébouilés de valeurs plutôt sûres et ancestrales qui s'effritent au rythme des bruits de cacades qui accompagnent leur chute dangereuse vers les profondeurs abyssales de la vie en société du haut de leur autrefois respectée position et pourtant toute méritée réputation, c'est l'image de l'Algérie qui en est à vie ternie et plus que toute autre chose dépréciée et sérieusement ébranlée, altérée !

Au lieu de vraiment profiter de toutes ces innombrables opportunités, de nature à mieux consolider sa position dans le concert des grandes nations, en mettant à profit toutes ces expériences à capitaliser au travers de sa longue chevauchée et fructueuse Histoire, l'Algérie retombe à chaque fois dans les mêmes travers dès lors qu'elle semble donner cette impression de se relever de son grand calvaire.

Aussi, les médias, comme d'ailleurs les journaux et les partis politiques, tombent eux aussi, dans cette facilité ou fatalité du scoop et du show médiatique qui les éloigne davantage des analyses sobres et débats francs et fructueux, et sont donc souvent dressés les uns contre les autres, polluant au passage l'atmosphère, pour s'inscrire dans cette cacophonie qui fait l'affaire d'un pouvoir très rusé et machiavélique à souhait.

Les récalcitrants, peu convenants, non avenants ou encore indomptables parmi les organes de la presse seront interdits de publicité pour déposer juste après la clef sous le paillason et disparaître à jamais du paysage de l'information du pays, et seront ensuite poussés à s'expliquer devant des tribunaux aux ordres.

Les télé satellitaires, en dépit qu'elles soient toutes algériennes à 100%, émergent à cet

étrange statut de sociétés étrangères activant en Algérie, et sont donc surveillées de très près comme de juvéniles délinquants, interdites de représentation locale sauf sous conditions et soumises à différentes autorisations pour l'accès à leur implantation et représentation locales afin de mourir à petit feu ou de s'éclipser définitivement, si ce n'est parfois leur interdiction administrative qui leur est notifiée bien avant même que cette procédure ne soit dictée par une quelconque instance judiciaire.

Aux partis politiques, se situant dans la même tendance, trajectoire et prolongement naturel ou encore refusant manifestement de s'inscrire dans l'agenda politique d'un pouvoir ayant autrefois ou hier encore décidé de leur création et but à leur assigner, sont, eux, frappés du sceau de l'arme redoutable du pouvoir propre à ce redressement, comme solution radicale et impériale, commandé d'en haut et à distance afin de diminuer, nettoyer, noyauter et ensuite anéantir leurs noyaux durs ou de faire éclater celui-ci en embryons de petits particules politiques à plus tard mettre en place (tout petits partis politiques) afin de diluer leur force, minimiser leur réel impact et de neutraliser leurs actions et projets communs.

Tout ce tapage médiatique et journalistique tonitruant qui se fait à coup de matraquage de grand aréopage d'hommes politiques du passé se faisant inviter sur des plateaux de télé ou même monopolisant de très larges colonnes des quotidiens indépendants les plus lus et considérés, se réalise finalement en arrière-plan d'une trituration à la sauvette d'une Constitution qui n'intéresse désormais plus grand monde à l'intérêt que l'on se doit de lui accorder parmi les toutes jeunes générations.

On est comme dans un moulin qui tourne malheureusement à vide, faute de grains à triturer ou à mettre sous la dent. Au bruit ronronnant et troublant de la machine se mêle celui humain très cacophonique qui nous fait perdre la raison et notre phonétique.

A l'heure où tout est pervers, notre culture s'en trouve plutôt bien absente, laissant le champ libre à ces « autres nouvelles valeurs sociétales » qui nous sont totalement étrangères, que notre dignité ne saurait cautionner !

Du fond de cet abîme, renaîtra sûrement une nouvelle génération ! L'esprit humain est ainsi fait : tout déclin sociétal est annonciateur d'un très proche renouveau des Grandes Nations.

Salut monsieur l'avoir, adieu monsieur le savoir

« Les sourds ne ferment jamais les yeux dans une situation de crise. La vue est leur seul système d'alarme. » (Citation)

Par Benallal Mohamed

Nous vivons aujourd'hui un temps, dans un pays qui ne respecte pas le temps et où ceux qui ont moins de vingt ans ne savent pas que les forces d'ordres sociales, économiques, financières, religieuses, médiatiques, éducatives et morales sont en train de nous métamorphoser et à même de modifier le monde actuel par de nouveaux modèles-types que ce soit économiques, sociaux, scientifiques, informationnelles et morales. L'Algérie n'est pas épargnée, sous peine de devenir un état périmé, dépassé et négligé car tous ces domaines en forme de modèles évoluent dans le sens de la négation dans les pays ploutocrates et dictatoriaux, autrement dans une décadence forcée, voulue et stupide. Devant cette situation ou état des lieux, il y a des faits qui dominent, des opinions qui stagnent et des intérêts qui consolident les relations en dehors du cadre des règles et normes. Notre existence actuelle au niveau national s'imprègne de tout moyen, elle est commandée par des institutions représentatives certes, mais délégitimées; des instances exécutives décredibilisées qui n'ont aucun impact sur le système pour qu'ils fonctionnent selon les normes constituées et les règles de loi légiférées.

En ce temps plein d'incertitudes, d'indécisions, d'indéterminations, l'absence de visions (stratégies et modèles) tant politique, économique, sociale, éducative, religieuse et morale, par conséquent de risques, de périls, et de précarité, ceci exige de la part soit du pouvoir, du régime, de l'état ou du peuple en général des desseins fermes et continus pour de véritables changements. Nous ressentons et vivons de près tout ce qui a tendance à y aller vers le mauvais au pire par l'acceptation de l'incompétence, du clientélisme, de la collusion et de la paresse... en dégringolades malgré la consistance et l'aisance financières ou plutôt la rente.

A vrai dire, nous avons des institutions constantes et flottantes dans le même temps, mais

pas fortes pour stimuler le bon sens car elles ne sont pas suivies d'une « politique » positive, ferme et active puisque le système de pensée ne saurait inspirer le bien-être, le bon sens, l'art, la culture du bien et le respect des règles et des normes de société.

Il faut évidemment une force raisonnable et sensée pour bâtir un état fort et l'effort du peuple qui ne vaut qu'en vertu d'une politique lucide qui puisse transformer le peuple de façon général en citoyen de façon particulière, pour se prendre en charge par la revendication de ses droits, tout en instrumentalisant ses obligations dans la nécessité de rénover l'agriculture et l'industrie, de procurer les moyens de vivre, de travailler, de s'instruire, de se loger, d'associer les travailleurs à la marche des entreprises pour enfin pousser toutes les affaires publiques dans un dynamisme qui garantirait les droits institutionnels des citoyens.

Devant cet état de fait, il nous faudrait peut-être une insurrection citoyenne pour mettre et instaurer un équilibre entre les droits et les obligations des citoyens, mais le peuple ne peut à travers ses érudits penser que révolution quand la justice est absente ou mise au service de la puissance de l'argent. A l'intérieur de ce peuple, on trouve des partis, des associations, des individus, des riches, des pauvres, des intelligents, des imbéciles, des travailleurs, des chômeurs... Mais seul dans un cadre juste, équitable et transparent ce peuple transformé en citoyen est en mesure de se consolider et de se fortifier.

Par conséquent, on peut parler de plusieurs sortes de peuples :

- Il existe des vieux peuples : que l'expérience ne peut influencer pour lui ôter ses vices qui l'occupent tantôt pour remplir sa panse, pour assouvir ses plaisirs bas, pour se mettre à la trempe du renouveau matériel sans idées, ni morale, ni règles, quant les affaires vont bien et que la paix sociale se négocie en pétrodollars, l'Algérie est bel et bien l'exemple type de ce modèle ou la décadence morale, économique, sociale, et religieuse se cultivent dans un champ politique frappé de léthargie.
- Un pauvre peuple : dont le plus grand fardeau n'est que la douleur morale, physique ou toute structure représentative est

délégitimée par un système de fraudes, de la tricherie au détriment de la justice et ou le mauvais remplace le bon ; le fainéant est plus estimé que le travailleur et que la notion du mal ratisse toute la surface que devrait en principe être occupée par le bien, le bon sens, l'utile, l'agréable et le bon.

• Un grand peuple ou le combat quotidien dans l'entreprise matérielle, spirituelle et technique, de sciences, de morale, de règle, de bon sens et de bien être. Il ne peut être ce peuple que le premier en histoire ; le peuple vietnamien est ressorti avec une décennie de guerre meurtrière victorieux et aujourd'hui avec la force et l'art de ses bras et de ses idées, il est en train de mettre en place la culture d'une nouvelle civilisation que l'Algérie a perdue au début même de son indépendance.

• Un peuple fort : dont l'invincibilité est exemplaire pour être un grand peuple. Revenons au peuple algérien qui possède une richesse farmineuse séquestrée par une secte (mafia politico-financière). Cette dernière, par connivence avec le pouvoir, croit bien faire en économie, heureuse de sa croissance extensive (spéculation à outrance) sans effet d'entraînement réel sur la sphère de production et dont aucun ne produit plus (en excédent) de blé, de légumes, de lait, de viande de fruits et aucun ne fabrique aussi bien tout ce dont on s'habille, se meuble, s'outille, se pare, bien que l'on construit beaucoup partout avec une platitude exemplaire, nos ports sont les plus attractifs en matière d'import et nos quais ne possèdent point de place pour les containers « made in », nos routes sont les plus fréquentées par les machines mobiles d'outre-mer et la casse est aussi importante puisqu'il y a de l'importation, nos monuments ne sont plus visités car poussiéreux et déprimés par notre inculture ou l'admiration n'a plus de sens et la visite est une perte de temps ; tout cela est lié à une infécondité qui préserve la décadence totale et qui fait ressortir les prémices plus d'une révolution que d'une insurrection. Une intense activité négative de lettres suivi de la néga-

tion de la science, des arts qui se fanent et ne rayonnent plus dans cette terre de la plus grande révolution armée du siècle passé, alors nous pourrions dire bonjour l'avoir pour faire rire, et adieu le savoir pour mieux se taire.

Devant ce lourd tribut qui engendre un lourd abus et qui trouble la nation et dérange l'état pour que le régime s'applique mieux dans son pouvoir d'affaires et d'avoir pour faire taire l'homme fort. Si nous sommes en proie à la médiocrité, combien d'autres eux aussi se traînent par l'excès de croissance de faits, d'idées et d'intérêts négatifs qui ne peuvent en fin de compte qu'engendrer la chute même si c'était un géant. Les leviers d'activité que constituent l'initiative et l'obtention légitime de bénéfice, le peuple sage du savoir est bien conscient que les richesses naturelles, le travail et la technique sont les trois éléments importants qui peuvent engendrer la prospérité de tout le monde et ne soient pas exploités au profit d'une caste de mafia politico-financière. La nation algérienne saurait faire en sorte que toutes les ressources économiques de son sol et de son sous-sol soient mises en œuvre pour l'avantage général et non d'après le bon plaisir des castes, carriéristes, arriéristes et archaïstes... C'est cette rente qui censure l'art de la compétence des pauvres algériens).

Aujourd'hui, la nation algérienne est en train de payer très cher les erreurs peut être de naguères, mais plus des défaillances d'hier mais surtout de la trahison d'aujourd'hui. L'Algérie est connue sous tous ses gouvernements et ce depuis la fin du Boumédiénisme comme étant un pays qui a depuis procédé au développement par des modèles économiques et sociaux conçus sur des notions étiquées de campagne, d'opérations et de coup de poing ponctuels de développement qui sont érigés en mode de gouvernance. Avec cette méthode, l'Algérie a fait un outil de gestion, le moteur de sa démarche économique, sociale et culturelle, campagnes et opérations et ce depuis la campagne antipénurie... Jusqu'à aujourd'hui, une opération informelle.

«Faut-il fermer les bibliothèques universitaires ?»

Par Rachid Brahmi

Il est connu que les trois missions essentielles et interconnectées, de toute université, consistent à enseigner, à pratiquer la recherche afin de produire du Savoir et puis à conserver celui-ci, notamment dans des bibliothèques universitaires (BU) ; ces espaces où sont rangés et sériés divers documents, sur support papier entre autres, et que la Communauté universitaire peut emprunter ou consulter sur place, pour des nécessités d'enseignement ou de recherche.

Les salles de lecture ou de travail, rattachées à la BU, constituent, aussi, un lieu qui devrait permettre aux étudiants de travailler ensemble, puisque le travail d'un groupe réduit et organisé, stimule en offrant un certain nombre d'avantages. Constituant la moitié de la charge accordée, théoriquement, aux résultats d'apprentissage, le travail personnel et en groupe en dehors des séances d'enseignement est, donc, primordial et attendu, car il s'inscrit, très fortement, dans les objectifs du LMD, un système encore controversé dans sa forme ou son fond, soit dit en passant.

Dès lors, que peut-on dire des horaires d'ouverture des BU nationales qui utilisent les documents sur support papier ? Pour quelques-unes et si l'on se fie à leur site électronique, il semble que la plupart ouvrent de dimanche à jeudi. En outre, si l'on admet que les horaires ne sont pas élastiques, ils sont variables d'une université à une autre. Et si nous supposons que la moyenne d'ouverture est de 8 heures par jour, une estimation bien optimiste, nous en déduisons que l'amplitude d'ouverture est de quarante heures par semaine, valeur que l'on comparera plus bas à des pays voisins, puis d'autres.

Par ailleurs, la quasi-totalité des étudiants, ceux des années de licence, en particulier, ne consultent pas les ouvrages recommandés par leurs enseignants, se limitant dans le meilleur des cas, à revoir les enseignements dispensés, ou plutôt à revoir leurs prises de notes qui, de surcroît, sont souvent défaillantes. Pourtant, il est consacré un budget, très probablement conséquent, pour l'acquisition d'ouvrages qui ne sont, malheureusement, même pas feuilletés, puisque flambant neufs, même après quelques années sur les rayonnages. D'autre part, le tutorat et les enseignements de type transversal, censés pousser l'étudiant à plus d'autonomie et à un travail personnel documenté, déconstruiront-elles des automatismes enracinés, durant de longues années, dans les cycles de l'Education nationale ? Et soit dit, encore, en passant, les séances de tutorat et ces cours de type transversal (pas fondamental), à faible coefficient ne drainent pas grand monde. Accorde-t-on, par conséquent, suffisamment d'importance à la gestion pédagogique d'un système ?

Par ailleurs, si nos BU ouvrent 40 heures par semaine, nous pouvons noter que celle de la Faculté des Sciences de Gafsa (1) en Tunisie, prise comme référence, ouvre un peu plus que 50 heures. Prenant, cette fois-ci, comme référence, le Maroc, et selon les sites où les horaires d'ouverture sont affichés, la BU de la Faculté des Sciences de l'université de Marrakech (2) est ouverte durant 37 h 30 par semaine. Quant à la durée hebdomadaire d'ouverture de celles de Tétouan (3), Rabat (4) et El Jadida (5), elle est respectivement de 52.5 h, 55 h et 56 heures. Et puis tenez-vous bien, celle d'Ifrane (6) ouvre du lundi au jeudi de 8 h à minuit, le vendredi de 8 h à 18 h, le samedi de midi à 18 h et enfin le dimanche (jour férié chez nos voisins de l'Ouest) de midi à minuit, ce qui fait un volume hebdomadaire de 92 heures, soit un record dépassant celui de pays d'Europe.

En effet, pour le Vieux Continent, la moyenne hebdomadaire est de 65 h (7) sauf pour l'Allemagne (69 h) et la France (61 h). Concernant l'Hexagone, un plan (7) appelé « bibliothèques ouvertes » vient d'être lancé, en ce début du mois de février 2016, et dont l'objectif est de « mieux prendre en compte les rythmes de vie et d'études des étudiants, en élargissant les horaires d'ouverture des BU et en améliorant la qualité des services, pour améliorer la réussite des étudiants ». Selon ses concepteurs, ce plan qui vise à élargir les horaires d'ouverture le week-end, le soir et pendant les vacances, et où les BU doivent s'engager dans les démarches de certification – qualité sur des évaluations externes, fixe ainsi des objectifs qui seront mis en œuvre dès la rentrée 2016 tels que :

- Ouvrir au moins une BU dans chaque université jusqu'à 22 h, du lundi au vendredi, (journées entières ouvrables), car actuellement, la moitié des BU ferment après 19 h et le samedi après-midi.
- Ouvrir au moins une BU dans chaque université le samedi après-midi.
- Ouvrir au moins une BU dans 40 grandes villes l'après-midi du dimanche, jour de repos.

Que dire d'autre concernant la France, le pays le moins bien classé, en Europe, en matière d'amplitude d'ouverture, et qui nous dépasse, toutefois, de 21 heures hebdomadaires actuellement ? Notons, alors, qu'il existe des files d'attente chez eux, et les étudiants se ruent, vers les BU où l'on doit effectuer une

réservation pour y déguster une place et consulter des ouvrages.

Pour conclure, et chez nous, l'enseignant élément d'un tout, mais isolé et sans relais, pourra-t-il inciter les étudiants à la recherche documentaire où le support papier est incontournable ? Bien qu'ils ouvrent moins de temps qu'ailleurs, ces espaces sont quand même désertés et les rats de bibliothèque, il faut les chercher à la loupe. Sinon faut-il, simplement, revoir les horaires d'ouverture ou (et) examiner plutôt, les facteurs, certainement, multiples qui concourent à cette désertion ? Les lieux par exemple sont-ils attrayants ? En outre, s'intéresse-t-on, suffisamment, à la prestation de service liée à la formation et aux compétences du personnel des BU ? Et l'acquisition des ouvrages est-elle faite en étroite collaboration avec les enseignants et les diverses structures pédagogiques ? Faut-il conserver le même budget pour l'acquisition de documents, sur support papier, ou bien réorienter la dépense vers plus de numérisation documentaire ? Ou encore, et pour paraphraser le titre de l'ouvrage d'un universitaire algérien (8), paru en 1994, « faut-il fermer nos bibliothèques universitaires ? » Il n'est pas normal de voir tant d'ouvrages non empruntés et enchaînés au rayonnage. Quel triste gâchis, en ces temps de crise ! Il s'agit, donc, de susciter des réactions, une réflexion ; c'est l'unique ambition de ce papier qui n'est qu'une simple esquisse.

Références

- (1) <http://www.ugaf.rnu.tn/Bibliotheque/about-us.html>
- (2) http://www.jamiat.ma/bibliothèques/bibliothèques_maroc/Biblio_Universitaire/Pages/Fiche_detail_bib_univ.aspx?Id_CodBib=50
- (3) http://www.jamiat.ma/bibliothèques/bibliothèques_maroc/Biblio_Universitaire/Pages/Fiche_detail_bib_univ.aspx?Id_CodBib=47
- (4) http://www.jamiat.ma/bibliothèques/bibliothèques_maroc/Biblio_Universitaire/Pages/accueil.aspx
- (5) http://www.jamiat.ma/bibliothèques/bibliothèques_maroc/Biblio_Universitaire/Pages/Fiche_detail_bib_univ.aspx?Id_CodBib=2
- (6) http://www.jamiat.ma/bibliothèques/bibliothèques_maroc/Biblio_Universitaire/Pages/Fiche_detail_bib_univ.aspx?Id_CodBib=46
- (7) <http://www.education.gouv.fr/cid98209/plan-bibliothèques-ouvertes-améliorer-l-accueil-des-etudiants-en-bibliothèques-universitaires.html>
- (8) Liès MAIRI, 1994, « Faut-il fermer l'université ? » Ed ENAL.

Y-a-t-il une issue à la crise du capitalisme?

Par Kamal Guerroua

Quoique circonscrit ces dernières décennies à l'espace arabomusulman (il faut savoir que l'activisme terroriste concernait également l'Europe, l'Amérique Latine et l'Asie au milieu des années 1980 : «Action Directe» en France, «Bande à Baader» en Allemagne, «ETA» en Espagne, «Sendero luminoso» au Pérou, «F.A.R.C.» en Colombie, ou même les «Khmers Rouges» au Cambodge, etc.), ce terrorisme-là frappe fort et installe aujourd'hui un peu partout dans le monde «un climat de psychose».

Il révèle en outre la fragilité des frontières traditionnelles, l'effritement des souverainetés nationales et les failles de la technologie moderne (les groupes terroristes ne se sont-ils pas appuyés sur cette technologie-là afin de faire la propagande à leurs actions, voire l'organisation, la logistique et la préparation des attentats?). Puis aussi, en raison d'un grave dérèglement économique dont les causes et les effets s'imbriquent mutuellement. Prenons l'exemple du pétrole et examinons-le de près à la lumière de cette crise sécuritaire secrétée successivement par les attaques de World Trade Center de septembre 2001 et les guerres qui s'en suivirent (Irak et Afghanistan en particulier). En moins de 2 ans, c'est-à-dire, de juin 2014 à janvier 2016, les hydrocarbures sont passés de 140 dollars à moins de 30 dollars. Une chute libre qui n'est pas sans impact direct sur les marchés économiques.

D'ailleurs, la banque mondiale, le fonds monétaire international (F.M.I) et l'organisation de coopération et du développement économique (O.C.D.E) ont émis des signes de détresse à ce sujet. Pourquoi? L'intention des pays de l'organisation des pays producteurs du pétrole (OPEP) de maintenir leur production pétrolière à son rythme actuel coïncide avec la baisse de la demande de celle-ci (hiver moins sévère en Europe, concurrence du gaz du schiste, l'alternative des énergies renouvelables, apparition d'acteurs énergétiques régionaux «informels» comme Daesh, etc.). Ainsi les grandes bourses mondiales ont-elles perdu près de 10% de leurs transactions financières depuis début 2015. Et qui parle, bien entendu, de la faiblesse des bourses, parle forcément de la disparition de la domination du grand capital sur la finance internationale. Se heurtant à une récession exceptionnelle, ce dernier (le capital financier s'entend) n'arrive pas à se recycler. Il semble que les mécanismes de gestion économique issus de la seconde guerre mondiale (1939-1945) cadrés par les accords de Bretton Woods de 1944 s'avèrent inopérants dans cette étape d'économie des services.

De ce fait, les organismes gouvernementaux ainsi que les opérateurs économiques privés sont dans la ligne de mire de cette crise qui s'est ébauchée, rappelons-le bien, en 2007-2008 (le choc des subprimes et la faillite de la banque de Lehman Brothers) d'autant qu'ils ressentent déjà les contrecoups du ralentissement de la production et des investissements au niveau intercontinental. Bref, le phénomène du «crash» est devenu tout aussi préoccupant qu'imminent. En témoignent la décision de la réserve fédérale américaine (F.E.D) d'augmenter les charges d'endettement (hausse des taux d'intérêt) et surtout les dernières perturbations boursières en Chine. Ce dragon de l'extrême orient qui affiche jusque-là un taux de croissance exemplaire recule, enregistrant en 2015 son plus bas niveau en la matière, jamais atteint depuis au moins 25 ans (6.9% contre 7.3% en 2014, en plus des retombées désastreuses d'une économie minée par l'endettement). Effet de dominos oblige, la crise est bien partie sur les rails dans la mesure où partout les réformes économiques (plans d'austérité) tendant à la valorisation des capitaux ont de la peine à se faire accepter par les peuples. C'est pourquoi, les oligarchies financières ont trouvé dans «l'économie d'armement» une solution à ce cercle vicieux. Or si les guerres au

Il va de soi qu'au regard du contexte mondial en cours, les risques de désordres majeurs sont multiples. D'abord, en raison du problème de terrorisme transnational incarné auparavant par Al- Qaïda, puis ensuite par Daesh.



Moyen Orient représentent une chance pour les occidentaux afin de fluidifier la machine financière, il n'en demeure pas moins que cette tendance néocolonialiste soit un élément aggravant. Autant dire, un catalyseur «de plus» du dérèglement du marché pétrolier. Preuve en est que la rivalité entre l'Irak et l'Arabie Saoudite est portée à son paroxysme, en particulier au lendemain de l'accord de juillet 2015 sur le nucléaire qui consacre le retour de l'économie de la puissance persane sur le marché. Et également à cause du conflit syrien qui aura vu le triangle Iran-Syrie-Russie avec le Hezbollah se renforcer. Il est clair que ni les U.S.A ni l'Irak, encore moins la Russie ne feront freiner leur production pétrolière.

Or cette nouvelle donne risque de faire perdre des parts de marché de l'un au profit de l'autre au gré des retournements de la situation sur le terrain de guerre en Syrie. D'ailleurs, la destruction des Etats du Moyen-Orient n'a pour conséquence que la création de circuits parallèles de vente du pétrole (surfacturation maffieuse). En quelque sorte, les américains favorisent une situation de blocage, en réduisant l'O.P.E.P à l'état d'impuissance et en laissant des organismes non-étatiques contourner les embargos économiques imposés dans la région. A lui seul, Daesh gagne presque 1 milliard de dollars de recettes de l'or noir par un. Ce faisant, il casse les prix du pétrole, brade les richesses souterraines de ces pays-là (l'Irak notamment) et alimente cette situation de psychose sécuritaire dont le «feed-back» n'est qu'un retour de bénéfices pour l'oncle Sam! Le plus dramatique est que ce marché noir se délocalise maintenant et s'implante peu à peu en Libye.

Un pays rongé par les rivalités interconfessionnelles et échappant au contrôle total des autorités. Bref, un trafic du pétrole presque totalement libre aux portes de l'Algérie et de la Turquie. Si la première en est la victime, la seconde en bénéficie. En plus, comme la Russie est en concurrence directe avec les Etats Unis sur les marchés du gaz et des produits dérivés (gaz et huiles issues de schiste), les compagnies américaines «les majors» peuvent bien en tirer des dividendes, surtout avec la levée de l'interdiction des exportations

du pétrole datant de 1973. Tacticiens, les Américains savent bien que le gaz de schiste est peu concurrentiel à court et à moyen terme sur le marché.

Et s'estimant en autarcie en matière d'énergie, ils commencent à inonder le marché, créant un effet de boule de neige! Ce bouleversement s'explique par exemple dans l'attitude de l'une des compagnies américaines qui venait d'investir 20 milliards de dollars dans son principal terminal avec cinq grands projets de liquéfaction du gaz de schiste dont le prix est indexé sur celui du pétrole.

Or même avec 70 dollars le baril, les hydrocarbures influent négativement sur les pays producteurs amenés à réduire les importations et les investissements. Faisant table rase des saoudiens qui, même s'ils s'attendent à des horizons gris, ils en possèdent d'autres recettes touristiques, l'Algérie et le Venezuela seront les grands «losers» de ce chamboulement. Notre pays dont 98% des exportations sont en hydrocarbures (50% du P.I.B et plus de 60% de recettes fiscales) et le Venezuela qui exporte 95% du pétrole (65% des ressources de l'Etat) subiront des ondes de chocs sociales importantes, lesquelles s'ajouteront à des pressions occidentales de plus en plus fortes (notamment de la part du capital financier). Ces effets récessifs se répercutent également sur les grandes puissances.

Aux U.S.A, les économistes craignent fort le développement d'aspects boursiers et financiers négatifs à cause des désordres actuels. En France, beaucoup de secteurs liés au domaine du pétrole seront paralysés (le parapétrolier, les équipements, les services, etc.). En Chine, l'entrée de l'économie de ce pays dans une zone de turbulences (endettement) l'a affaibli dans son rôle de moteur de locomotive mondiale qu'elle aurait hérité des Etats Unis au sortir des années 1990-2000. Le régime communiste devenu pilote d'une économie capitaliste mondialisée se voit face à une équation à deux variables. D'une part, une forte croissance boostée par les exportations (une main d'œuvre à très bas coût). D'autre part, une croissance modérée, voire faible tirée par la consommation intérieure. Chantier du monde à l'instar de la Grande Bretagne à la deuxième

moitié du XIX siècle, puis des Etats Unis à l'issue de la seconde guerre mondiale, ou plus récemment le Japon avant sa phase de stagnation, la Chine aurait conquis beaucoup d'espaces commerciaux.

Toutefois, le syndrome de la corruption qui aurait accompagné ce modèle occidental tourné vers la consommation excessive a inhibé son système. En revanche, le ralentissement de l'empire du milieu peut profiter pleinement à l'Occident puisqu'il induit une moindre demande internationale en hydrocarbures et en matières premières. Autrement dit, cela créera un gain de pouvoir d'achat pour cette Europe importatrice et consommatrice du pétrole. En parallèle à cela, les exportations européennes et occidentales vers la Chine vont subir un sévère coup d'amortisseur. En cause, les classes chinoises favorisées cesseront par exemple d'acquiescer les automobiles allemandes, le luxe français et la technologie de pointe américaine. Par conséquent, d'une part, l'instabilité des changes relancera une possible guerre entre les monnaies (Euro, dollars, Yen, etc.).

D'autre part, elle peut mener droit vers une exacerbation des dérives protectionnistes, nationalistes, xénophobes, etc., qui contredisent l'esprit même du capitalisme. Tous ces facteurs regroupés, c'est-à-dire, la baisse de la monnaie chinoise, les milliards de dollars déversés par les banques centrales (surtout en Europe) pour des plans de réformes, de sauvetage financier et de rééchelonnement de dettes afin de «sauver» le capitalisme de la noyade jumelée au danger spéculatif de voir ces monnaies s'affaiblir signeront la fin des espoirs placés dans les pays émergents (le fameux BRICS). La récession mondiale accélérée ne sera alors qu'une affaire de temps. Bien entendu, la masse monétaire qui circule actuellement sera absorbée par ces économies des grandes puissances, devenues déficitaires. A en croire une étude menée par l'institut de la finance internationale sur les flux des capitaux publiée le 20 janvier dernier, l'année 2015 aura vu environ 735 milliards de dollars net sortis des pays émergents, soit 6.6 fois de plus qu'en 2014! Ne serait-il pas alors grand temps de tourner la page du capitalisme sauvetage?

la **Chronique**
de Paris

Par Pierre Morville



Inquiétudes sur l'avenir de l'Union européenne

Réfugiés, terrorisme, croissance faible, sortie de la Grande-Bretagne : l'UE ne va pas bien et les solutions difficiles.

Le président de la Commission de Bruxelles, Jean-Claude Juncker évoque une situation de « polycrise non maîtrisée », Grèce, Ukraine, réfugiés, terrorisme..., qui fait apparaître de nombreuses fragilités dans la grande mécanique européenne, mettant en évidence des divergences entre les Etats membres, des ruptures ou des fractures régionales. L'afflux massif de réfugiés provenant du Moyen-Orient est en train de faire vaciller « l'espace Schengen ». La convention de Schengen organisait l'ouverture des frontières entre les pays européens. Plus de douaniers, plus de postes frontières. Ils reviennent au galop : « Schengen, second pilier de la construction avec la monnaie unique, vacille ; plusieurs pays tels que la Grèce, l'Italie ou encore la Scandinavie s'estiment livrés à eux-mêmes face à l'afflux de réfugiés ; l'Europe centrale entre en rébellion... », note Pascal Boniface, le patron de l'IRIS.

Le terrorisme issu des crises moyen-orientales, notamment avec les attentats de Paris en novembre dernier, renforce encore les sentiments xénophobes ou anti-immigrés et pousse surtout les pays européens à fermer au plus vite leurs frontières.

L'autre grand dossier qui nourrit les inquiétudes européennes, c'est la mauvaise situation économique de l'Union européenne. En 2007 / 2008, les économies du petit continent ont été, comme le reste de la planète durement secouées par la crise dite des subprimes, en réalité l'organisation même d'une finance internationale très spéculative.

Aujourd'hui, la plupart des continents ont réussi, tant bien que mal, à renouer avec la croissance. Ce n'est pas le cas de l'Europe qui flirte, selon les pays, entre une croissance très faible et une croissance nulle. Comme l'inflation est très faible, le risque d'une déflation, baisse durable des prix, la catastrophe tant redoutée par les économistes, est une menace permanente.

Les Etats européens se sont enfin beaucoup endettés ces trente dernières années. En 2010 surgit une autre crise financière, celle-ci européenne, la crise des dettes souveraines : elle affecte, dans le sillage de la crise des subprimes, les économies des 17 pays de l'UE qui ont comme monnaie de référence l'euro. Manifestation la plus spectaculaire, la crise grecque, gérée pour le moins de façon très autoritaire par l'Union européenne, avec à la clé un programme d'une rare austerité pour le peuple grec. On ne parle plus de solidarité européenne.

UE : complexe construction

L'Europe reste la zone la plus riche de la planète et, alors qu'elle avait été le lieu principal des deux dernières guerres mondiales, les Etats membres de la Commission économique européenne (CEE) puis de l'Union européenne, semblaient déterminés à constituer une très solide alliance de type fédéral entre les différents peuples européens. Aujourd'hui, tout le monde doute. Qu'est-ce qui n'a pas

marché dans la mécanique de la construction européenne ?

L'élargissement trop rapide à 28 pays en est certainement l'une des explications. A la sortie de la guerre de 1939-45, six pays dont la France et l'Allemagne, avec l'Italie, les Pays-Bas, la Belgique et le Luxembourg, créent en 1951 une 1^{re} alliance économique, c'est la Communauté européenne du charbon et de l'acier, qui deviendra la Communauté économique européenne en 1957. Ces pays de l'Europe de l'Ouest réunis sont frontaliers et présentent des niveaux d'industrialisation et de richesse relativement comparables.

Les relations au sein de la CEE étaient pragmatiques : « L'Europe se construisait par strates successives à partir de politiques sectorielles, juxtaposées d'une certaine façon les unes aux autres : l'agriculture, les transports, le commerce des biens, figurent parmi ces politiques relativement intégrées... et réussies. Avec des à-coups et des coups de mous. Mais bon an, mal an, cela avançait », pointe Nicolas Gros-Verheide du site Bruxelles 2.

La construction de l'Europe se faisait alors progressivement, par cercles concentriques, sur la base d'accords pragmatiques entre les Etats.

L'affaire marche bien et l'Europe gagne de nombreux adhérents : la fin des dictatures au Portugal en Espagne et en Grèce permettent, dans les années 70, à ces pays d'intégrer la CEE. Les économies florissantes de l'Europe du Nord (Danemark, Suède) sont également intéressées, le tout facilité par une croissance tonique de l'ensemble de la zone européenne.

Euphoriques, les Européens veulent aller plus vite et plus loin. En 1992, le traité de Maastricht institue une union politique qui prend le nom d'Union européenne et qui prévoit la création d'une union économique et monétaire, dotée d'une monnaie unique : l'euro. Instituée en 1999 à onze, la zone euro compte dix-neuf Etats en 2016.

Problèmes multiples. Tout d'abord en s'élargissant, l'Union européenne a, après la chute du mur de Berlin, intégré de nombreux pays de l'Europe de l'Est qui voulaient quitter définitivement le joug de l'URSS, devenue Russie. La Pologne, la Hongrie, la Tchéquie et la Slovaquie, les 3 pays Baltes, puis progressivement, un nombre croissant de nations des Balkans intègrent l'Union européenne. Des pays pauvres qui redécouvrent tardivement les mécanismes démocratiques.

Or, la dynamique de l'Union euro-

péenne repose sur une harmonisation rapide des revenus sur l'ensemble du petit continent. La création d'une monnaie commune, l'euro, devait favoriser cette mise à niveau qui permettait justement d'homogénéiser les revenus et surtout d'éviter des phénomènes de concurrence interne, générant du chômage dans les pays où les salariés sont les mieux payés : les entreprises de l'Europe de l'Ouest sont en effet très tentées de délocaliser leur production dans les pays de l'Europe de l'Est où le coût du travail est bien moins cher ! Mieux, le secteur agricole allemand importe une main-d'œuvre en provenance de la proche Pologne, bien moins coûteuse que les salariés locaux.

Autre difficulté majeure, l'euro

La monnaie n'est historiquement, jusqu'à ce jour, qu'un instrument aux mains d'un Etat. Car un Etat, grâce à sa monnaie, peut valoriser ses réserves en augmentant le cours de sa monnaie ou, au contraire, se débarrasser de ses dettes, en dévaluant.

C'est la prérogative souveraine des Etats qui disposent justement du contrôle de la monnaie.

L'euro a connu une formidable réussite et s'est imposé rapidement comme monnaie internationale mais, à la différence du yen, du dollar, du yuan ou du rouble, quel Etat contrôle cette monnaie ? Certes, il existe officiellement la Banque centrale européenne. La BCE, instance aucunement élue, gère bien l'euro. Elle influence l'économie des Etats membres mais ceux-ci conservent le droit souverain de gérer chacun leur politique économique et sociale. Compliqué. Dans la réalité, l'Europe est dirigée par les Etats qui ont les économies les plus puissantes du petit continent, notamment l'Allemagne. Les sanctions infligées à la Grèce, de façon scandaleuse, dans un rapport fouetteur de maître à élève, ont largement été dictées par Berlin. Or aujourd'hui, l'orientation générale (réduction drastique de la dépense publique, austerité salariale, libéralisme accru des marchés) largement défendue par la Commission européenne, commence à trouver des résistances dans les autres grandes économies européennes, l'Italie, l'Espagne, en partie la France et même la Pologne.

La contestation de l'autorité européenne prend en Europe de l'Est une forme particulière : la prise du pouvoir par

des partis xénophobes, autoritaires, voire d'extrême droite.

C'est le cas de la Pologne avec le parti populiste Droit et Justice qui impose une « démocratie » de fer, avec seulement 37% des voix, de la Hongrie avec le très autoritaire Viktor Orban, ou la Slovaquie qui refuse sur son territoire toute entrée de réfugiés.

La question des réfugiés surdétermine tous les débats politiques européens. Vers le pire. Angela Merkel qui avait eu une politique d'une rare et généreuse ouverture aux réfugiés syriens a dû faire largement marche arrière après les incidents de Cologne.

Paradoxalement, la France, par son passé colonial, terre traditionnelle d'immigration, n'a pas été priorisée par les réfugiés syriens qui lui ont préféré l'Allemagne. De même à Calais où il y a eu de nombreux incidents, un vaste camp de réfugiés abrite des malheureux qui ne souhaitent qu'une chose : gagner l'Angleterre.

En revanche, une prise de pouvoir des djihadistes dans la zone du Sahel enclencherait une fuite des populations qui se dirigeraient naturellement vers la France : « si le Sahel est déstabilisé par des djihadistes, nous serons aux premières loges pour accueillir par centaines de milliers des populations désespérées, peu éduquées, dont la culture nous est très étrangère et qui seront naturellement attirées par leurs diasporas respectives présentes en France. La population des quatre pays qui sont au cœur du Sahel francophone (Niger, Tchad, Mali et Burkina) représente 67 millions de personnes. Dans vingt ans, elle sera de l'ordre de 130 millions. Nous sommes loin des 23 millions que représente la population syrienne... », fait remarquer Serge Michailof, de l'Iris dans le Figaro.

Plus ou moins de fédéralisme ?

Nouvelle contradiction, l'Union européenne si unie dans les textes n'a aucune politique commune en matière diplomatique et sur les questions de défense. Aucune motion unanime du Conseil et du Parlement européen sur les conflits du Proche-Orient. Les positions prises par certains de ses membres dans les conflits de la Libye ou de l'Ukraine, positions pour le moins très alignées sur les positions américaines, n'ont été débattues dans aucune instance européenne. De

même, les sanctions européennes prises à l'occasion de ce conflit et leur maintien contre la Russie ont-elles fait l'objet d'un quelconque débat ? Non. La France est pour une intervention justifiée au Mali contre le djihadisme. Elle est totalement isolée dans le grand concert européen.

Enfin, dernière pierre dans la chausserie européenne : le Brexit, c'est-à-dire la possibilité que la Grande-Bretagne quitte le navire de l'UE. Le 1^{er} ministre britannique a menacé d'un départ de son pays de l'UE si cette instance n'acceptait pas les exigences britanniques dont un moratoire de quatre ans au versement de certaines aides sociales aux immigrants issus de l'UE venant travailler au Royaume-Uni pour décourager l'immigration économique intra-européenne ! On est loin des réfugiés de Calais, il s'agit bien des « immigrés » européens se rendant en Angleterre. Angela Merkel et François Hollande, assistés de Martin Schulz, président du Parlement européen se sont réunis dimanche dernier pour préparer le prochain Sommet européen du 18 et 19 février qui va tenter de maintenir la Grande-Bretagne dans l'UE. Mais cette décision restera à la main des électeurs britanniques qui décideront lors d'un référendum qui devrait se dérouler d'ici l'été. Selon un sondage réalisé en novembre, 52% des Britanniques voudraient quitter l'UE. Pour sortir de toutes ces impasses, les pro-européens réclament un Etat fédéral européen fort, supérieur à l'autorité des Etats nationaux. « Seule une réforme des traités européens permettrait de sortir de cet enlisement rapide du projet européen. Mais elle ne peut se faire qu'à l'unanimité », se plaint l'un d'entre eux, Jean Quatremer. Car l'unanimité pour une réforme semble impossible. Déjà, la Charte du droit fondamental signée à Rome en 2005 qui inaugurait un projet de « Constitution européenne » a été invalidée ensuite par deux référendums, en France et aux Pays-Bas.

Il n'est guère imaginable dans le climat actuel que le projet d'un Etat fédéral européen fasse l'unanimité des 28 Etats-membres. Autre solution possible, explorée tant par les fédéralistes que par les souverainistes : une « Europe à la carte ». En clair, un noyau central regroupant principalement les pays de l'Europe de l'Ouest et un second ou un troisième cercle rassemblant sur des accords plus ponctuels ou limités l'ensemble des pays européens, dont la Grande-Bretagne !





Par Belkacem
Ahcene-Djaballah
Livres



L'HORREUR AU QUOTIDIEN



**LA FIN
QUI NOUS
ATTEND.**
Roman
de Ryad
Girod.
Editions
Barzakh,
Alger 2015,
600 dinars,
161 pages

C'est l'histoire romancée des derniers jours «de la fin du monde» annoncée d'une société en pleine décomposition, prise en étau entre les affairistes jouisseurs et les religieux mortifères, société dirigée par une caste de militaires et d'oligarques qui vit «ailleurs», en dehors d'elle, dans le luxe, la luxure et l'indifférence, ayant à son service des personnes à la gâchette facile, encadrant les quartiers et n'ayant aucune pitié, obéissant au doigt et à l'œil aux ordres d'«en haut» ; une histoire qui tourne autour de la vie quotidienne d'un agent officier des «services», alcoolique sur les bords, vie rythmée par des séismes apocalyptiques et des répliques destructeurs, et par l'attente de la caisse de bon whisky, bien âgé, en provenance d'Ecosse, entre une maîtresse très attentionnée, au prénom significatif, Douce, masseuse (!!!) de hammam, une épouse revêche et devenue inabordable (!) et un enfant, jeune homme obèse, goinfre, fainéant et totalement occupé à «virussé» les ré-

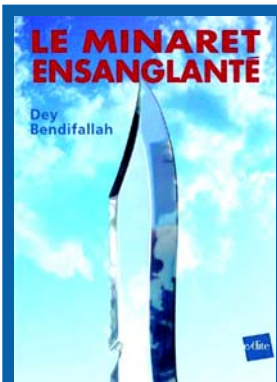
seaux informatiques, pour le plaisir de faire semer, encore, bien plus de panique... bref, un homme qui, pris au piège de sa «vie de merde» dans «une société de merde» en fin de vie, se met à distribuer la «merde» et la mort non comme châtiment, mais comme récompense... pour délivrer sa maîtresse atrocement mutilée par les religieux ou son fils qui a totalement «déjanté». Un roman, mais aussi un essai sur la vie et la mort... dans une «société de merde» et dont la disparition va peut-être enfanter quelque chose de nouveau. «Ce tremblement de terre nous avait brusquement jetés dans une réalité si nouvelle que même le malheur le plus douloureux avait des airs de renaissance». Qui sait ? Phrase à (bien) méditer, surtout en temps de crises.

L'Auteur : Né à Alger en 1970, Ryad Girod est professeur de math'. Il a enseigné à Alger, Ryadh et Paris, dans le cadre de l'Agence pour l'Enseignement français à l'étranger. Déjà auteur d'un

premier ouvrage, un récit («Ravissements», en 2010, aux Editions Barzakh).

Avis Un livre étrange, plein de haine et de mépris pour l'humanité telle qu'elle est, car trop cruelle. On le comprend ! Une écriture totalement originale maîtrisée et de virtuose qui ne vous lâche pas : ramassée, rapide, vertigineuse, aux ponctuations rares ou introuvables (voir le style de mon commentaire)... Livre mortifère et déprimant.

Citations : «Ce tremblement de terre nous avait brusquement jetés dans une réalité si nouvelle que même le malheur le plus douloureux avait des airs de renaissance» (p 13), «La bonté, le bien, c'est une histoire de sens» (p 112), «Être mauvais c'est naturel... être bon, au contraire, c'est miraculeux... c'est laisser le miracle s'exprimer, c'est continuer le miracle qui est à l'origine de tout ça» (p 118)



**LE MINARET
ENSANGANTÉ.**
Roman de
Dey
Bendifallah.
Editions
Sedia, Alger
2015, 550
dinars,
186 pages

C'est l'histoire de trois jeunes hommes, amis d'enfance, chacun ayant fait sa vie de son côté, mais chacun n'ayant pas oublié l'autre.

C'est l'histoire de trois adultes plongés, soudainement, dans la tempête islamo-terroriste des années 90. Il y a là, le fonctionnaire bureaucratique qui essaye de «faire son trou» ou bien plutôt de l'agrandir. Il y a l'intellectuel moderniste qui se voit obligé à l'exil car se sentant menacé (effectivement, il est dans la liste, inscrit par un des trois). Il y a, enfin, le «raté» de la bande, qui, emporté par ses convictions religieuses, veut percer à tout prix allant jusqu'à se mettre au service des assassins.

C'est leur itinéraire qui est décrit ; des cheminement différents mais qui décrivent bien les déchirures internes de la société algérienne du-

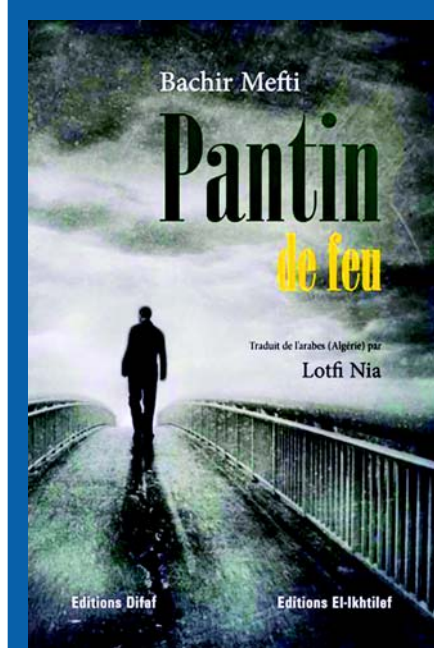
rant les années rouges (la décennie noire !). On y retrouve de tout : un système éducatif lacunaire, une vie familiale dans une société bloquée, une foi religieuse aveugle, la vie professionnelle ratée avec ses difficultés matérielles, la haine des autres, tout particulièrement de l'autorité, une vie politique confuse...

A la fin, l'incompréhension totale s'installe, le dialogue est impossible, les amis et frères qui s'entre-tuent, les valeurs séculaires positives sont oubliées, l'intransigence s'installe... et le crime de sang se banalise. La chute du livre est inattendue.

L'Auteur : Né en 1951 à Souk Ahras. Etude et enseigne l'agronomie durant plus d'une décennie à Mostaganem. Il s'expatrie, durant les années 90. S'installe en France où il se convertit aux métiers du web. Premier roman.

Avis Un «essai romancé» ou un «roman avec des passages sous forme d'essais» ; une manie bien algérienne

Citations : «La terreur était devenue familière et cette banalisation était elle-même porteuse du pire fléau dont une société pouvait être atteinte : la congénitalité du mal. Jamais un véritable climat de paix ne pourrait succéder à ce climat de terrorisme» (p 92), «Le peuple devait vivre une modernité d'où il était exclu. Il devait accepter la théorie des castes qu'on lui imposait ou bien choisir le nivellement par le bas, en établissant sa propre règle d'appartenance à cette caste dominante, celle du premier entré dans la mosquée ; en somme, la règle accessible au plus grand nombre excluant de fait la minorité dominante» (p 137)



PANTIN DE FEU.
Roman de Bachir Mefti (traduit de l'arabe par Lotfi Nia). Editions El Ikhtilef (et Difaf Publishing, Beyrouth), Alger 2015- 1436 H, 700 dinars, 186 pages

Un livre bien étrange dans sa construction ; à deux voix. L'auteur qui signe l'œuvre d'un autre avec l'accord de ce dernier. Un ami ? un frère ? Un compagnon de lutte. Non, au hasard d'une rencontre, entre amis, autour de verres bien remplis, chez un «gourou» écarté du système ou l'ayant écarté, on ne sait, et dans la discrétion la plus totale. Pas dans la clandestinité, mais presque. Comme tout ce qui se fait de convivial, en Algérie, aujourd'hui encore : des déjeuners ? des aigris ? des ratés ? des comploteurs ? Des «complotistes» ? Pas mal d'ambitieux comme celui qui va nous raconter son histoire : encore jeune, portant beau, instruit, une «bonne éducation», fils de famille avec un père, directeur de prison, donc «haut fonctionnaire», exploité par la nomenklatura et qui «sert» très bien le régime politique en place... ou bien plutôt, le pouvoir le plus fort du moment, ou, bien plutôt un «Groupe» de décideurs clandestins faisant et défaisant les carrières et les (in-) fortunes, tirant les ficelles du «grand et du petit», du «global et du détail», du mauvais et du bien (il ne faut pas trop y compter... sauf pour les serveurs zélés) dans le pays... l'essentiel étant de conserver, au mieux et au plus, entre ses mains, les rênes.

Il y a, bien sûr, en fond, l'image retrécie de la société : Une belle jeune fille, une voisine, un amour déçu (avec son lot de jalousie, de dévotion mais aussi de viol et de masochisme) ; un père quelque peu tyrannique ne montrant jamais ses faiblesses et ses états d'âme, même quand il craque finissant sa vie dans le suicide, une mère respectueuse des traditions et devenue, peu à peu, dévote accomplie ; des camarades de quartier ayant mal tourné (dont un policier «ripoux» et un

voyou de la pire espèce devenu «islamiste»), la prostitution, l'alcool... Puis, tout d'un coup, le terrorisme... et la mort au bout du chemin. Les terroristes sont abattus... et le négociateur (père d'un des terroristes)... aussi. La mort n'a plus de forme chez nous. Serait-elle partout ?

L'Auteur : Né en 1969, journaliste (dans plusieurs quotidiens, après 88, puis à la Télévision nationale au service culturel) et écrivain ayant fait des études à Alger à l'Institut de langue et de littérature arabes. Animateur d'une Union des écrivains indépendants ; auteur, depuis 1997, de plusieurs ouvrages, la plupart déjà traduits en français. Cet ouvrage a été sélectionné pour l'Arabic Booker Prize 2012.

Avis Nouvelle génération de la littérature nationale de langue arabe avec, pour crédo, la création... et beaucoup de questionnements sur la «tragédie nationale».

le». Ecriture de réflexion, à la limite du philosophique. Pas ennuyeuse du tout !

Citations : «La littérature est une illusion redoutable quand vous l'investissez de l'espoir trop grand de vous sauver de la mort de l'habitude et de l'ennui quotidien» (p 10), «L'amour est la chose la plus importante qui puisse arriver dans la vie d'un homme... Quiconque n'a pas connu l'amour, ne serait-ce qu'une fois dans sa vie, doit être tenu pour mort. Vivre sans aimer, ce n'est pas vivre» (p 30), «Boumédienne, ce militaire qui a voulu changer le visage de l'Algérie, et qui a rêvé d'un pays plus grand que celui qui existait» (p 42), «Le système du président (Boumédienne) : un système fermé comme il se doit, mais avec deux ouvertures : un balcon donnant sur le rêve, et un autre sur le vide» (p 42), «Le cœur est le lieu de la vraie résistance car la volonté est faible et elle peut se laisser corrompre à n'importe quel moment» (p 121).

PS : On oublie, bien souvent, dans les pages culturelles de la presse nationale, de signaler les publications réalisées par l'Office des publications universitaires (OPU) qui éditent, aussi bien, les ouvrages d'enseignants et de chercheurs que de praticiens confirmés ; ouvrages destinés tout particulièrement, aux étudiants ainsi qu'aux confrères concernés par la spécialité. Le grand public n'est pas écarté car cela lui permet d'avoir une idée des avancées dans le domaine de la recherche scientifique. A tout hasard, deux publications liées à la médecine :

-Les événements post-opératoires (Tome I) . Ouvrage de Seddiki M'hammed Mohammed Salah Eddine, Office des Publications Universitaires, Alger 2014, 80 pages, 500 dinars
L'Auteur : Titulaire d'un Dens et d'un Doctorat es Sciences en Chirurgie générale, il a occupé plusieurs postes de responsabilité dont celui de Recteur de l'Université Ibn Badis de Mostaganem. . Actuellement Secrétaire général du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique.
-Sémiologie de l'appareil cardio-vasculaire . Recueil de QCM et cas cliniques (Tome II). Ouvrage de Soraya Ayoub, Office des publications universitaires, Alger 2013 (3^{ème} édition), 252 pages, 400 dinars. L'Auteure : Maître assistante de médecine interne au Chu de Bab el Oued.

Juppé en Algérie, étape incontournable d'une campagne présidentielle

LE FIGARO

C'est un point d'étape fondamental du parcours d'un présidentiable. Alain Juppé, candidat déclaré à la primaire de la droite et du centre, a entamé ce dimanche une visite de trois jours en Algérie. L'occasion d'abord de rencontrer son homologue, le maire d'Oran, avec laquelle Bordeaux est jumelée. Mais également de s'entretenir avec le président algérien Abdelaziz Bouteflika. Et de traiter, avec son état-major, toute une série de dossiers cruciaux pour l'Hexagone.

Le maire de Bordeaux n'est pas le premier présidentiable à rendre visite à Alger. François Hollande, dès la fin 2010, avait effectué son pèlerinage de trois jours dans l'ancienne colonie française. Il en avait profité pour rencontrer le premier président de l'Algérie indépendante, Ahmed Ben Bella. Qu'il s'agisse d'Alain Juppé aujourd'hui ou de François Hollande et Nicolas Sarkozy hier, tous ont à l'esprit les mêmes motivations.

DIASPORA, COOPÉRATION MILITAIRE ET HYDROCARBURES

Pour Benjamin Stora, historien spécialiste de la question algérienne, il y a «trois raisons principales» à ces déplacements. «D'une part, il y a une diaspora algérienne très importante en France, qui représente une clientèle électorale de plusieurs millions de voix. Aujourd'hui, ils s'abstiennent, mais en 2012 ils ont voté massivement en faveur de François Hollande», explique-t-il. Un élément sur lequel Alain Juppé tentera sûrement de capitaliser. «Autre élément capital, la coopération très étroite sur le plan militaire entre Paris et Alger», poursuit Benjamin Stora. Notamment sur la question antiterroriste: «L'Algérie partage une très grande frontière avec le Mali, la Libye et la Tunisie. Cela représente des considérations stratégiques très importantes», assure l'historien. Et puis, enfin, il y a l'enjeu des hydrocarbures, «mais que je ne citerais qu'en troisième», relativise Stora. Probablement parce que les réserves de pétrole et de gaz du pays,



d'après de nombreux experts, sont en voie d'épuisement. En 2014, le premier ministre algérien Abdelmalek Sellal avait déclaré que «d'ici 2030, l'Algérie ne sera plus en mesure d'exporter les hydrocarbures, sinon en petites quantités seulement».

EN 2017, LE PASSÉ POURRAIT RESSURGIR

Quid de la question mémorielle? Pour Benjamin Stora, elle «n'est abordée que lorsque les choses vont mal entre la France et l'Algérie. Quand ça va mal, on ressort le passé, les morts de la guerre, les harkis, etc. Mais pas quand les relations sont bonnes». La problématique avait été relancée par François Hollande lors de sa visite à Alger en décembre 2012, sept

mois après son élection. Devant les parlementaires algériens, le président français déclarait reconnaître «les souffrances que la colonisation a infligées au peuple algérien». Aucun de ses prédécesseurs n'avait formulé d'excuses aussi appuyées vis-à-vis de l'ancienne colonie.

Lors de sa visite en novembre 2006, Nicolas Sarkozy «venu en ami», avait dénoncé «un système colonial, qui est un système injuste, qui a fait beaucoup de souffrance». Sans toutefois présenter d'excuses officielles, préférant dire qu'il «n'y avait pas de douleur que d'un seul côté». Alors qu'il se lançait sur sa trajectoire présidentielle, le ministre de l'Intérieur de l'époque avait également annoncé un «assouplissement» des con-

ditions d'attribution des titres de séjour aux Algériens.

Mais le président des Républicains, qui ne s'est pas encore officiellement lancé dans la course pour la primaire, pourrait être moins consensuel lors de sa future campagne. Dans son livre La France pour la vie, Nicolas Sarkozy remet en cause «la spécificité, en matière migratoire, de la situation avec l'Algérie». Une situation régie par une convention internationale spécifique, en vigueur depuis 1968. «J'avais engagé des discussions avec les autorités algériennes, en 2011, pour renégocier cet accord», écrit l'ancien président. Une initiative dont on verra si elle est reprise par d'autres candidats à droite, ou si elle est laissée de côté au profit d'un dialogue plus apaisé.

Contre les idées reçues sur le financement des mosquées en France

On croit que les Saoudiens financent largement l'islam en France. On imagine que ces dons ne vont pas sans contrepartie. Pas si simple, explique un spécialiste.

Le Point

Bernard Godard, ancien haut fonctionnaire du ministère de l'Intérieur et des Cultes, connaît parfaitement les rouages du financement de l'islam en France. Il nous éclaire sur le rôle joué par l'Arabie saoudite dans l'Hexagone.

Le Point.fr : L'islam en France est-il majoritairement financé par l'Arabie saoudite ?

Bernard Godard : Non. On ne peut pas dire que l'islam en France est majoritairement financé par l'Arabie saoudite. Elle y contribue un peu, mais beaucoup moins que des pays comme le Qatar ou le Koweït... Il y a eu une période faste pour les promoteurs de mosquées financées par les Saoudiens pendant les années 1980, jusqu'à la première guerre du Golfe. Le symbole, c'est la mosquée d'Évry. Après 1991, il y a eu un petit infléchissement, car les Saoudiens ont été déçus du manque de soutien des musulmans de France. Et puis c'était aussi le début des attentats islamiques en France, le contexte devenait tendu. La plus spectaculaire et la dernière mosquée cathédrale construite fut celle de Lyon (inaugurée en 1995). Elle fut payée entièrement par l'Arabie saoudite sur la cassette personnelle du roi Fahd. Depuis, seule la mosquée de Mantes-la-Jolie a obtenu quelques fonds en provenance de l'Arabie saoudite, mais c'était à l'initiative de particuliers. Des financements de mosquées, il y en a toujours, qui transitent par Genève ou par Londres. Mais il ne faut pas trop les surestimer.



Le financement d'une mosquée par un pays étranger est-il accompagné de contraintes idéologiques ?

Contrairement aux idées reçues, l'argent du Golfe n'est jamais accompagné d'une contrainte doctrinale. C'est même l'inverse. Les Saoudiens ne cherchent pas à exporter le wahhabisme et ils n'ont aucune confiance dans le salafisme que l'on croise en France. Les salafistes se comportent comme des coucous : ils font leur nid dans une mosquée existante qu'ils reprennent en main. La plupart des mosquées identifiées comme telles (Longjumeau, Noisy, ou Stains) sont en fait des communautés qui ont été prises en main par des salafistes locaux. La seule exception connue est celle de la mosquée de Marseille, tenue par un leader salafiste saoudien. De jeunes prédicateurs français salafistes comme l'imam de Brest se rendent régulièrement en Arabie saoudite. Ils ne recueillent aucun fonds officiel et essaient de bricoler des financements parmi leurs réseaux de relations. Ils essaient de trouver les religieux qui ont l'oreille du prince... qui a les fonds. Mais, globalement, ce n'est pas

parce que des gens d'ici ont un lien privilégié avec le mufti de Médine que cela leur permettra d'obtenir des fonds... Les Saoudiens sont méfiants, ils se sont fait arnaquer plus d'une fois !

L'Arabie saoudite ne s'occupe-t-elle donc pas d'affaires religieuses en France ?

Si, mais sans imposer de dogme ou négocier la construction de mosquées. À l'ambassade d'Arabie saoudite en France, il y a un chargé des affaires religieuses. Croyez-moi, il ne cherche pas les problèmes, au contraire. La preuve, l'Arabie saoudite a même renoué avec la mosquée de Paris, qui n'est pas franchement réputée pour son fanatisme. Le canal classique de financement des mosquées par l'Arabie saoudite aujourd'hui, c'est la Ligue islamique mondiale. Cette institution, qui dispose d'un bureau à Paris, n'aide pas à la construction initiale de mosquées. Elle paye, sur présentation de factures, des frais d'électricité ou d'entretien de locaux. Pendant longtemps, elle cherchait à encourager les convertis, il y a même eu un délégué de la Ligue islamique qui était un converti, mais cela semble aujourd'hui révolu.

Etat d'urgence : couacs et dérives en série

- Etat d'urgence : perquisitions, assignations à résidence... et contestations
- 7 questions sur le contrôle d'internet sous l'état d'urgence
- Attentats : pourquoi ils pensent que l'état d'urgence est dangereux pour la démocratie

L'OBS

Perquisitions musclées et/ou infondées, assignations à résidence expéditives... Depuis le début de l'état d'urgence décrété par le président de la République sur l'ensemble du territoire dans la nuit des attentats du 13 novembre, les témoignages dénonçant dérapages, erreurs et abus affluent de toute la France. Ce régime d'exception, prévu par la loi du 3 avril 1955 et prorogé de trois mois après l'adoption d'un nouveau texte à la quasi-unanimité par le Parlement, suscite à juste titre l'inquiétude des associations de défense des droits de l'homme et des libertés.

"Le Monde" a mis en place un observatoire de l'état d'urgence, tout comme La Quadrature du Net, ou encore Mediapart et le Huffington Post. A notre tour, nous avons décidé de publier une carte des mesures liées à l'état d'urgence qui suscitent la controverse à travers la France. Bien sûr, ce panorama n'est pas exhaustif et est amené à évoluer. En voici toutefois un aperçu :

La France a même prévenu qu'elle a décidé de "déroger à la Convention européenne des droits de l'homme". Le ministre de l'Intérieur, Bernard Cazeneuve, devait adresser une circulaire aux préfets leur demandant de mettre en application le dispositif "dans le respect du droit". Une tentative d'apaiser les esprits qui laisse cependant leur champ d'action à leur libre appréciation.

Pour rappel, cet "état d'exception" permet aux préfets d'ordonner des perquisitions "administratives" pouvant être conduites à toute heure du jour et de la nuit, sans l'autorisation d'un juge, mais aussi d'assigner à résidence des individus en dehors de toute procédure judiciaire.

Les autorités administratives se fondent sur des "raisons sérieuses de penser" qu'un comportement "constitue une menace pour la sécurité et l'ordre public" ou qu'un lieu "est fréquenté par une personne dont le comportement constitue une menace pour la sécurité et l'ordre public". Sauf que de nombreuses situations évoquées ne semblent pas toujours "constituer une menace".



La bataille du rail africain

En Afrique de l'Ouest, deux grandes lignes ferroviaires vont être réhabilitées. En arrière-plan, la compétition entre les pays, les appétits chinois et français, mais aussi une nouvelle coopération pour le développement du continent.



Libération

Sur la route entre Dakar et Bamako, le trafic est dense, à l'africaine. Des centaines de camions circulent chaque jour entre les deux capitales de l'Afrique de l'Ouest. Les voies sont encombrées, le bitume fissuré et défoncé par le poids des véhicules, toujours plus nombreux, toujours plus surchargés. Mais il faut bien approvisionner le Mali, coincé à l'intérieur des terres. «Avant la guerre, le Mali échangeait surtout avec Abidjan, mais avec la crise politique de 2010 qui a scindé la Côte-d'Ivoire en deux, le Mali a dû trouver d'autres voies de désenclavement, notamment le port de Dakar», estime Paul Derreumaux, économiste et président d'honneur du groupe Bank of Africa. Grâce au port sénégalais, Bamako importe et exporte ses denrées. Et pour tout transporter, les poids-lourds se multiplient. «Actuellement, le transport de marchandises sur le corridor Dakar-Bamako est de 3,6 millions de tonnes par an dont 97% sont assurés par camions», détaille à Libération Abdoulaye Lô, le directeur général de l'Agence nationale des chemins de fer du Sénégal. Ce potentiel de transport sur l'axe Dakar Bamako est en constante progression de plus de 25% par an. Dans les cinq ans qui viennent, ce potentiel est estimé à plus de 5,6 millions de tonnes et le double dans dix ans.»

Pendant des décennies, la route a été privilégiée sur le continent africain mais aujourd'hui, le rail est convoité. Deux grandes lignes ferroviaires, l'une entre Dakar et Bamako et l'autre entre Abidjan et Cotonou, vont ainsi être réhabilitées après des années de déshérence. Le contrat de rénovation de la première est attribué au gouvernement chinois, et celui de la seconde au groupe Bolloré. Ces investissements étrangers, qui se chiffrent en milliards d'euros, révèlent en filigrane la rivalité entre les ports africains de la région pour attirer les meilleurs partenaires.

«Le chemin de fer est un instrument très utile car il permet de transporter plus facilement les pondéreux, comme les produits pétroliers, le charbon ou les minerais», analyse Roland Pourtier, professeur émérite de l'Université Paris I Panthéon-Sorbonne et spécialiste du chemin de fer en Afrique. Et «sur les transports de lon-

gues distance et de masse, le train est plus compétitif que la route en termes de coût et de délai, surtout pour nos pays dépourvus de réseaux autoroutiers denses», ajoute Abdoulaye Lô.

L'utilisation complémentaire des deux transports permettrait de désengorger les routes. Sans parler de l'allègement de l'empreinte carbone et du coût énergétique. Seulement pour qu'il y ait des trains, il faut qu'il y ait des gares. Or Dakar, la capitale du Sénégal, n'en a pas. Ou plutôt n'en a plus. Depuis 2006, l'immense bâtiment colonial dressé Place du Tirailleur est à l'abandon. La ville d'un million d'habitants est l'une des seules capitales au monde à ne pas disposer de station ferroviaire. Quant aux voies ferrées, elles sont si dégradées qu'il est difficile de les utiliser. «En douze ans, la concession de l'axe ferroviaire Dakar-Bamako a connu trois actionnaires de références : Canac (société canadienne), Savage (société américaine) et enfin Advens (société française) mais aucun d'eux n'a jamais investi ni sur la voie ni sur les infrastructures», dénonce Abdoulaye Lô. De ce fait, «sur la ligne Dakar-Bamako, le trafic est réduit à un train tous les trois jours», indique Mansour Elimane Kane, le ministre des Transports sénégalais.

Début décembre, les Etats sénégalais et maliens, lassés de la situation, résilient la concession ferroviaire cédée pour une durée initiale de vingt-cinq ans. The China Railway Construction Corporation International (CRCCI), une entreprise publique chinoise intéressée par le contrat de réhabilitation, agit une enveloppe de 2,3 milliards d'euros. Marché conclu. Le consortium chinois a quatre ans pour rénover les 1 286 kilomètres de voie ferrée.

«On entre dans une nouvelle ère où la Chine est désormais demandeur, au moins autant que les pays africains», estime Jean-Joseph Boillot, spécialiste de la «ChinAfrique» et consultant du Centre de recherche français dans le domaine de l'économie internationale (CEPII). Selon lui, les contrats relèvent d'une vraie association avec une Chine qui «n'est plus aussi à l'aise que dans le passé car elle a besoin de ces contrats là pour ses entreprises». Le ralentissement brutal de la croissance dans l'empire du milieu incite les grandes entreprises nationales comme la CRCCI à multiplier des projets dans les pays émergents. «On n'est plus dans la Chine des

immenses projets domestiques des années 90-2000, désormais les grandes sociétés de BTP et de logistique doivent chercher les contrats à l'étranger», poursuit Jean-Joseph Boillot. «La Chine se confronte aussi à l'émergence d'une concurrence, notamment celle des Européens qui redécouvrent le continent africain. Elle doit donc améliorer ses offres», ajoute le chercheur qui qualifie ces partenariats de «jeu gagnant-gagnant».

Le Sénégal et le Mali, frustrés de ces décennies sans trafic ferroviaire, ont ainsi assigné à l'entreprise chinoise des objectifs ambitieux : à terme, les nouveaux rails devront permettre le transport de 6 millions de tonnes de marchandises et deux millions de passagers par an contre «250 000 tonnes de fret chaque année» jusqu'alors, selon Abdoulaye Lô.

Dakar et Bamako ne sont pas les seules à avoir réalisé que leur développement économique passait par l'essor du chemin de fer. A 1 500 kilomètres au sud-est, la Côte-d'Ivoire, le Burkina Faso, le Niger, le Bénin et le Togo ont eux aussi misé sur le rail grâce au projet de boucle ferroviaire du français Bolloré.

Pour sa «Blueline», l'entrepreneur français a mis sur la table 2,5 milliards d'euros. Outre la réhabilitation d'anciennes voies coloniales, Bolloré projette aussi de relier des endroits comme la ville de Kaya au Burkina Faso à celle de Parakou au Bénin en passant par le Niger. Des tronçons sont d'ailleurs déjà terminés, comme celui de 143 kilomètres entre les villes nigériennes de Niamey et Dosso. Le chantier, dont la fin des travaux est estimée en 2024 (contre 2020 pour Dakar-Bamako), est spectaculaire : 3000 kilomètres de voies ferrées vont traverser cinq pays, dont deux enclavés. Bolloré a aussi intérêt à favoriser l'interaction entre les rails et les ports. Sa société gère les concessions portuaires des terminaux à conteneurs d'Abidjan, de Cotonou et de Lomé. L'industriel «cherche à assurer et à sécuriser l'approvisionnement de ses bateaux et de ses places portuaires, et la ligne ferroviaire va lui permettre de drainer le trafic minier du Niger et du Burkina», note Paul Derreumaux. C'est une des raisons pour lesquelles la «Blueline» se concentre bien plus sur le transport de marchandises et de minerais – qui devrait représenter 90% du chiffre d'affaires de l'immense voie ferrée, que sur le transport de passagers.

Les deux lignes ferroviaires ont un dessein similaire : désenclaver en accentuant les échanges entre pays voisins. Si Dakar veut se donner les moyens «de renforcer sa position de porte d'entrée de l'Afrique de l'Ouest», c'est que «la concurrence est féroce pour ravitailler les pays confinés de la région», rappelle Roland Pourtier. Une ligne ferroviaire transnationale est un atout inestimable dans la quête de compétitivité des ports de Dakar, d'Abidjan, de Lomé et de Cotonou.

«Il faut comprendre le caractère stratégique de la ligne ferroviaire entre Dakar et Bamako, souligne Jean-Joseph Boillot. Il y a une grande concurrence entre Dakar et les ports africains de la côte atlantique pour avoir les meilleures installations et les meilleures connexions.» La rénovation du corridor ferré entre Dakar et Bamako participe de «la compétition entre les grandes villes portuaires de la région pour améliorer leurs prestations», renchérit Paul Derreumaux, selon qui la compétition entre les ports stimule le développement du continent.

L'utilité des infrastructures ferroviaires ne se réduit pas à l'exportation de matières premières vers les puissances extérieures. «L'Afrique est un marché d'un milliard de consommateurs avec une classe moyenne qui prend chaque année davantage d'importance, analyse Roland Pourtier. Avec la ligne Bamako-Dakar, on ne réhabilite pas cette voie ferrée que pour exporter des matières premières dans le cadre d'une économie rentière qui a caractérisé l'Afrique pendant des décennies, mais dans le cadre d'une économie qui se transforme, qui se diversifie et qui s'intègre de plus en plus aux circuits mondiaux».

Interrogé par Libération, John Tambi, responsable du programme Transport du Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (Nepad), l'agence de développement de l'Union africaine, confirme l'impact indéniable du chemin de fer sur les échanges entre les pays africains : «Le développement du réseau ferroviaire en Afrique de l'Ouest est considéré comme l'un des outils les plus efficaces pour favoriser le commerce intra-africain, d'autant plus que les gouvernements africains savent le rôle primordial que le chemin de fer a joué dans le développement des pays européens et des Etats-Unis». Et Paul Derreumaux d'insister : «Ces investissements majeurs sont essentiels pour transformer le visage de l'Afrique.»

Les générations d'enfants uniques sont un handicap en Chine

Dans son nouveau livre, l'écrivaine chinoise dresse le portrait de la génération née sous la politique de l'enfant unique qui vient d'être réformée par Pékin.

Rue89

Depuis le 1er janvier, la politique de l'enfant unique a pris fin en Chine, une décision aux conséquences démographiques et économiques considérables. Mais le livre de l'écrivaine chinoise Xinran, «L'Enfant unique» (éd. Philippe Picquier, janvier 2016), s'attache d'abord à l'impact de cette génération d'enfants sur les valeurs culturelles de la famille et sur la manière dont ils mènent leur vie.

TRENTE-CINQ ANS DE POLITIQUE RÉPRESSIVE

La politique de l'enfant unique, différente dans les villes et dans les campagnes, a été extrêmement «efficace» et a évité la naissance d'au moins 400 millions d'enfants ; le taux de natalité est passé de 5,44 en 1971 à 1,84 en 1998.

Une politique violente d'avortements et de stérilisations forcées, d'amendes et de pressions en tout genre que nous fait revivre par exemple le roman de Mo Yan «Grenouilles».

Les conséquences démographiques sont considérables ; le vieillissement de la population, l'impact sur le marché du travail, le développement économique et les retraites inquiètent depuis plusieurs années les autorités. Après un assouplissement en 2013, cette politique est abandonnée et les Chinois sont tous autorisés à avoir deux enfants.

De même, les 13 millions d'enfants «noirs», dont la naissance n'a jamais été déclarée, vont être régularisés.

Par contre, le déséquilibre garçons/filles, dû aux avortements sélectifs et à l'abandon de bébés filles, ne sera que très difficilement corrigé ; dans quelques provinces, on compte 118 hommes pour 100 femmes et les trafics de femmes venant du Vietnam se développent.



A LA FOIS LE SOLEIL ET LA LUNE

Xinran est une romancière chinoise qui vit à Londres depuis 1997 et qui doit surtout sa notoriété à deux livres : «Chinoises» sur la vie des femmes en Chine et «Messages de mères inconnues», consacré à l'adoption de petites Chinoises à l'étranger.

Dans son dernier ouvrage, elle nous livre dix interviews d'enfants uniques, adolescents ou jeunes parents. Aucune ambition d'enquête représentative, mais la volonté d'insister sur les conséquences culturelles de cette politique.

Ces enfants uniques, ces «petits empereurs», sont à la fois le soleil et la lune et focalisent les angoisses de leurs deux parents et quatre grands-parents. Leur obsessionnelle d'un accident, mais aussi préoccupation de parents qui ayant vécu des enfants souvent pauvres et très difficiles, veulent leur éviter tout déplaisir, toute contrariété ; il faut satisfaire leurs demandes...

Des parents qui, de plus, avec un seul enfant ont du mal à réussir leur apprentissage de parents...

La vie quotidienne de ces enfants/adolescents est le plus souvent totalement prise en charge pour éliminer tous les risques. Ils sont alors incapables de se débrouiller dans la vie quotidienne, ce qui nous vaut quelques portraits savoureux de jeunes étudiants venant de débarquer seuls à Londres !

Les enfants, surtout en ville, sont très isolés. L'absence de fratrie, des contacts limités hors de l'école avec des enfants de leur âge, tout cela ne leur apprend pas à vivre ensemble et ne les prépare pas plus tard à une vie réussie en couple. L'accent est mis sur les notes, sur la réussite scolaire qui va permettre de poursuivre l'ascension sociale de la famille, sur l'argent qui permet d'assouvir des goûts de luxe qui impressionnent l'entourage. L'éducation morale de la tradition chinoise est bien oubliée. L'école est fondée sur l'apprentissage par la

mémoire et la concurrence entre les élèves, ce qui ne permet en rien de rompre l'isolement.

GARDER SON STATUT DE «PETIT EMPEREUR»

Le mariage des enfants uniques est très souvent contrôlé par les parents qui les installent dans un maximum de confort en leur organisant la vie quotidienne. Les jeunes couples ne savent généralement pas faire la cuisine !

Ils ne sont pas pressés d'avoir des enfants, ce qui leur ferait perdre leur statut. Et quand ils sont parents, ils n'ont nulle envie d'avoir deux enfants ; c'est pourquoi cette nouvelle politique familiale risque de ne pas atteindre ses objectifs. Ils ont du mal à assumer leur statut de parents et souvent leur enfant est élevé par les grands-parents.

De plus, ils vivent avec l'inquiétude d'avoir à faire vivre parents et grands-parents dans le futur avec un système de retraite défaillant.

Un des mérites du livre est de souligner l'agressivité des enfants vis-à-vis des parents. Ils ne peuvent accepter de voir certaines demandes rejetées, mais surtout ils reprochent à leurs parents de les avoir élevés sans aucune autonomie, comme «des animaux de compagnie». Les conflits avec les parents sont donc fréquents malgré la dette de reconnaissance.

Bien sûr, il n'est parfois pas juste de rejeter toute la responsabilité sur les parents et il est illusoire de se servir des erreurs commises par la famille pour justifier un manque d'énergie ou d'aptitude. Pour certains, conquérir son indépendance implique de couper agressivement les liens avec la famille, même si la vie peut être difficile et sans se soucier du traumatisme infligé aux parents.

Ces couples d'enfants uniques ont du mal à trouver un équilibre relationnel du fait d'une éducation «égoïste», les difficultés sont donc fréquentes et les divorces nombreux. De plus,

cette volonté d'autonomie et ce refus de la famille traditionnelle s'accompagnent d'un changement d'attitude par rapport à la sexualité avant le mariage.

UN CONSTAT INTÉRESSANT MAIS LIMITÉ

Xinran elle-même, dans son dernier chapitre, regrette d'avoir peu enquêté auprès des étudiants pauvres venant de la campagne, bien différents des petits empereurs des villes. De même, la plupart des interviews concernent des étudiants à l'étranger ; en Chine, on aurait peut-être eu des résultats différents et des commentaires de Xinran un peu moins sentencieux et définitifs.

Si elle dénonce, à juste titre, l'intrusion très excessive des parents dans la vie de leur enfant, Xinran souligne aussi que l'isolement et le sentiment d'impuissance des parents, privés également de l'entourage traditionnel, n'a pas été suffisamment analysé.

Les conséquences politiques ne sont pas abordées : dans les années 50, la Révolution et le Parti passent en premier, la Patrie en second. La sollicitude vis-à-vis de la famille et des enfants est quasiment considérée comme une attitude bourgeoise. Xinran elle-même, élevée par sa grand-mère, a souffert de l'absence de sa mère.

Y a-t-il un impact politique ? Cette génération d'enfants uniques paraît beaucoup moins impliquée. L'objectif est clairement l'argent, le confort. Les parents ne parlent quasiment pas des difficultés souvent dramatiques auxquelles ils ont été confrontés ou des soubresauts politiques en Chine qui ont pu les affecter directement. Il y a véritablement rupture dans la culture familiale.

Cette situation d'enfant unique est-elle le facteur essentiel, ou le bouleversement vient-il aussi du fait de grandir dans un «monde à trois écrans», TV, PC, portable ? La question n'est pas véritablement posée.

Les Etats-Unis suspendent l'importation des clémentines marocaines Un coup dur pour les exportations marocaines

Parasite. La suspension, le 21 janvier 2016, de l'importation de la clémentine marocaine par les Etats-Unis pourrait avoir un impact durable sur la production locale.



MarocHebdo

Cette affaire de la clémentine marocaine infectée par la cératite pourrait laisser des traces. Rappels des faits: le 21 janvier 2016, les autorités américaines annoncent la suspension de l'importation de clémentine marocaine. En cause, une cargaison, récemment exportée aux Etats-Unis, contenant des larves vivantes de cératite. De quoi s'agit-il ? D'un insecte, également connu sous le nom de «mouche méditerranéenne des fruits», qu'on trouve généralement dans les pays du bassin de la mer Méditerranée, en Afrique, en Asie, en Amérique latine et dans les Caraïbes. Il n'existe pas aux Etats-Unis.

«La cératite constitue une barrière au commerce international du fait qu'elle est considérée comme insecte de quarantaine pour les principaux pays importateurs des agrumes», nous explique Mohamed Amal Rahel, chef de la division de la protection des végétaux à l'Office national de sécurité sanitaire des produits alimentaires (ONSSA), l'autorité phytosanitaire marocaine. L'ONSSA est entrée en jeu aussitôt l'annonce de la suspension de l'importation de la clémentine rendue officielle. Elle a entrepris une série d'investigations au niveau des vergers de production, de la station de conditionnement et du port d'embarquement, qui, nous déclare M. Rahel, n'ont rendu compte d'aucune anomalie.

UN IMPACT DURABLE

Par ailleurs, elle a procédé à des échanges, le jour même de l'annonce de la suspension, avec l'APHIS. «Une réunion de travail a été tenue avec les professionnels du secteur agricole afin d'arrêter les actions à prendre pour lever cette suspension», nous révèle M. Rahel.

Depuis, aucune nouvelle contamination n'a été constatée. Cela dit, beaucoup se demandent si l'affaire ne pourrait pas avoir d'impact durable sur l'image de la clémentine marocaine dans le monde. Il est certain que si les Etats-Unis ne lèvent pas leur suspension ce scénario semble à écarter, pour l'heure- les conséquences économiques seraient, à coup sûr, dramatiques. Il s'agit, à hauteur de 12%, du quatrième marché d'exportation de la clémentine marocaine, derrière la Russie (45%), l'Union européenne (25%) et le Canada (14%), d'après des chiffres que nous avons réussi à obtenir auprès de l'Association des producteurs d'agrumes du Maroc (ASPAM).

L'ONSSA met l'accent, de son côté, sur ses efforts dans la lutte contre la cératite, qui se base, comme nous le détaille M. Rahel, sur le piégeage et la lutte chimique, mais aussi des méthodes alternatives, biologiques, consistant à lâcher des mâles stériles. «On peut faire plus, certes, mais ce qu'on fait déjà est très sérieux», souligne un producteur local.

AIR ALGÉRIE

Jeudi	
Vol	Départ
Oran - Alger	07h00
Oran - Alger	09h30
Oran - Alger	13h30
Oran - Alger	17h30
Oran - Alger	08h15
Oran - Ouargla	07h00
Oran - In Amenas	07h00
Oran - Adrar	08h45
Oran - Annaba	17h05
Oran - Ghardaïa	15h00
Oran - Tamenrasset	15h00
Alger - Oran	07h35
Alger - Oran	11h35
Alger - Oran	15h35
Alger - Oran	18h30
Alger - Oran	12h00
Ouargla - Oran	14h25
In Aménas - Oran	11h50
Adrar- Oran	11h55
Annaba - Oran	19h40

Vendredi	
Oran - Alger	07h00
Oran - Alger	09h30
Oran - Alger	13h30
Oran - Alger	17h30
Oran - Alger	14h00
Oran - Alger	19h45
Oran - H. Messaoud	09h00
Oran - Constantine	14h45
Alger - Oran	07h35
Alger - Oran	11h35
Alger - Oran	15h35
Alger - Oran	18h30
H. Messaoud - Oran	11h45
Constantine - Oran	17h05
Ghardaïa - Oran	11h35
Tamanrasset - Oran	08h15

INTERNATIONAL

Jeudi	
Vol	Départ
Oran - Paris-Orly	08h00
Oran - Barcelone	08h35
Oran - Lyon	09h15
Oran - Casablanca	14h15
Oran - Toulouse	15h00
Oran - Paris-(CDG)	15h05
Oran - Marseille	15h35
Oran - Alicante	16h35
Oran - Jeddah	17h50

Vol	Arrivée
Paris-Orly - Oran	13h50
Barcelone - Oran	12h05
Lyon - Oran	14h05
Casablanca - Oran	17h45
Toulouse - Oran	18h45
Paris-(CDG) - Oran	20h45
Marseille - Oran	20h00
Alicante - Oran	15h30
Jeddah - Oran	07h10

Vendredi	
Oran - Paris-Orly	08h00
Oran - Casablanca	08h05
Oran - Marseille	09h00
Oran - Toulouse	10h05
Oran - Paris-CDG	15h05
Oran - Alicante	15h35
Oran - Medine	23h10

Vol	Arrivée
Paris-Orly - Oran	13h50
Casablanca - Oran	18h20
Marseille - Oran	08h05
Toulouse - Oran	13h50
Paris(CDG) - Oran	20h45
Alicante - Oran	17h55
Medine(+1)- Oran	11h50

AIGLE AZUR	
VOL	DEP/ARR
Mer / Jeu/ Ven /Dim	
Paris-Orly - Oran	15h00/ 16h25
Mer/ Ven	
Paris-CDG - Oran	15h15/ 16h45
Mer/Jeu/Ven/Dim	
Marseille - Oran	09h00 / 09h40
Jeu	
Mulhouse- Oran	15h15 /16h35
Mer / Jeu/ Ven /Dim	
Oran - Paris-Orly	17h40/ 21h00

الخطوط التونسية TUNISAIR	
Tunis/ Oran	Oran / Tunis
Arrivée	Départ
Lundi / Jeudi	
09h45	10h30



TRAIN

Départ	Arrivée
ORAN - ALGER	
06h25	11h29
08h00	12h30
12h30	17h39
15h00	19h30

ALGER - ORAN	
06h25	11h29
08h00	12h30
12h30	17h39
15h00	19h30

ORAN - MAGHNIA	
07h30	11h05
12h50	16h22
16h00	19h42

MAGHNIA - ORAN	
04h45	08h09
08h50	12h22
14h05	17h26

ORAN - RELIZANE	
17h15	18h47

RELIZANE - ORAN	
05h25	07h17

ORAN - BECHAR	
20h30	05h46

BECHAR - ORAN	
20h00	05h00

ORAN - CHLEF (AUTORAIL)	
16h15	18h22

CHLEF - ORAN (AUTORAIL)	
06h50	09h11

ORAN - TÉMOUCHENT	
08h10	09h11
17h02	18h03

TÉMOUCHENT - ORAN	
06h15	07h14
15h05	16h05

ORAN - SBA	
17h00	18h22

SBA - ORAN	
05h40	06h58



ALGÉRIE FERRIES	
Février	
DÉPART	ARRIVÉE
ORAN / ALICANTE	
Jeu 11 -18h00	Ven 12 -07h00
ALICANTE / ORAN	
Ven 12 -19h00	Sam 13 -07h00
ORAN / MARSEILLE	
Dim 21 - 12h00	Lun 22 - 14h00
MARSEILLE / ORAN	
Mer 10 - 12h00	Jeu 11 - 14h00



DÉPART	ARRIVÉE
ORAN / ALMERIA	
Lun 15 - 21h00	Mar 16 - 06h00
Lun 22 - 21h00	Mar 23 - 06h00
ALMERIA / ORAN	
Dim 14 -23h59	Lun 15 -08h00
Dim 21 -23h59	Lun 22 -08h00

THÉÂTRE RÉGIONAL D'ORAN



w Aujourd'hui à 17h au TRO

«ET-TOUFAH»

Auteur : Abdelkader ALLOULA

Adpt et Mise en scène : Samir BOUANANI

Résumé : La trame de la pièce se passe dans des toilettes publiques. Aussi commode qu'incongru, cet endroit est le lieu de convergence de trois histoires, soit trois destins qui, au-delà du nombre, reflètent une réalité propre à des millions de personnes.

TRO

w Vendredi 12 février à 10h au TRO

«MA ASGHARA MENI»

Auteur : CHEGGAG SAFIA

Mise en Scène : CHEGGAG SAFIA/BOUALEM

Résumé: Est une pièce théâtrale pour l'enfant dont l'héroïne est Hanane, Une petite écolière qui sur le chemin de l'école traverse un jardin où elle se trouve projetée dans une aventure fantastique dans le monde des insectes qui vivent dans le jardin.

T.R.O

w Samedi 13 février à 17h au T.R.O

«WISSAM OUEL MALIKA»

Auteur : AZZEDINE AMARI

Mise en Scène : YUCEF GOUASMI

Résumé: C'est l'histoire du petit « wissam », un élève très brillant et ambitieux, qui voit son rêve s'écouler à cause d'une maladie très grave qui atteint son père. Ce qui le pousse à prendre la responsabilité de sa famille malgré son jeune âge. Mais grâce à l'aide de son fidèle ami «Anis» et de la fée « Meriem », par sa baguette magique, tout devient si facile pour le petit « Wissam »...

T.R.O

CINÉMATHEQUE D'ORAN

	► Jeudi 11 février -14h30: «La porte du soleil» de Yousri NAsrallah/Egypte-Syrie 2004 1 ^{ère} partie/ durée 02h12m -16h30: «Eyes of a thief» de Najwa Najjar/Palestine 2012
	► Samedi 13 février -14h30: « La porte du soleil » de Yousri NAsrallah/Egypte-Syrie 2004 1 ^{ère} partie 16h30: «Gaza Strophe» De Samir Abdallah et Kheredine Mabrouk Egypte-France ► Dimanche 14 février -14h30 : «Conte des 3 diamants» de Michel Khelifi/Palestine 1994

Samy Thiébault Quartet
«A feast Of Friends»

► Mardi 16 février à 18h00 au Conservatoire Municipal Ahmed Wahby
 Samy Thiébault se présentera en quartet, formule reine pour les instrumentistes, ainsi que nouvelle voie pour sa recherche musicale...

Art de la scène
MEURSAULTS

► Jeudi 18 février à 18h00 à l'IF Constantine
 ► Mercredi 24 février à 18h00 IF d'Oran
 D'après Meursault, contre-enquête de Kamel Daoud Hadjout, ex-Marengo, village à l'ouest d'Alger, à notre époque. Dans la cour d'une petite ferme, à l'ombre d'un citronnier, Haroun (Ahmed Benaïssa) rumine le passé en présence de sa mère (Anna Andreotti), femme sans âge qui ne s'exprime que par des chants, des pleurs et des cris de rage. L'homme évoque son frère Moussa, assassiné sur une plage par un certain Meursault...

Conférence

D'auteurs à figures ou comment la France a valorisé ses auteurs francophones

► Dimanche 28 février à 10h00 à l'Institut des langues étrangères (I.L.E.) d'Oran
 Par Kaoutar Harchi Docteur en sociologie de la littérature, enseignante à Sciences Po Paris et auteur.
 Kaoutar Harchi abordera le thème de la reconnaissance des écrivains algériens francophones en France (1950-2009), interrogeant ainsi les liens qui unissent littérature et politique, thème de son dernier livre « A l'origine de notre père obscur ».

MÉTÉO

AUJOURD'HUI	DEMAIN
ORAN	
Légère pluie Max.19 -Min.12	Vent Max.19 -Min.12
MOSTAGANEM	
Pluie Max.19 -Min.13	Vent Max.19 -Min.13
TLEMCEM	
Nuageux Max.21-Min.12	Peu nuageux Max.21-Min.13
MASCARA	
Légère pluie Max.18- Min.12	Vent Max.19- Min.12
TIARET	
Vent Max.14- Min.8	Averses éparses Max.15- Min.8
CHLEF	
Légère pluie Max.19 -Min.14	Pluie Max.18 -Min.14
BÉCHAR	
Pluie Max.18 - Min.14	Averses éparses Max.20 - Min.14
ALGER	
Ensoleillé Max.27 -Min.9	Ensoleillé Max.26-Min.14
CONSTANTINE	
Très nuageux Max.18- Min.8	Peu nuageux Max.18- Min.9
ANNABA	
Très nuageux Max.a -Min.7	Peu nuageux Max.21 -Min.12

INSTITUTO Cervantes **THEATRE D'IMPROVISATION** **Drôle Mabaire**

Omar argentino GALVAN CARO, invité par l'Institut Cervantes, et l'association **Drôles Madaires**, animeront un atelier de théâtre d'improvisation du 09 au 11 février au niveau de l'Institut Cervantes. Les inscriptions gratuites à cet atelier sont ouvertes pour les jeunes talents désireux de se former à cet art. Cette manifestation sera suivie le **Vendredi 12 février à 18h**, toujours en collaboration avec l'association **Drôles Madaires**, par une représentation au **Conservatoire Ahmed Wahbi**. Le public, amoureux du théâtre et de l'art d'improvisation, y est cordialement invité.

GRAS **Espace Réflexion Théorique**
Unité de Recherche en Sciences Sociales et Santé vous convie à une :

CONFÉRENCE - DÉBAT
Jeudi 11 Février 2016 à 14h00, GRAS

La notion de temps social
Réflexions théoriques

Présentée par
Azzouz Naouel
Doctorante en sociologie, GRAS

Salle de conférences du GRAS
Université d'Oran, Ex-IAP, Es-Sénia
Website: www.gras-oran.org

COURRIER EXPRESS
EL MOUNAKASSA EL DJAZAÏR
Tél : 0560 06 95 01
0560 06 95 03
0560 05 60 00
0559 70 26 61

BRYA EXPRESS
Oran: 041 51 14 33/34
Alger : 0770 30 51 60
Annaba : 0770 30 57 04
Site : www.bryaexpress.com



يسهل
بفيدوس
أكتيف
المهضمة

Soummam

لبن
بالبفيدوس س-أكتيف
%100
حليب البقر

acti+
AU BIFIDUS
ACTIF
Fraise


acti+
AU BIFIDUS
ACTIF

أكتي+
بالبفيدوس س-أكتيف
بالحليب البقر
ليمون

أكتي+
والفواكه
بالبفيدوس س-أكتيف
بالحليب البقر
فراولة

أكتي+
بالبفيدوس س-أكتيف
بالحليب البقر
طبيعي

فوائد المنتج الجزائري هي نفسها فوائد المنتج الأجنبي
فلنشجع المنتج الجزائري.



Avis de Décès

La famille **OUARET & Alliés** ont l'immense peine d'annoncer le décès de leur cher et regretté :

Fouad Abdel Djalil
Survenu le 09 Février 2016 à Paris
Suite à sa longue maladie.

Domicile : 08 Rue Mohamed Khemisti-Oran.

إِنَّا لِلَّهِ وَإِنَّا إِلَيْهِ رَاجِعُونَ

" يَا أَيُّهَا النَّسِيرُ الْمُظْمِلَةُ ارْجِعِي إِلَى رَبِّكِ رَاضِيَةً مَُرْضِيَةً
فَادْخُلِي فِي عِبَادِي وَادْخُلِي جَنَّاتِي "

اللقاء لله
رحمه الله

**Sous l'égide de Mr le Wali
de la Wilaya de Sétif**

**La CCI EL HIDHAB &
MED EXPO organisent :**

**1- Le salon de la Femme « EVE SETIF »
- SANTE ET BEAUTE -**
du 03 au 10 Mars 2016 - Salle Maabouda -

**2- Le salon de la production nationale
« Consommons algérien » -**
du 23 au 30 Mars 2016 - Salle Maabouda

A contacter : 0551.82.79.58
0557.10.21.76
0557.26.30.26

E-mail : medexpo.alger@gmail.com
Nos sponsors : HB Hôtel EL-BACHIR - Profot

الديوان العمومي للبيع بالمزاد العلني

مكتب الأستاذ/ العايب زوبير
محافظ البيع بالمزايدة والتقييم
حي د قسي 1 عمارة 07 مكرر رقم 02 - قسنطينة
تليفاكس: 031.63.37.00

إعلان عن بيع بالمزاد العلني وبأطرفة مختومة

بطلب من السيد الرئيس المدير العام لشركة الطباعة للشرق (S I E) نقوم نحن الأستاذ العايب زوبير بالبيع بالمزاد العلني وبالأطرفة المختومة يوم: 2016-02-21 للحصص الآتي ذكرها:
بمقر الشركة الكائن بمنطقة بومرزق قسنطينة

الحصة 1: مجموعة خزانات حديدية مكتوبة حوالي 50 خزانة.
الحصة 2: مجموعة من أبواب ونوافذ الألمنيوم.
الحصة 3: مجموعة عتاد متنوع.
شروط البيع المتعارف عليها.

محافظ البيع

Complexe de production d'Ammoniac et d'Urée d'Arzew Les travailleurs brandissent la menace de la grève

Mokhtaria Bensaâd

Menace de grève au Complexe de production d'ammoniac et d'urée d'Arzew. Après les sit-in tenus, chaque jour, depuis le 31 janvier dernier, au sein de l'usine, les travailleurs veulent passer à une vitesse supérieure par le recours à un mouvement de grève dont la date n'a pas, encore, été décidée, selon le représentant de la section syndicale qui a affirmé que «la décision revient à l'assemblée générale, qui va se réunir dans les prochains jours».

Le durcissement du mouvement est le résultat, a souligné le représentant de la section syndicale, de «l'attitude d'indifférence adoptée par la direction de 'Sorfert', vis-à-vis des problèmes des travailleurs».

La fermeture de toutes les portes de dialogue, avec la section syndicale, malgré les sit-in tenus depuis dix jours et les conditions de travaux difficiles, selon notre interlocuteur, au sein de l'usine, ont poussé les protestataires à monter au créneau et recourir, ainsi, à la grève. Le représentant de la section syndicale a expliqué que «en raison de la fermeture des portes du dialogue avec la direction à Arzew, c'est le P-DG de 'Sorfert' qui a fait le déplacement à Oran, pour discuter avec les travailleurs et essayer de trouver un terrain d'entente, entre les deux parties». Une tentative qui n'a pas eu de suite. Ce qui a durci le bras de fer, opposant les travailleurs et la direction de 'Sorfert', à Arzew. Dans la plate-forme de revendications, les travailleurs de-

mandent de percevoir la prime d'intéressement bloquée depuis 2014, la signature de la convention collective établie par la section syndicale et l'amélioration des conditions de travail à l'usine de production.

Pour tenir l'assemblée générale, la section syndicale a déposé hier, une demande d'autorisation à la direction et attendent la réponse. «Nous tenons à respecter toute la procédure légale pour le dépôt du préavis de grève et notre mouvement de protestation s'est déroulé, dans le calme», a tenu à préciser le représentant de la section syndicale. Pour avoir la version de la direction, concernant, les problèmes des travailleurs, nous avons essayé, à plusieurs reprises, de joindre le directeur général adjoint de 'Sorfert' mais en vain.

Agression d'une résidente en traumatologie à l'hôpital d'Oran Des peines de prison ferme contre des membres d'une même famille

Sofiane M.

Face à la progression, ces derniers mois, du phénomène des violences contre le personnel médical et paramédical, dans les établissements hospitaliers, la justice est aux aguets pour sévir contre les agresseurs qui risquent de lourdes peines de prison. La dernière agression violente d'une jeune résidente en traumatologie, à l'hôpital d'Oran, n'a pas été sans conséquence pour les auteurs. Le tribunal d'Oran saisi par la jeune victime, qui a été soutenue, dans sa démarche, par le comité des résidents d'Oran, a infligé de lourdes peines

à trois membres d'une même famille, inculpés pour coups et blessures volontaires sur un médecin, pendant l'exercice de ses fonctions, a déclaré, mardi, un délégué du comité des médecins résidents d'Oran. «La justice a condamné le fils à un an de prison ferme, alors que sa sœur a écopé d'une peine de six mois de prison ferme. La mère des deux auteurs de cette agression a, également, été condamnée à six mois de prison avec sursis», précise la même source.

De nombreux cas d'agression sur le personnel médical et paramédical sont recensés, quotidiennement,

dans les établissements sanitaires, à travers le territoire national. Certains proches de patients évacués aux urgences ou admis pour un séjour hospitalier, n'hésitent plus à s'attaquer aux médecins et aux infirmiers et parfois avec des armes blanches. Le service des urgences médico-chirurgicales de l'hôpital d'Oran vit au rythme des violences. «Il ne se passe pas un jour sans qu'un médecin, un infirmier, un brancardier ou un simple agent ne soit agressé, verbalement ou physiquement, par des malades ou leurs proches», confie cet agent du service administratif de ce service.

Liaison maritime Oran-Aïn El Turck Les lieux du futur embarcadère d'Aïn El Turck inspectés

Rachid Boulélis

En présence du wali d'Oran M. Zaâlane, un accord entre les EP d'Oran et d'Arzew, été signé, hier, au siège de la daïra d'Aïn El Turck, pour le lancement des travaux de réalisation d'un embarcadère sur la plage 'Les Dunes', située à mi-chemin du village côtier Cap Falcon, sur le territoire du chef-lieu. Il importe de noter qu'un apport d'un montant de 46 milliards de centimes a été dégagé pour la concrétisation de cette liaison maritime, entre Aïn El Turck et le port d'Oran. En effectuant une visite des lieux où sera lancé ce projet, le wali a donné des instructions fermes pour

éradiquer le phénomène de la bidonvillisation des plages. «Nous n'admettrons pas que des masures ou toutes autres extensions illicites viennent défigurer ce magnifique littoral», a fait remarquer M. Zaâlane, lors d'un point de presse improvisé. Notons que ce projet contribuera grandement, à fouetter le secteur du Tourisme, dans cette contrée, qui renferme d'énormes potentialités, peu ou pas exploitées. Il y a lieu de souligner que la prise en charge de l'étude et du suivi du poste d'accostage sur la plage 'Les Dunes' incombe, essentiellement, à la commune d'Aïn El Turck, pour un apport de 1,3 milliard de centimes. Notons, également, que sous la pré-

sidence du wali, une réunion locale s'est tenue, le 21 janvier dernier et a donné lieu à la décision de lancement des études par le bureau d'études et d'ingénierie maritime et portuaire LEM. L'accostage de cette liaison maritime a été désigné au port d'Oran au quai de Béni-Saf confié, par l'EPO, à l'entreprise 'Astalavista'. Signalons, aussi, qu'un seul navire de 300 places sera affrété par l'ENTMV, au cours de la phase de démarrage. Une fréquence de 10 rotations par jour sera effectuée, au début de la mise en service de cette liaison maritime. Elle sera probablement, revue à la hausse, par la suite et ce, en fonction de la demande.

Coupures d'électricité Trois nouveaux transformateurs à Hassi Bounif

J. Boukraa

Depuis quelques années, avec la forte consommation de l'énergie, l'utilisation accrue des appareils électriques et l'augmentation de la population, les coupures répétitives d'électricité, notamment, dans les communes limitrophes, sont devenues récurrentes. La forte demande, ainsi que le piratage et la vétusté du câblage, par endroits, seraient les véritables causes des perturbations. Pour parer à toute éventualité et faire face à ces désagréments, la direction de Sonelgaz a tracé un programme d'urgence.

Le plan a pour but de résoudre le problème des coupures d'électricité par l'installation de nouveaux transformateurs. Dans la commune de Hassi Bounif, les habitants ont, maintes fois, signalé ces coupures. Dans ce cadre et selon des sources de la commune, trois transformateurs seront installés dans les localités de Khrouba et Boudiaf. Ces nouveaux postes transformateurs seront installés, dans les zones à forte population. Cette opération chapeautée par la direction de distribution de l'électricité et du gaz d'Es Sénia a pour but d'améliorer le cadre de vie des habitants et faire face aux coupures répétitives, notamment, dans les agglomérations à forte densité d'habitat, comme les nouveaux groupements urbains, à l'est de la wilaya. Malgré tous ces efforts Sonelgaz est, toujours, confrontée aux actes de piratage et d'agressions de ses ouvrages. Les branchements illicites représentent, plus de 25%

de pertes sur le réseau et prolifèrent, surtout, dans les quartiers périphériques de la ville où des pirates, sans scrupules, se sont spécialisés dans le raccordement des bidonvilles contre une rémunération financière. L'article 350 du Code pénal - qui prévoit des amendes de 500 à 2.000 DA et des peines d'emprisonnement allant de 1 à 3 ans - ne semble pas dissuader, suffisamment, les fraudeurs. Le piratage de l'énergie cause des préjudices, non seulement, à l'entreprise mais aussi aux abonnés. La difficulté de l'entreprise, pour ces cas, c'est qu'elle lutte, contre la fraude, puisque les populations ne semblent pas être concernées par le phénomène. D'autre part, si cette entreprise aspire à exploiter, au mieux, ses installations ainsi que tous ses services, les mauvais payeurs continuent à lui asséner des coups durs, faisant d'elle, une entreprise qui peine à rentabiliser ses redevances, aussi bien, auprès des consommateurs normaux comme les ménages que les entreprises et administrations de la wilaya d'Oran.

Rappelons, aussi, que les créances des deux directions de distribution du gaz et d'électricité d'Oran et d'Es Sénia détenues auprès de ses abonnés, ont atteint les 275 milliards de centimes, dont 100 milliards de créances détenus par les entreprises, administrations et secteur du commerce. Pour la direction de distribution d'Oran SDO qui couvre les communes d'Oran et Bir El Djir, le montant des créances impayées avoisine les 100 milliards et celui des ménages les 48% du montant global.

Hay Dhaya : découverte d'un corps sans vie dans une voiture

Le corps sans vie d'un homme a été découvert hier dans une voiture à Hay Dhaya. Agée de 59 ans, la dépouille de la victime a été déposée à la morgue de l'hôpital d'Oran, pour les besoins d'une autopsie. Une enquête a été ouverte pour déterminer les causes du décès.

J. B.

Bir El Djir : un ouvrier victime d'une chute mortelle

Un jeune homme âgé de 25 ans a été victime d'une chute mortelle, avant-hier dans un chantier à Bir El Djir. L'infortuné effectuait des travaux de maçonnerie lorsqu'il a perdu l'équilibre avant de chuter du 5ème étage d'un immeuble en construction. La victime est décédée sur place. La dépouille mortelle a été évacuée vers le service de médecine légale. Une enquête a été ouverte pour déterminer les circonstances du drame.

J. B.

El Kerma : un quinquagénaire mortellement heurté par un camion

Un homme âgé de 52 ans a été mortellement heurté par un camion, mardi, dans la commune d'El Kerma, non loin de la station de traitement et d'épuration des eaux usées. La dépouille mortelle a été évacuée vers le service de médecine légale de l'hôpital 1^{er} Novembre. Une enquête a été ouverte pour déterminer les circonstances exactes du drame.

J. B.

Saisie de psychotropes à Es-Sénia

Trois personnes ont été arrêtées et 200 comprimés de psychotropes ont été saisis par les éléments de la gendarmerie à Es-Sénia. Selon le communiqué de la Gendarmerie nationale, «Lors d'un barrage sur la route reliant Es-Sénia à Misserghin, dans la circonscription commu-

nale d'Es-Sénia, les gendarmes de la brigade locale ont interpellé trois (03) personnes à bord d'un véhicule de marque Hyundai Atos, en possession de deux cents (200) comprimés de psychotropes». Une enquête est ouverte par les gendarmes de la brigade d'Es-Sénia.

J. B.

ILS NOUS ONT QUITTES HIER

Adda Zohra, 96 ans, St-Hubert
Belmanaa Zakaria, 2 ans, Es-Sénia
Benajma Halima, 84 ans, rue Tabet Mohammed
Maamar Mohammed, 86 ans, Maraval

Horaires des prières pour Oran et ses environs

02 Joumada El Oula 1437
El Fedjr 06h30 Dohr 13h18 Assar 16h17 Maghreb 18h44 Icha 20h02



Tranche de Vie

Par El-Guellil

Ça sent



che et, grise de saleté, se meurt. Mais qu'avons-nous fait de notre terre ? Les ordures. Dures. Reflets de notre démission face au mon-

de. Ce monde devient fou. Il ne peut faire face à ces poubelles qui débordent. En rang vertical sur le trottoir. Elles occupent la place. Slalom hygiénique. La fuite. Alors on invente la notion d'écologie comme une nouvelle valeur d'éducation. On apprend difficilement à ne plus jeter et à ne pas salir. Des détritiques on doit se sevrer. Avalé par la noirceur de la pollution. Nos visages couleurent charbon s'embrasent. Consumés.

Le développement durable auprès de nos semblables paraît si difficile à intégrer lorsqu'on voit voler au vent tous ces sacs plastiques. Accrochés solidement aux arbustes et à tous les bouts de nature. Recouvrant la verdure. Etouffée. Foutu si nous persistons à suicider l'environnement. Toutes ces traces laissées par les hommes. Ce n'est pas grave car ce n'est pas chez nous. Nul ne se sent chez lui !

Il fait beau. Une envie de nature. Nous voilà aux abords de la ville. Les chants des oiseaux nous interpellent déjà. Une envie de journée bucolique. Un rendez-vous nécessaire pour se ressourcer. De l'air. On respire en fermant les yeux en haut d'une petite montagne. Des fleurs jonchent le sol qu'elles éclairent d'une couleur jaune soleil. De la lavande jette ses odeurs à notre passage. Des coquelicots pointent leur cime rouge. Une touche noire centrale les rend majestueux. On a envie de bonheur tout simplement. Soudain, le museau envahi d'une odeur nauséabonde perturbe notre odorat qui d'un seul coup est dérouteré de trop de puanteur. On court de trop d'agression. Un tel paysage défiguré, comment est-ce possible ? Les ordures à peine camouflées. Toutes les dorures n'effaceront rien. Au centre d'un tel désastre la nature tire la tron-

SEBDOU

Des variantes pour la ligne ferroviaire vers Ouled Mimoun

Khaled Boumediene

Une réunion concernant les études d'identification et de faisabilité de la nouvelle ligne ferroviaire électrifiée d'Ouled-Mimoun/Sebdou, s'est tenue lundi dernier au siège de la wilaya de Tlemcen. Le groupement SETI-RAIL-SETS a présenté les variantes de ce projet devant le wali, Saci Ahmed Abdelhafid, les représentants de l'Agence nationale d'études et de suivi de la réalisation des investissements ferroviaires (ANESRIF), les directeurs des transports, travaux publics, hydraulique, agriculture, domaines, cadastre, forêts, Algérie-Télécom, Algérie-Poste, l'Algérienne des eaux, urbanisme, Sonelgaz, ainsi que les chefs de daïra et présidents d'APC d'Ouled-Mimoun et Sebdou. Selon les informations données par les techniciens de ces bureaux d'études, deux variantes ont été conçues pour le tracé du futur train (d'une vitesse de 160 km/h) qui devrait relier ces deux localités. Le premier tracé présenté, long de 42 kilomètres, concerne la liaison Ouled-Mimoun à Sebdou, et englobe les localités d'Ain-Aisser et Merbah. Le deuxième, long de 84 kilomètres, raccorde Ain-Tellout à Sebdou, et touche les localités de Sidi Youssef et El-Gor, a expliqué à no-

tre journal le directeur des transports de Tlemcen, Attar Noureddine, précisant que : «Ce projet ferroviaire vise notamment à renforcer l'économie régionale et urbaine, améliorer les conditions d'exploitation et des performances du chemin de fer en Algérie, assurer un développement équilibré du territoire, et mettre en place un moyen de transport rapide et fiable au niveau des localités de cette zone des Hauts-plateaux». Lors des discussions de ces deux variantes étudiées par le groupement des bureaux d'études SETI-RAIL-SETS, le wali a proposé de retenir une troisième variante plus rationnelle et aux retombées positives sur la population de ces localités. Cette proposition qui se démarque des autres variantes, se traduit par la réalisation d'un tracé ferroviaire intermédiaire depuis l'agglomération de Merbah, qui se connecte à l'agglomération d'El-Gor.

Selon le directeur des transports de Tlemcen, cette variante sélectionnée doit répondre, au moins en bonne partie, aux problèmes ou besoins identifiés, être faisable sur les plans juridique et technique (tenure des terres, zonage, topographie, ouvrages d'art, disponibilité de la main-d'œuvre, etc.), limiter l'ampleur des impacts négatifs sur les milieux biophysique et humain, et également

être réalisable à des coûts ne compromettant pas la rentabilité économique du projet.

La variante sélectionnée doit, en outre permettre, l'extension de la ligne ferroviaire vers la commune importante d'El-Aricha, qui abritera une zone industrielle de près de 300 hectares (extensible), qui vient d'être approuvée par le conseil national d'investissement. Lors de cette réunion de concertation, une grande attention a été portée à l'analyse détaillée des impacts et aux objectifs du développement durable. Toutes les constances et caractéristiques de l'étude ont été débattues.

Selon Attar Noureddine, cette ligne électrifiée à voie unique (UIC 60), sans passage à niveau, sera posée sur des traverses en béton armé. A noter que le projet de la double voie ferrée électrifiée (LGV) reliant Oued-Tlélât à Tlemcen, en cours de réalisation par deux entreprises italiennes chargées de la réalisation, Per Condotte d'Acque, enregistre actuellement un taux d'avancement de près de 60%. Il a été conçu par le bureau d'études Rizzani De Echer. Le deuxième tronçon du chemin de fer de ce train d'une vitesse de 220 km/h, reliant Tlemcen à Maghnia, confié à deux entreprises turque et algérienne, connaît un taux d'avancement de 5%.

TIARET

L'eau au menu du conseil de wilaya

El-Houari Dilmi

Le secteur de l'eau et son importance stratégique dans la machine du développement local a été au centre d'une réunion du conseil de wilaya élargi, tenue cette semaine, sous la présidence du chef de l'exécutif de wilaya.

En effet, les moyens mis en œuvre par les pouvoirs publics pour l'augmentation des capacités de stockage des eaux de surfaces, l'alimentation en eau potable, et le forage de nouveaux puits ont été largement débattus et un programme d'exécution arrêté. Dans un exposé, présenté par le directeur du secteur, l'on saura que la wilaya de Tiaret dispose de trois (03) barrages d'une capacité de stockage globale de 100 millions de m³ et dix-huit (18) retenues collinaires d'une capacité de stockage de près de 12 millions de m³, ainsi qu'une autre en cours de réalisation à Rahouia d'une capacité de 83.000 m³. Concernant les eaux souterraines, la capitale des Hauts-Plateaux de l'ouest dispose de 162 forages, 27 puits, onze (11) sources, avec un débit global de 96.000 m³/seconde, sans compter les trente-neuf (39) puits qui ont bénéficié d'une opération de réhabilitation et la reprise de l'exploitation de cinq autres, fermés depuis plusieurs années. Le déficit qu'accuse la wilaya en matière d'alimentation en eau potable a également été débattu, sachant que sur 166.000 m³ des besoins de la wilaya quotidiennement, 126.000 seulement sont distribués aux populations, soit un déficit journalier de 40.000m³. Le premier responsable de la wilaya a annoncé une série de mesures pour rattraper au plus vite ce retard, et permettre, ainsi, l'alimenta-

tion quotidienne en eau potable de vingt (20) autres communes de la wilaya. Le réseau d'assainissement, segment dans lequel la wilaya a englouti d'importantes sommes d'argent, souffre lui aussi de certaines lacunes. Long de plus de 1395 kilomètres dont près de 40% sont gérés par l'Office national de l'assainissement (ONA), le taux de raccordement au réseau à l'échelon de la wilaya est de 97%, selon le directeur du secteur. Par ailleurs, l'opération d'exploitation des eaux de 18 retenues collinaires en irrigation agricole sera lancée prochainement dans la wilaya, selon le wali qui a indiqué que des autorisations ont été accordées aux agriculteurs pour l'exploitation des eaux de ces ouvrages hydriques dans les cultures importantes pour la wilaya.

Une commission mixte a été instituée à cet effet, et à laquelle prendront part les communes, daïras, directions des ressources en eau, de l'environnement, de l'agriculture, Conservation des forêts, pour le recensement des agriculteurs et des parcelles, avant le lancement de l'opération d'exploitation de ces retenues en irrigation. Ces infrastructures hydriques fourniront 11,7 millions de mètres cubes d'eau pour le secteur agricole, dont une bonne partie n'était pas utilisée depuis 2007 faute d'organisation des agriculteurs en associations.

Les terres agricoles irriguées de la wilaya sont passées de 9.680 hectares en l'an 2000 à 30.500 actuellement, selon la direction des services agricoles (DSA). Les terres sont irriguées à partir des eaux des barrages de Dahmouni et Bougara dont les réserves ont atteint respectivement 42 millions m³ et 13 millions m³ en plus des eaux des forages.

RELIZANE

Le représentant de l'UGEL suspendu

Mahi Ahmed

Le conflit latent entre l'administration du centre universitaire «Ahmed Zabana» et les représentations estudiantines ne risque pas de voir le bout du tunnel. Le feuilleton semble se poursuivre avec le durcissement de la position de la direction qui a recouru à des procédures administratives et judiciaires contre le représentant légitime de l'UGEL en l'occurrence Boudali Mohamed Amine et les étudiants des autres organisations estudiantines qui le soutiennent dans son bras de fer avec les responsables du centre universitaire.

Cette situation conflictuelle n'a pas laissé indifférente la représentation locale de la LADDH qui dénonce, dans un communiqué signé par son président, cette répression manifeste enclenchée contre B.M.A, étudiant en 2ème année master (finances et comptabilité) traduit devant le conseil de discipline qui lui a infligé une suspension d'une année avec l'annulation de ses résultats obtenus au premier semestre de

l'année universitaire en cours et certains d'autres étudiants ont été convoqués par la police pour être entendus et seraient peut-être traduits devant le tribunal administratif. Il faut rappeler que l'étudiant incriminé qui milite dans un cadre organisé pour l'intérêt des étudiants, n'a pas apprécié l'annulation au mois d'octobre de l'année écoulée d'une liste d'une centaine d'étudiants admis en master. Et depuis, la situation a pris d'autres proportions, indique un communiqué de la LADDH.

En guise de soutien, les étudiants ont observé un sit-in dans l'enceinte du centre universitaire et d'autres ont été accueillis par le chef de cabinet du wali afin qu'une issue salvatrice soit trouvée à ce conflit qui ne dit pas son nom.

Le bureau de wilaya de la LADDH se dit outré par ces pratiques répressives révolues et appelle à la voie du dialogue pour résoudre les problèmes qui envahissent l'atmosphère de l'établissement universitaire et éviter tout pourrissement dans les prochains jours.

MAGHNIA

Démantèlement d'un réseau de trafic de psychotropes

Cheikh Guetbi

La vente et la consommation de psychotropes semble atteindre une proportion alarmante au point où le phénomène touche les mineurs pour lesquels des formes appropriées de psychotropes ont été créées telle celle de bonbons ou de « chewing-gum ». Malgré la lutte continue que mènent les différents services qui a permis l'interpellation

des trafiquants et la saisie d'importantes quantités de psychotropes, le phénomène persiste et demeure menaçant plus que jamais. La dernière affaire en date a été traitée par la brigade régionale de lutte contre les stupéfiants. Selon la cellule de communication de la sûreté de la wilaya de Tlemcen, suite à une information parvenue à cette brigade et faisant état de l'existence à Maghnia d'un réseau qui active

dans le deal de psychotropes, les policiers se sont déplacés sur place et ont réussi, lundi vers 20h, la saisie de 5 000 comprimés de psychotrope de type « domino » et l'arrestation de deux membres du réseau, dénommés M.A et B.A.F âgés respectivement de 27 et 26 ans. Ceux-là ont été interpellés à bord d'un véhicule de type Symbol loué à une agence de location. L'enquête suit son cours.

SAÏDA

25 % de possibilités d'embauches perdues en 2015

Tahar Diab

Faisant fi des efforts considérables consentis par l'Etat qui, même en temps de crise, affronte le spectre du chômage, l'ANEM semble pénaliser 953 jeunes malgré l'opportunité de 3.930 offres d'emplois proposées. Sur ce chiffre, l'ANEM n'a assuré en définitive que 2.977 placements. Le secteur privé national n'est satisfait qu'à hauteur de 81%, n'obtenant que 1.626 candidatures sur ses 2.003 propositions. Le secteur économique public n'a pu combler 429 postes manquants, l'agence ne lui concédant que 792 candidatures sur 1.221 postes durables. Enfin, le rare secteur privé étranger offre quand même 706 emplois mais n'en obtient difficilement que 559 recrues, ce déficit de 21% étant justifié par la réticence des jeunes envers le travail dans le bâtiment imposant une cadence soutenue qui rebute nos jeunes dont le comportement n'aspire qu'au gardiennage ou à la conduite de véhicules ou d'engins. Parmi la prise en charge

de 15 243 jeunes, le Dispositif d'aide à l'insertion professionnelle (D.A.I.P) enregistre un quota de 8.610 dont 1.310 en Contrat d'insertion professionnelle (C.I.P), 1.190 en Contrat de formation et d'insertion (C.F.I) et 352 en Contrat d'insertion des diplômés (C.I.D). Il est à noter que le Contrat de travail aidé (C.T.A) ne jouit que de 214 postes dont 97 universitaires rémunérés à hauteur de 12.000 DA, 116 diplômés des C.F.P.A touchant 8000 DA /mois et 1 seul CFI payé à 6.000 DA.

Cependant, ces catégories dont l'Agence reverse leurs péculs à l'employeur qui rallonge le salaire individuel à hauteur du SMIG. Réservée aux plus de 35 ans, la Caisse nationale d'assurance chômage a financé 96 projets dont 11 réservés aux jeunes filles avec une diminution de 66 % par rapport à 2014.

L'Agence nationale des microcrédits totalise 1043 emprunts. Mais le dispositif le plus populaire et le plus controversé demeure sans conteste l'ANSEJ contrastée paradoxalement par une baisse affichée à 39%

durant l'exercice 2015. Selon le responsable des statistiques de la direction de l'Emploi, ce manque d'engouement se justifie par la saturation de certains créneaux porteurs comme le transport, l'absence de plans de charges assurés régulièrement, enfin et surtout la vigilance tardive des nouveaux postulants qui redoutent le diktat des fournisseurs qui ont plumé les premiers prétendants. Il serait judicieux de signaler que bon nombre de jeunes déçus trimbalant journallement leurs dossiers multiplient leurs doléances auprès de la direction régionale de l'ANEM. Beaucoup de jeunes chômeurs approchés tiennent à lancer un appel salutaire à la direction de l'Emploi, de veiller et contrôler énergiquement la gestion de son organisme principal dont les agissements néfastes soulèvent la grogne sociale colportée à travers de folles rumeurs de favoritisme, de falsification de résidanat et de bien d'autres abus dont la véracité ne peut être démontrée que par une commission d'enquête administrative largement sollicitée.

TÉBESSA

«Le discours médiatique»
à l'université

Ali Chabana

Sous l'égide de la faculté des lettres et langues, départe- ment de langue française, l'université Cheikh Larbi Tébes- si vient d'abriter les travaux d'un colloque international, à carac- tère scientifique, sous le thème «discours médiatique en franco- phonie, action langagières et in- teraction sociale». La rencontre s'est focalisée sur l'analyse du dis- cours médiatique développé dans les médias, entre théorie et pratique; le français en Algérie, langue médiatique, langage(s) des médias. L'analyse du discours médiatique utilisé par la presse, notamment les journaux, un élé- ment de réflexion des supports de l'information variée (presse écrite, radio, TV, publicité) le lan- gage plus au moins métissé des médias, intéresse les spécialistes universitaires dans une optique pluridisciplinaire. Ainsi, pour Miri Benabdallah Imene, «le discours journalistique de simulation, mais aussi de dévoilement et de

mise en relief... il devient moyen de communication au service de la conjoncture, du lectorat...». Dans sa communication, Abdelk- rim Boufarra de l'université Mo- hamed 1^{er} d'Oujda (Maroc), dé- veloppe l'idée de l'omniprésen- ce des médias dans la vie de tout le monde. En plus de leur rôle dans la détente et le divertisse- ment, ils «sont devenus des moyens redoutables de propa- gande et véhiculent des messa- ges selon les circonstances». L'ani- mation radiophonique et ses spé- cificités. Pour cela, Lazhar Djed- di de l'université de Tébessa, s'est penché sur une émission de de la radio nationale chaîne III, les degrés de confidentialité -analy- se comparative- dans le langage de communication à travers des interventions des auditeurs. L'uni- versitaire dira que sa démarche «s'inscrit dans le cadre des tra- vaux sur les langages (pour) dé- chiffrer la partition invisible qui guide le comportement de ceux qui se trouvent engagés dans un processus communicatif». L'em-

prunt lexical de la presse franco- phone algérienne, selon Djebbar- ri Oum El Hana, un lexique en perpétuel mouvement, «est des- tiné à combler des lacunes lin- guistiques et décrire les nouvel- les réalités. La presse est l'une de ces voies prometteuses, d'après elle. Sonia Hadjar, dans sa com- munication intitulée «le sens ca- ché dans le discours journalisti- que algérien», parlera de la chro- nique «tranche de vie» de notre collègue El Guellil, dans une op- tique de créativité sémantique ou le non-dit tient comme un langa- ge dans un style journalistique fait d'autodérision et ironie. En som- me, les organisateurs de ces jour- nées se sont fixés certains objec- tifs: proposer au débat le discours médiatique pluridisciplinaire vi- vant, démontrer que l'étude des médias d'expression française est utile pour comprendre les fonde- ments du statut de la langue fran- çaise dans notre société, ou en- core susciter un esprit critique chez le récepteur en lui offrant les rudiments de réflexion.

EL-TARF

Un nouveau directeur de l'Education

A.Ouelaa

Après presque quatre mois de vacance, un nouveau direc- teur de l'Education, M. Djillani Azeddine, vient d'être installé lun- di dernier par le wali d'El-Tarf dans le cadre du mouvement partiel opéré par le ministère de tutelle, en présence des cadres du secteur. Dans une brève allocu- tion, le wali a fait part des pertur- bations traversées par ce secteur, très sensible, ces derniers temps

et que désormais, tous les parte- naires, personnels de l'Educa- tion, syndicats et parents d'élè- ves, se doivent de conjuguer leurs efforts et ouvrir tous les canaux de la communication afin d'amé- liorer les performances de ce sec- teur dans les examens de fin d'année et que chacun doit œuvrer pour l'intérêt général des apprenants. Par conséquent, a joutera M. Lebka Med, les pou- voirs publics continueront à ap- porter l'aide nécessaire à ce sec-

teur. Enfin, après l'intervention du P/APW qui a axé son allocu- tion sur les aides accordées à ce secteur dans la restauration et le transport, ce fut au tour du nou- veau directeur de l'éducation, M. Djillani Azeddine qui occupait les mêmes fonctions dans la wilaya de Ghardaïa, de prendre la pa- role pour mettre en exergue les défis qui l'attendent et de rassu- rer d'être à la hauteur de la mis- sion et de la responsabilité qui lui ont été confiées.

ANNABA

Démolition de 120 constructions illicites

Une opération de démolition de 120 constructions éri- gées de manière illicite à Had- jar Eddis, dans la commune d'El Bouni (Annaba), a été lancée mardi, a-t-on constaté.

Des éléments de la Gendarme- rie nationale ont été mobilisés pour superviser et sécuriser cet- te opération visant des construc-

tions inachevées, érigées illicite- ment sur des terres relevant du domaine privé de l'Etat, a-t-on recueilli sur place.

Cinq personnes qui ont tenté de perturber le bon déroule- ment de cette opération qui se poursuit en présence du prési- dent de l'assemblée populaire communale d'El Bouni, du chef

de daïra et des responsables de l'OPGI, ont été interpellées, a- t-on observé. La démolition de ces constructions permettra la récupération de plus de 3 hec- tares qui seront destinés à l'implantation de 1.200 loge- ments publics locatifs (LPL), ont indiqué les services de la commune d'El Bouni.

BLIDA

Que faire contre les accidents de la route?

Le facteur humain serait à l'ori- gine de 98,77% des accidents de la circulation enregistrés en 2015 sur le réseau routier de Blida, a in- diqué mardi un responsable à la sû- reté de wilaya. Sur 407 accidents enregistrés à la période indiquée, l'élément humain est «en cause à 98,77% », a déclaré le lieutenant de police Mekahlia Abdelhafidh lors d'une rencontre avec les repré- sentants des médias en marge d'une conférence sur la sécurité routière. Il estime que ce chiffre «nous incite à sonner l'alarme et à nous bouger plus afin de mettre un terme à ces accidents qui fauchent quotidiennement des vies huma- nes ». Les principales causes dans ces accidents sont l'usage du télé- phone portable au volant, la con- duite en état d'ivresse, ou sous l'ef- fet d'un autre stupéfiant, la conduite sans permis, le non respect de la vitesse réglementaire et le non res- pect du code de la route, en plus

d'autres dépassements tant de la part des conducteurs que des pas- sants. Parallèlement, les services de la Sûreté de wilaya ont constaté un «recul notable» dans le nombre des accidents et des victimes de la rou- te en 2015, comparativement à 2014. Quelque 20 personnes sont décédées et 583 ont été blessées dans 505 accidents en 2014, con- tre 19 morts et 439 blessés dans 407 accidents en 2015. Selon le lieutenant Mekahlia Abdelhafidh, cette baisse s'explique par les ef- forts des services de sécurité, à tra- vers notamment l'application des plans de circulation efficients et l'ex- tension du rayon de couverture sé- curitaire dans la wilaya. La multi- plication des patrouilles sécuritai- res aux heures de pointe notam- ment, au même titre que des cam- pagnes de sensibilisation tout au long de l'année et la contribution des médias, ont participé à cette baisse, a t-il ajouté. Le même res-

pensible a mis en avant les efforts des autorités locales en matière de réhabilitation des routes dégra- dées, la pose de panneaux lu- mineux aux abords des routes principales, la pose de caméras de surveillance, ainsi que tou- tes les mesures visant à la dimi- nution des accidents de la route.

Cette conférence, à laquelle ont pris part des représentants de la presse nationale, de l'association nationale de la sécurité routière et des anciens scouts musulmans al- gériens, vise à l' «ancrage d'une culture de communication entre les différents partenaires concernés afin de fédérer les efforts pour atté- nuer l'impact de ce fléau de la rou- te qui fauche la vie des citoyens», a estimé le même responsable.

KHENCHELA

Réouverture du centre
d'examens d'El Mahmel

L'enseignement de la langue ama- zigh sera élargi à 32 wilayas dès la prochaine année scolaire (2016-2017), a indiqué mardi à Khenchela la minis- tre de l'Education nationale, Nouria Benghabrit. L'Etat algérien a accordé, en la consacrant langue officielle dans la nouvelle Constitution, un «intérêt majeur» à tamazight qui reste l'une des composantes de l'identité nationale, a souligné la ministre dans une interven- tion radiodiffusée. Mme Benghabrit a inauguré et inspecté au cours de sa tour- née dans la wilaya de Khenchela plu- sieurs établissements scolaires, au che- lieu de wilaya et dans les communes d'Ain Touila, de Baghaï et d'El Ham- ma. La ministre a salué, à chacune de ses étapes, les efforts déployés par les autorités de la wilaya pour le dévelop-

pement du secteur et s'est entretenue avec des enseignants et des repré- sentants des associations de parents d'élè- ves auxquels elle a affirmé «œuvrer à trouver des solutions aux problèmes posés par la conjugaison des efforts de tous et par la quête constante de la qua- lité de l'enseignement». La ministre avait rencontré, lundi après-midi à son arrivée à Khenchela, les cadres locaux de son département avec lesquels elle a débattu des diverses questions tou- chant au secteur. Elle a notamment décidé, au cours de cette rencontre, la réouverture du centre d'examens de la commune d'El Mahmel où plus de 1.000 élèves étaient obligés de se dé- placer dans d'autres villes pour passer les épreuves du brevet d'enseignement moyen et du baccalauréat.

BOUIRA

22 stations 4G mises en service

Farid Haddouche

Algérie Télécom a réalisé 920 km de fibre optique depuis le début de l'installation de cette technologie dans la wilaya de Bouira. Cette entreprise prévoit également de réaliser 56 autres kilomètres de fibre optique dans le but de satisfaire la forte demande et offrir une meilleure qualité de service, selon son directeur M. Bouachri. De la sorte, le réseau de fibre optique sera étendu dans les 45 communes de Bouira. A la faveur de ces accomplissements, les

villages, même éloignés du chef-lieu, auront accès à internet. Sans compter le placement de 22 stations 4G long ter- me évolution (LTE) dans certaines lo- calités, c'est-à-dire les villages relevant des communes de Taghzout, Bouira, Kadiria, El Esnam, Chorfa, et El-Adjib. De cette façon, toutes les communes sont raccordées à la fibre optique. Il subsiste seulement les villages reculés dont les habitants doivent prendre leur mal en patience afin de se voir raccor- dés à leur tour au réseau de la fibre op- tique et à la 4G LTE.

BOUMERDÈS

Des habitants protestent contre
le manque d'eau

Environ 400 habitants de Chaàbat El Ameur, au sud-est de Boumer- dës, ont tenu mardi un sit-in de deux heures devant le siège de la wilaya pour protester contre le manque d'eau potable. Les protestataires ont récla- mé une rencontre avec les responsa- bles pour discuter du problème de rac- cordement de plusieurs habitations du village Azouza et du Aarch Oued Maklaà, englobant 10 villages (commu- ne de Chaabat El Ameur) au réseau d'eau potable, selon les déclarations à l'APS de nombre d'entre eux. Les pro- testataires réclament également de «vé- ritables garanties» de la part de l'admi- nistration quant au raccordement du réservoir d'eau du centre-ville de Chaab- bat El Ameur à un réservoir de 1000 m³ sis sur les hauteurs du village Ouled El Hadj qui surplombe tous les villages

accusant un déficit en eau potable. Le directeur de l'hydraulique de la wilaya, Zerdani Belkacem, a assuré à l'APS que le wali de Boumerdès, Yamina Nouria Zerhouni, a accueilli une délégation des protestataires auxquels elle a affirmé que les « services de la wilaya ont pro- cédé à l'installation, samedi dernier, d'une entreprise de réalisation qui a lan- cé les travaux d'un réseau de condui- tes d'eau sur une distance de 5 km, partant du réservoir du siège de la com- mune vers le réservoir de Ouled El Hadj, aux fins d'alimenter les villages manquant d'eau». Le projet a été doté d'une enveloppe de près de 40 millions de DA à qui s'ajoutera une enveloppe complémentaire qui sera destinée ulté- rieurement à l'acquisition des différents équipements nécessités par l'opération, a ajouté la même responsable.

GUELMA

La maison du président
Boumediene deviendra musée

La demeure familiale du défunt pré- sident Houari Boumediene (1932- 1978) fera l'objet «dans les prochains jours» d'une opération de réhabilitation en vue de sa transformation en musée, a indiqué mardi à l'APS le directeur de wilaya des moudjahidine, Lazhar Med- kour. Toutes les procédures administra- tives relatives à ce projet ont été «finali- sées», a ajouté ce responsable, préci- sant qu'une enveloppe financière esti- mée à seize (16) millions de dinars a été mobilisée pour cette réhabilitation dont la réception est prévue «au cours de cette année». Le même responsable a tenu à souligner que les autorités de la wilaya de Guelma accordent «la plus grande importance» à ce projet, à son

lancement à et sa réception dans les dé- lais. La demeure familiale du moudja- hid et homme politique disparu, Houari Boumediene, de son vrai nom Moha- med Boukharouba, se trouve au douar Beni Addi, dans la région d'El Aàrara qui relève administrativement de la commune Houari-Boumediene, an- ciennement Ain Hassainia, située à 12 km à l'ouest de Guelma. Le regretté chef d'Etat (1965-1978), fils de Braham Boukharouba et de Tounes Bouhzilla, y a vu le jour le 23 août 1932. La de- meure des Boukharouba, une fois trans- formée en musée, abritera, selon la même source, de nombreux objets per- sonnels de Boumediene, ainsi que des photos de son parcours de moudjahid et d'homme d'Etat. Une partie des cérémo- nies commémoratives du 37^{ème} anniver- saire de la disparition de Houari Boume- diene, le 27 décembre 2016, y sera orga- nisée, a-t-on noté.

Horaires des prières pour Alger et ses environs

02 jomada el oula 1437

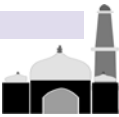
El Fedjr
06h14

Dohr
13h03

Assar
16h00

Maghreb
18h27

Icha
19h46



APARTEMENTS

■ Vendre Duplex 80 m². Acté. Coop. El Moudjahidine (Canastel - ORAN). 3 chambres, hall, séjour, cuisine, balcon, SDB, garage collectif avec 3 locataires – Tél : 0771.51.20.89

■ Loue F3 - 90 m². Refait à neuf. Meublé. USTO HLM dernière Tribunal Cité Djamel - Endr. Calme. Bon voisinage. Composé de : 2 Chbres - Salon - Cuisine américaine équipée - Libre à partir 1^{er} Février 2016 - P. 5 U/mois Nég. – 041.46.64.71 - 0559.12.86.46

■ Vends très joli F2 - 4ème étage. Avenue Chahib Arselane N° 11 - ORAN - Tél : 0664.25.01.53

■ A vendre F4, Acté. Résidence « Fellaoucène » Bâtiments Sonatrach, entre Station d'essence « El Bahia » et Cité Djamel à ORAN. Superficie 125 m² - Entrée sécurisée, parking... Tél : 0778.13.92.20

■ Vends F3 de 80 m² - 9ème étage à Haï Sabah en face la mosquée Nour El Houda - Toutes commodités - Parking couvert - Acte Safia - Libre de suite - Prix 790 négociable - Tél : 0550.55.51.70

■ Part loue à TLEMEN (Hartoun) Pépinière rue parallèle Hôtel Zianides. 3 Pces. RDC + Vend à ORAN 4 Pces Cité Gde Terre Prolongement mairie Castors Tour N° 2. 3ème + L/F. Téléph. Excl. Vois. Ensoleillé - L. de suite – Tél : 041.29.62.68

■ Location Appart F4. C. SDB - RDC - Cité 500 Logts GDYEL - Convientrait pour Habitation ou Bureau - Toutes commodités – Contacter : 0557.87.64.93

■ A louer Gd Studio pour femme ou étudiante au C.V. d'Oran 2ème étage. Cuisine + SDB incorporée - Pour une femme 20.000 DA/mois - Pour 02 femmes 25.000 DA/mois - 12 mois d'avance - Curieux s'abstenir - Tél : 0793.71.32.99

■ Vendre Appartement F3 - 85 m² - 3 Pièces - Cuisine + Séchoir - 1^{er} étage à Bir El Djir - Millenium - Acté – Tél : 0771.66.46.43 - 0780.14.75.65

■ A vendre des beaux Appartements F2 - F3 - F4 à ORAN (Nouvelle Cité) Yasmine 2 - 3 Akid Lotfi - Bir Djir - Les prix : 740 - 850 - 990 - 1500 – Tél : 0795.35.32.60

■ A louer pour étranger, personnel de Sté ou grande famille : des Appartements ou Villa meublés et équipés - Toutes commodités à ORAN - Les prix : 6 - 8 - 15 - 25 – Tél : 0795.35.32.60

■ Vends des Apparts standing - Nvle Constr. Sup. 160 m² aux 3ème, 4ème et 5ème étages - Actés - Non finis (Manque finition) dans un immeuble de 5 étages avec porte fermés - Appart chaque palier-situés à Choupot - ORAN – Tél : 0771.48.59.43

■ SIDI BEL ABBES - Vends F5. 4ème étage. Bien situé à Gambetta - Toutes commodités - Bon voisinage & calme - Acté + Livret foncier – Tél : 0658.36.85.44

■ ORAN - Vends F4 - 1^{er} étage au Rond-point de la wilaya ou Echange avec F2 à ORAN ou F4 à TLEMEN – Tél : 0778.92.03.22

■ Location d'un Appartement (F4 double façade) à Front de Mer « centre-ville » d'ORAN – Tél : 0554.63.62.69

■ Vends ou Loue Studio à Fernand-Ville - Possibilité de Promesse de Vente - Tél : 0560.59.41.94

■ Logement à louer en finition. Sol - Sous-sol - Premier étage : Uniquement pour Bureau - Rond-point de la wilaya - 13 Rue Tigriz - Bel Air - ORAN – Tél : 0775.94.85.49

■ A vendre Appartement F4 grand standing à Maraval (ORAN) bien situé - Prix après visite - Tél : 0561.20.45.47 - 0660.57.59.43 - Le prix négociable

■ A louer Appart F3 au 2ème étage situé à Coca Route de Tlemcen – Tél : 0698.60.02.19

■ Partic. loue à l'année F4 de 200 m² à ORAN près hôpital de pédiatrie, en face résidence Benabed - Meublé et équipé en totalité - 2ème étage dans une petite résidence privée sur Boulevard - 7,5 U/mois – Tél : 0552.27.66.22

■ A vendre à ORAN un Appart F3 à Haï Chouhada au 1^{er} étage - Acté – Tél : 0661.20.86.42

■ Vends F4 Cité Yaghmoracen face Shahrazed. 4ème étage. 77 m² - Acté - Prévoir Travaux - Prix 1 Milliard – Tél : 0794.52.28.23

■ AGIMES - IMMO - 0557.29.15.30 - Loue F3 C. SDB - 2ème étage - Ensoleillé - Cité CIA Hippodrome El Makrani - 2,5 U/mois

■ A vendre joli Appart F4 - 1^{er} étage Haï Ibn Sina - Victor Hugo. ORAN - Tél : 0770.17.91.27

■ Vends F3 étage 2ème aménagé à 100% - Acté - Plus grande individuel (Gardiennage Jour et Nuit) - Haï El Yasmine 2 - en face Promoteur Hasnaoui – Tél : 0772.22.86.92

■ 3 Pièces à louer dont 1 Pièce avec placard et un Salon. SDB et Toilettées - des balcons - Cité Lobet en face le Complexe Castors - Prix après visite – Tél : 0791.55.82.92

■ A ORAN / Vds F5. 1^{er} étg. 3 Faç. Ville Nouvelle cité clinique dentaire. Convient pour Bureau + F2 aménagé F3 luxe Cité Lescure 3ème étg. Prix raisonnable – 0774.54.93.15 - 0554.96.24.41

■ Vends très joli F2 - 4ème étage. Avenue Chahib Arselane N° 11 - ORAN - Tél : 0664.25.01.53

■ Vends ou Location d'un Appartement F4 - Acté - Avec grand hall situé en 1^{er} étage à Sidi El Houari - Convient pour Profession libérale ou Société – Tél : 0661.93.70.68 ou bien 0560.02.80.96

■ Vends Appartement F4 - 117 m². 3ème étage - Possibilité de Promesse de Vente - Adresse : 132, Rue Mouloud Feraoun - ORAN (Centre-ville) - Tél : 0551.92.93.33

■ Très joli F4 à louer Cité des 80 Logts Hassi Bouarif - Dalle de sol - Faïence - Barreaudage - Bloc fermé H/24 - Prix 25.000 DA - Avance 1 Année – Tél : 0554.90.69.08

■ A vendre Appartement F4 - 3ème étage où tout a été refait en style moderne - Cité Yasmine – Tél : 0771.88.15.39

■ A.V. : F3 + Cuisine + SDB - Acté - Libre. 1^{er} étage CIA Victor Hugo - ORAN - Tél : 0672.54.22.39

■ A louer F2 - 6ème étage - Prix 25.000,00 DA - Avenue Jules Ferry - ORAN - à côté Pompiers Albert 1^{er} – Tél : 0552.64.13.80

■ A vendre Appart F3 - 1^{er} étage Bt. 500 Logts - GDYEL – Tél : 0541.29.83.73

■ A.V. Appartement F2 Place Gambetta - Acté - 1^{er} étage - 47 m² - Tél : 0663.61.06.34 - Intermédiaire s'abstenir

■ A vendre Appart F2 - Acté - au 2ème étage à Haï Yasmine à côté « Café Rayhane » - Num. : 0661.30.51.04 - 0557.97.06.45

■ AG. AMAR - Tél : 0540.33.00.33 - 041.70.67.24 - Loue : F2, 1^{er} Yasmine + F3, 4ème Yasmine + F4, 2ème Villa USTO - Vend : F3, 1^{er} Chouhada + F3, 3ème Yasmine + 2 F3 RDC USTO

■ ORAN - Vends Appart F4 - 2ème étage. 80 m². Acté. Immeuble de 2 étages à St-Eugène : Rue Heredia - Tél : 0560.97.66.15 - 0560.97.66.16

■ A vendre ou Echange F2 à Hay Yasmine côté Hasnaoui - 60 m². 3ème étage. Libre de suite - Echange contre F4 ou F5 à Maraval plus complément - Etudier toute proposition - Tél : 0672.46.58.18

■ Recherche en Location Appartement F4 ou F5 à la Résidence Plaza - ORAN - non meublé - pour une durée de 3 ans - Envoyez SVP votre offre à : terrainoran@gmail.com

■ Vente Appartement F3, 75 m² + local 35 m² communiquant le tous refait à neuf à Akid Lotfi Oran en face la nouvelle poste / rez-de-chaussée sur élevé, convient très bien pour profession libérale - Tél : 0770.74.38.51

■ Vds Appart de luxe F3. 1^{er} étage. 100 m² Bd Mohamed 5. Michelet. Cuisine équipée. Fenêtre Mischler. Faïence. Dalle de sol 1^{er} choix importée. SDB avec Cabinet. Douche - Gaz. Eau. Elect. Tél. Internet. Climat. Chauff. central - Tél : 0774.20.86.74

■ A vendre F4 - 2ème étage. Trois façades à côté Chouhada cité fermée - Refait à neuf - Acte définitif - AG. BAGHDAD. Tél : 0555.40.37.76

■ Cherche Location F4 ou Niveau de Villa pour habitation à : Hassi Ben Okba - Bounif - Fleurus - Oran - Tél : 0550.12.54.69 - 0555.72.12.76

■ Vends F4 - 84 m². 2ème étage - Acté - Cité des enseignants - Cuisine équipée - Vue sur mer - Libre de suite - Haï Khemisti - ORAN - Tél : 0549.75.19.64

■ A vendre Appartement F3 - RDC - Cité Frères Benaïda (Cité Lamur) à côté Bahia - ORAN - Tél : 0772.06.05.44 - 0792.51.25.70

■ A vendre Appartement à Haï Zitouna (Dar El Beïda) F3 avec 2 grands balcons - 4ème étage - en face lycée Zitouna, près du notaire - Tél : 0772.13.06.99 - 0794.09.38.85

■ RZEWE ZABANA : Loue ou Vends F3 - 4ème étage - 77,5 m² - 02 façades - Acté - Tél : 0551.85.85.09 / 0790.69.47.96

■ A vendre Appart F2. 3ème étage. Acté. Situé à Cité Lescure. ORAN - Contacter : 0552.58.34.41 - Visite à partir de 16 h

■ Vends joli Appartement F4 neuf - Acté - 2 façades. 5ème étage - Climatiseur - Chauffage - Mischler - Ensoleillé - Situé à Dar El Hayet - Prix après visite - Tél : 0792.42.29.87 - 0664.11.74.00

■ Vends Appart F5 - Acté - 135 m² - 4ème étage. Double porte - Réservoir - 2 Climatiseurs - à Ain El Bia - BETHIOUA - Prix 950 Millions négociable – Tél : 0555.55.61.26

■ Vends Appart de luxe de 103 m² dans une résidence sécurisée H24. Quartier calme. Bon voisinage. 2 Chbres et grand Salon ouvert sur Cuisine équipée de marque AVIVA toutes climatisées avec Balcon vue sur mer et à 5 min de la plage. S. de bain avec Jacuzzi - Au 4ème étage avec Ascenseur à Claire-Fontaine - Ain El Turk - N° 0550.43.82.86

■ A vendre F3 - 2ème étage - Acté - Sup. 67 m² - Refait à neuf - à Akid Lotfi - ORAN - Tél : 0542.73.93.39

■ Vends Appart - Acté - F5 - 2ème étage - 3 façades sur Larbi Ben M'hidi - ORAN - Excellent voisinage - Convient pour Prof. Libérale – Tél : 0541.45.53.38

■ Vends Appartement F4 - 4ème étage. 84 m² à Haï Yasmine Promotion Gasmi. Cité gardée jour et nuit. Interphone. Eau H/24. ADSL - Calme. Bon voisinage. Ensoleillé - Contacter : 0770.17.85.62

■ A vendre beau F3 à Haï Akid Lotfi - 5ème étage - Toutes commodités – Tél : 0772.27.01.88

■ Vends Appart - Acté - à Yaghmoracen. F3 + petite Chambre - Au premier étage - Double façade - Pour visite appeler au N° Tél : 0663.80.94.28

■ A vendre très bel Appartement F3 - Acté - 3ème étage. Ascenseur - Très bon voisinage. Sis à l'Avenue d'Oujda (Bâtiment ex-Bata) Eckmühl - ORAN - Contactez-moi au 0772.26.14.54

■ Vends F5 - Acté - 110 m² - 5ème et dernier étage - Toutes commodités - Bon voisinage - Cité ZABANA - ARZEWE – Tél : 0550.28.85.18

■ Loue des Apparts dans un immeuble, meublés et équipés et toutes commodités - Garage - Eau H/24 - dans un quartier résidentiel, calme, à Trouville - Ain El Turk - ORAN - Tél : 0783.11.00.82

■ Vends : F3. 1^{er} étage à Maraval - F3. 4ème étage à Pépinière. Acté. ADL - Vends : Villa à Maraval nouvelle construction 250 m² à bon prix - Carcasse R+2 à Maraval 260 m² - Tél : 0556.871.420

■ Vends F3 à Yaghmoracen près du Périphérique - 90 m² - 1^{er} étage - Acté - Bien fini - Libre - P.O. 12 M - Tél : 0559.745.739

■ Part. Vend Appart F4 - Acté - à Alicante - ESPAGNE - Rénové à 100% - 2 façades. 3ème étage. Très bien situé à côté du grand parc d'Alicante et à côté de la nouvelle Mosquée. Toutes commodités à proximité - Tél : 0561.72.37.75

■ Vends ou Echange un F6 de 220 m² à Fernandville près de la Direction des Forêts - 2ème étage - contre une Maison individuelle (Villa) - Tél : 0558.79.43.27 - Meublé et équipé - Etude toute proposition.

■ Vends F4 AADL - Refait - Meublé - Cuisine équipée - 16ème étage avec Ascenseur - Vue imprenable - Tél : 0553.10.59.61

VILLAS

■ Vends Carcasse à Maraval R+4, très bien située, mitoyenne à Ecole Yaghmoracen, pas loin de Stade La Radiuse - Peut contenir 6 F3 et un F4 standing – Tél : 0550.55.51.70

■ A vendre des belles Villas avec ou sans Piscine à : Fernand-Ville - Canastel - Saint-Hubert - Sainte Clotilde (Marsa) - Belgaid - Bir El Djir - La Lofa - Toutes commodités - Tél : 0555.11.71.13 - 0772.25.08.10

■ Vds des Villas : 204 m². R+1. Commerciale à Belgaid + Carcasse 150 m² à Fernand-Ville + 180 m² R+1 Millenium + 170 m² R+1 à Canastel + Carcasse 176 m² R+1 à Belgaid... Tél : 0555.11.71.13 - 0772.25.08.10

■ A vendre une Carcasse bien située à Coop. Saïdi - Sup. 219 m² - R+2 - Maraval - Tél : 0658.14.92.96

■ Vends Haouch RDC + 1 : 3 PC. SDB. Cour (une voiture) - 1^{er} : Terrasse + Gd Salon avec balcon. Surf. : 95 m² - Acté + L. Foncier - Sidi Chami à 15 min d'ORAN-Ville - 930 U – Tél : 0551.69.19.36

■ Vends Villa Carcasse 220 m² entièrement Actée. Dble Façade. Route goudronnée. Travaux finis à 60% selon le rapport d'expertise : à FLEURUS HASSIANE ETTOUAL (RHA) - Prix Dem. : 17 Millions de Dinars Nég. - Tél. Propriétaire : 0668.63.09.52 - Superviseur : 0790.54.55.65

■ A vendre Villa 400 m² - R+1 - à Bir El Djir à 100 m de la Gendarmerie et APC Bir El Djir - Courtier - Intermédiaire et Agence s'abstenir - Prix après visite - Tél : 0554.24.17.17

■ A.V. Villa 350 m² - Actée + L. Foncier : 6 Pièces + 3 SDB + Gd Jardin + Gd Garage - à Bouisseville - Ain El Turk - W. ORAN - Quartier calme – Tél : 0555.61.53.11

■ A vendre ancienne Bâtisse au Centre-ville de TIARET : 391 m² + 20 m de façade + 03 Appartements + 04 Locaux commerciaux - Intermédiaires s'abstenir – Tél : 0665.20.45.55

■ Vends belle Maison de Maître à Haï Chahid Mahmoud (Boudjemâa) - Superficie environ 100 m² - Avec toutes commodités - Désistement – Tél : 0550.86.67.36

■ A vendre Villa - Double façade - Gambetta les Falaises. ORAN : 39, Rue Kaddour Brahim - RDC + 1 Terrain 316 m² - 5 Pcs - 2 SDB - Garage - Bureau indépendant - Toutes commodités - Photo sur Oued Kniss – Tél : 0555.90.38.41

■ Ag. 0668.95.22.02 - Vend : Villas 205 m² + 215 m² (R+1) + 1 F3 + 1 F4 + Terrains : 205 m² + 600 m² + 448 m² à Ain El Turk (ORAN) + Villa 180 m² R+2 + Canastel + Terrain 8000 m² à Ain Kerma (Urbanisable)

■ Vds Villa 336 m² de Hassi Bounif - Actée - Dernière APC - R+1 Garage 200 m² + Jardin + 4 Chambres + Salon - SDB + 2 WC + 2 Terrasses - Prix après visite SVP - Tél : 0771.86.02.90

■ Maison à vendre à Rue Hamadène Ali - ex-Rue Er-Rouaz à El Hamri, ORAN - Comprend : 6 Pièces + Cuisine + WC - Une Cour et Une Grande Terrasse de 100 m² - Tél : 0791.98.11.49

■ A vendre une Maison de Maître de 344 m² située à Cité Petit – ORAN, de 3 Appartements + une Cave de 200 m² + 1 Garage pour 05 Voitures – Tél : 0557.86.06.87 - 0550.52.11.57

■ A louer Immeuble R+3 (par étage ou tout) à Bel Air. ORAN. RDC : Entrepôt 500 m² - 1^{er} : Open Space 400 m² + terrasse 100 m² - 2ème et 3ème : F6 400 m² - 4ème : Terrasse 400 m² - 150.000,00 DA par étage – Tél : 0553.04.69.59 - E-mail : immeublebelair17@yahoo.com

■ AGIMES IMMO - Tél : 0557.29.15.30 - Vend belle Villa R+1 - 200 m² + S/Sol - 6 Pcs - Terrasse - Jardin - 02 SDB - Vide - Cité La Poste - Route Douar Belgaid - Prix raisonnable 45 MDA Nég.

■ Vends Villa R+1 - 500 m² - 15 m de façade : Rue Général Ferraud N° 102 - Avec toutes commodités - Bâche d'eau - Chauffage central – Tél : 0661.10.05.70

■ SIDI BEL ABBES : Vends Maison de Maître - Sup. 171 m² - R+1 - Bien située (Cité Sema) : 7 Pièces + 2 Cuisines + Cour + Puits - Actée & Livret foncier – Tél : 0554.58.87.71

■ A vendre à ORAN quartier résidentiel : Villa R+1 + Boulangerie - Double façade - Superficie 360 m² - Actée + Livret foncier - Prix après visite - Tél : 0661.20.86.29 - Curieux s'abstenir

■ Immeuble en vente R. de. Ch. + 3 étages : 12 Apparts - 2 Façades - 237 m² - sis à ORAN - Miramar : Rue Monge N° 6 et Rue Carula - Bon prix - Tél : 0773.25.65.73

■ Vends Villa nouvelle construction jamais habitée 240 m² Haï Bouamama (El Hassi). Très bien située route Oran - Misserghine - Finie 99% - Tél : 0661.20.29.53 - 0561.73.73.21

■ A vendre une grande Maison de Maître d'une superficie de 600 m², double façade, en plein centre-ville d'Oran - Idéale pour une Promotion immobilière – Tél : 0776.87.08.67

■ Vds belle Maison à Cité Petit – Sup. 311 m² - RDC : Garage + Dépôt + Ch. - 1^{er} : 4 Ch. + 2 Sal. climatisés + Cuis. moderne + 2 SDB avec Chauffage-bain - Tél : 041.74.63.27 - 0794.78.23.23

■ Part. vend Carcasse - Actée - de 176 m² - Sous-sol + R+1 - 02 façades, à TAMZOUGHA (SAINT-MAUR) 30 minutes d'ORAN - Vous pouvez avoir un jardin en plus de 120 m² sur la 2ème façade car c'est un Terrain nu – Tél : 0557.19.40.79

■ Vendons Villa 372 m². Très bien située angle Soufi Zoubida / Valentin Haüy à proximité de la mosquée Kobaa - Maraval – Tél : 0661.20.29.53 - 0561.73.73.21

■ Vends Villa 220 m² R+1 St Hubert + Loue 2 Villas R+1 St Hubert + Vends ou Loue Villa 400 m² R+1 Top Luxe avec piscine en face Hôpital Canastel + Loue Villa R+2 Cité Djamel – Tél : 0560.18.38.27

■ Vente Maison 305 m². Quartier calme. Bon voisinage - Plein centre-ville Beau Séjour - TLEMEN - Tél : 0554.800.505 / 0771.238.014

■ Vds / Ech. Villa à Oued Tlélat. ORAN. 196 m². R+2. RDC : 2 G. 4 Voit. 4 m H - 2 P. Hall. SDB. WC. Cuis. Cour - 1^{er} étg. : 3 P. Gd Salon. Gd Hall. Cuis. 2 SDB. Débarras. 2 WC. Pte Terrasse - 2ème étg. : 5 P. SDB. WC. Terrasse. Buanerie. Débarras - Tél : 0668.69.14.09 - Prix : 3 MDS

■ Cherche Location d'une Habitation à Misserghine - Tél : 0556.83.74.30

■ Vds Villa à STIDIA à 10 Km de MOSTAGANEM. Sup. 119,6 m² - Actée – RDC : Garage. Salon. Cuisine. SDB. WC. 2 Cours - 1^{er} : 3 Chambres. SDB. WC. Balcon - 2ème : 2 Chambres. SDB. WC. Balcon. Terrasse - Finie à 80% - 0560.95.84.11 - 0560.31.92.59 - P.D. 1,6 M

■ A louer grande Villa à Trouville (les Pins) Ain El Turk - ORAN : 6 Chambres - 3 Salons - 3 SDB - 2 Cuisines - Garage 4 voitures - Piscine - Vue panoramique sur mer - Tél : 0770.99.68.44 - 0554.19.69.41

■ A vendre à ORAN : Villa 315 m² - R+1 - Cité Emir AEK. St-Hubert - Actée + Livret foncier - Toutes commodités – Tél : 0799.54.56.71 - Curieux s'abstenir

■ Vds Gde Villa à Ain El Turk (Trouville) S. Totale 464 m². Bâtie 221 m² - Entresol : Salon. 1 Ch. Hammam - R.-de-Ch : Gde Cuisine. Salon. Hall. 2 Ch. 2 Terrasses - 1^{er} étage : Gd Salon. 2 Pces. SDB. Gde Véranda. Vue sur mer. Chauff. Central. Clim - Acte + L.F. - Prix intéressant – Tél : 0796.59.80.32

■ A vendre M.M. Emir AEK (Ex-St-Remy) près Mosquée - Actée - 280 m². R+2 (14 m x 20 m) Bâti 200 m². 80 m² Jardin + Cour + Local - Garage vide 150 m² - 7 PC - SB - Salon - Accepte Echange F5 ou M.M. R+1 plus petit + complément - PO : 35 M - PD : 40 M - Tél : 0797.55.69.80 - Mohamed

■ A vendre M.M. Sup. 90 m². 2 façades. R+2 à Courbet. Composée de 5 Pces + 2 Cuisines + 1 SDB + 1 Garage + 1 Local – Tél : 0542.50.83.58 - 0552.95.85.20

■ A vendre une Carcasse à Belgaid à El Hachima - 164 m² - 2 façades - avec Permis de construire et Acte – Tél : 0772.27.01.88

■ Vends Maison individuelle (Chalet américain) F5 + cuisine + 02 salles de bain + cour + garage sur 320 m² - Libre de suite - Acte - Bon voisinage - Possibilité d'extension - Camp 5 Bethioua - ORAN – Tél : 0550.28.71.02

■ Loue à ORAN : RDC + 3 à Haï Khemisti + Garage pour 02 Voitures + 02 Cuisines équipées et autres équipements pour Sociétés ou Autres - Libre de suite - Envoi SMS au 0790.57.67.23 pour RDV

■ A vendre villa 220 m²/ 350 m². Ensoleillée, en face espace vert situé à Es-Senia Cité 200 Logts. Composée de : 2 Gds Salons. Très Gde Cuisine. 3 Chambres. Très Gd Jardin - Prix à débattre après visite – Tél : 0661.20.51.17

■ Vends M.M. 100 m² à Es-Senia Kara 1 composée de R+2 + garage 2 V + 8 chambres + 2 WC + 2 SB + 2 cuisines + petite cour + terrasse - Prix après visite – Tél : 0675

VEHICULES

■ Vends : Laguna Corte 1,9 dci. Année 2003 - 170.000 Km. Gris Souris – Expression - Renault Espace. Année 1999 - 2,2 DT - Blanche - Tél : 0661.20.29.53 - 0561.73.72.21

■ Ambulance à vendre Jin Bel - moteur Citroën 2,2 Essence - 2010 - Prix offert : 140 Millions - Roulé 52.000 Km sur Cale - Tél : 0770.524.884

■ Vente Bulldozer D155 COMATSU - Contacter : 0770.52.64.51

■ A vendre Véhicule de marque KIA PICANTO - Année 2012. Première main de couleur bleue ainsi que Véhicule ATOS EON couleur blanche - Année 2013 – Tél : 0554.70.04.03

DÉCÈS

Les familles
MAAMAR -
FSIAN - SALAH
- AHMED
FOUATHI -
HADJ-DIDA et
BOUHARA vous font part du
décès de leur cher et regretté
père et grand-père
Mohamed MAAMAR
rappelé à Dieu le 09-02-2016 -
Domicile mortuaire : Les
Palmiers - Maraval - ORAN -
Puisse ALLAH, Le Miséricor-
dieux, accueillir le défunt en Son
Vaste Paradis.



إنا لله و إنا إليه راجعون

DÉCÈS

Les familles
BENNAFLA,
BAÏK, TASSA,
HADJ ABED,
ZERHOUNI,
LAGRAA,
BELAROUI et KHERRAZA ont
l'immense douleur d'annoncer le
décès de
Veuve BENNAFLA née
DJALEM Kheira
âgée de 91 ans, survenu le 04
Février 2016 - L'enterrement a
eu lieu le 05 Février 2016.
A Dieu nous appartenons et à
Lui nous retournons.



DÉCÈS

Les familles
KACEM - SETTI
- MEFTAH -
AMERI -
BOUSAHBA -
GRINE ont
l'immense douleur d'annoncer le
décès de leur mère et grand-
mère
KACEM KHEÏRA épouse SETTI
Mohamed,
survenu le 07 Février 2016 à
l'âge de 80 ans.
La famille demande à tous ceux
qui l'ont connu d'avoir une
pensée à sa mémoire.



DÉCÈS

Les familles **MESSIFI -**
MEZIANE - GHOUALI -
SENOUCI - HAYANE -
GHOMARI et FEKIH ont
l'immense douleur d'annoncer
le décès de
Mme MESSIFI,
Née MEZIANE ZAHIA,
décédée hier - L'enterrement
aura lieu aujourd'hui 11 Février à
13 H.
Domicile mortuaire : Villa CNEP
- SENIA.

■ Vends Matériels de construction bâtiment en bon état - Camion FARGO (34 tonnes) - Monte-charge (Turc) - Contactez au 0770.34.76.85 etc. - Peu servi - Tél : 0559.05.76.10

■ Importateur Grossiste dispose en Stock : Papier peint - Moquette - Gerflex - Gazon synthétique - Tapis mosquée - Tapis couloir – Tél : 0560.01.51.79 - 0550.22.76.48 - BLIDA - ORAN - ALGER - SETIF

■ Importateur Grossiste dispose en Stock : Photo murale - Parquet stratifié - Parquet en PVC - Papiers adhésifs - Bordure décorative - Tapis rouge – Tél : 0560.01.51.79 - 0550.22.76.48 - BLIDA - ORAN - ALGER - SETIF

■ A vendre Atelier de Tour complet : Tour - Fraisuse - Presse hydraulique - Perceuse - Scie et Outillage – Tél : 0661.20.11.23

■ L'Ecole d'Hôtellerie PROMHOTEL forme des : Cuisinier - Pâtissier - Chef de rang - Pizzaiolo - Bricheur - Gâteaux orientaux - Réception - Cité Bon Accueil - Carteaux - ORAN - Tél/Fax : 041.42.34.46 - Mob : 0696.19.56.53

■ UniBeauté Centre de Formation vous accompagne dans la mise à jour de vos connaissances professionnelles : Soins du visage - Epilation - Manucure & Pédicure - Maquillage - Massage – Tél : 041.53.32.23 - Adresse : 04, Rue Ezzaoui Mustapha - Gambetta - ORAN

■ STOP - Star Toner Algérie. Grossiste en Consommable informatique. Distributeur ORINK. Meilleur rapport Qualité / Prix - CANON HP EPSON XERTOS RICOH SAMSUNG LEXMARK - Info : 0560.92.67.71 / 0560.05.54.30

■ SAC PLUS propose pour « ANSEJ – CNAC » Machine « Mouchoirs - Serviettes - Gobelets » - « Conditionneuse » - 036.65.33.34/35/36 / 0555.62.34.91/92

■ SAC PLUS propose pour « ANSEJ – CNAC » Machines Transformation « Plastique - Papier - Carton » - 036.65.33.37/38 / 0555.62.34.93/94/95

PENSÉE

10-02-2014
10-02-2016
Il y a deux
années que
notre fils
DZIRI Djamel
est décédé, pour lequel nous
demandons à tous ceux qui l'ont
connu, fréquenté et /ou apprécié
d'avoir une pieuse pensée.
A Dieu nous appartenons et à
Lui nous retournons.



PENSÉE

A la mémoire de mon
cher et regretté
El Moudjahid El Hadj
TALEB Abdel Hamid
Voilà trois années déjà
que tu m'as quittée le
12-02-2013 sans me
dire Adieu, toi mon
adorable père. Tu es
parti trop vite. ALLAH en a décidé ainsi : telle une
rose, tu as vécu ce que vivent les roses l'espace
d'un matin. Ton absence me pèse et me pèsera
pour toujours, laissant un grand vide dans mon
cœur meurtri et tout espoir de te revoir est vain
ne me restant plus les yeux pour pleurer et la foi
pour prier. Je sais qu'il y a un temps pour mourir
et que la vie n'est qu'une halte dans un voyage et
que le temps est un panserment des plaies, hélas
non. Ces souvenirs maintiendront ta présence
sans atténuer ma peine car la douleur de la
séparation est toujours aussi atroce. Repose en
paix " Ya Papicho ".
A Dieu nous appartenons, à Lui nous retournons.
Ta fille **Quatla**



PENSÉE

A ma tante
RAHMA
11 Février 2006 - 11 Février
2016.
Dix années se sont écoulées.
Certes le temps apaise les
cœurs sans pour autant apporter
t'oubli !!
Tu demeureras toujours parmi
nous, la très chère, l'unique,
l'irremplaçable tata RAHMA.
ALLAH YARAHMEK Laâziza !
Ta nièce **MOKRANI Amina**

■ A vendre Matériel pour Pizzeria : Four - Fritgo - Comptoir - Table de travail - Pétrin - Plaque chauffante - Friteuse - Table - Chaises... etc. - Peu servi - Tél : 0559.05.76.10

■ Pour fabrication Charpente métallique (Couverture + Chêneau + Bardage...) – Contactez-nous : 0776.95.71.51 - 0541.27.81.43

■ Loue Licence de Café Wilaya d'ORAN - Contactez : 0540.61.24.68

■ Salon d'esthétique Mme TABET Diplômée de France vous propose : Soins exclusifs sans douleur sans risque - Epilation Déf. - Lifting sans chirurgie. Résultat immédiat – Tél : 055.81.46.711 - ORAN - (Maraval)

■ Sté Assistante Administrative : Comptabilité. Bilan. Impôt. CNAS... etc. - Création : Factures Achat / Vente. Charges... etc. - RSV Hôtel confirmé - Courrier Nantes : Transcriptions. Nationalité française - Tél : 0560.00.44.00

■ L'Institut Agréé IBN KHALDOUN lance des Formations en : « Agent de sécurité - « G.R.H. » - « Création et Gestion d'entreprise » - en FR/AR - Durée F : 5 Semaines - Formateurs des Experts - N° 91, Rue Larbi Ben M'hidi - Tél : 0550.02.21.36 /15 - 041.41.43.36

■ A vendre Broyeur italien de marque PREVIRO - Puissance 120 CV (Pour Plastique et Bloc PET - PVC - PEHD... etc.) - Tél : 0555.69.66.69

■ Promoteur Immobilier agréé cherche Associé national ou étranger ayant des moyens financiers ou des terrains pour réalisations de Projets Immobiliers - Etude toutes propositions - S'adresser au 0541.97.47.43

■ Cherche Machine Fabrication Diouls (Feuilles de Briq) française - Vends Chaîne complète de fabrication de Pâte à pizza italienne excellent état – Tél : 0661.33.15.42

PENSÉE

BELHADJ Omar
7 ans sont déjà passés, nous
vivons avec cette absence,
éloignés de toi cher père.
Ton souvenir sera éternellement
présent dans nos esprits et nos
cœurs à tout jamais.
Ton fils **BELHADJ Salah**

PENSÉE

Toute la vie n'est qu'un voyage
vers la mort.
Une perte n'est jamais facile
encore plus douloureuse quand
il s'agit de l'être le plus cher,
d'une grande dame, d'une
maman
Mme BENANTAR RAHMA
KHALIDA
qui est partie en douceur ce jour
du 11-02-2006. Sa gentillesse,
sa douceur et sa sagesse nous
accompagnent tous les jours.
Elle restera à jamais un modèle
pour toute la famille.
ALLAH YARAHMAK

PENSÉE

Il y a 30 jours, le 11-01-2016 ; nous a
quittés subitement et
à jamais notre cher
et regretté père,
époux, frère, oncle et
grand-père
ROUAZ Bouziane.
Papa, c'est très dur, tu es parti en silence,
en toute sérénité, laissant derrière toi un
immense vide que rien ne peut combler.
Ton image, tes gestes et tes paroles
resteront grands en nous. Ta bonté, ta
générosité, ton sens de responsabilité et
ton amour pour nous et toute la famille ont
fait de toi une personne exceptionnelle.
Puisse Dieu, Le Tout-Puissant, t'accueillir
dans Son Vaste Paradis - ALLAH
YARAHMAK.
Remerciements à toutes les familles :
ROUAZ - BAKKAR - LOUALICH - AOUIA -
MAHIDA - DIABLO - AOUMEUR.



PENSÉE

Une pensée pour ma maman
BENANTAR RAHMA KHALIDA
Les années passent de plus en
plus vite, nous voici à la date
anniversaire de ton départ, 10
ans sans toi. Ton absence est
cruelle et aujourd'hui ceux qui
m'écoutent n'ont pas tes qualités
pour m'ôter tous mes doutes.
Merci maman pour tout ce que
tu me l'as dit dans tes derniers
mots, que Dieu soit avec moi qui
me guiderait à travers mes
sanglots et mes chaos.
Que Dieu t'accueille dans Son
Royaume. ALLAH YARAHMAK
Maman.
Ta fille **BENANTAR YAMINA**

■ Recrute Agent Polyvalent Nettoyages et Manutention - Envoyer CV par mail : ylotfi@hotmail.com

■ Entreprise privée à ORAN cherche des Tourneurs qualifiés et des Jeunes Débutants avec diplôme ou sans diplôme - Hébergement assuré pour les qualifiés - Nous contacter au : 0697.30.87.48

■ Sté privée sise à la Z.I. Es-Sénia recrute des Opérateurs Machines. Profil : Technicien en mécanique pour les travaux de Tôlerie (Découpage - Poinçonnage - Grueage...) - Prière envoyer CV au : 041.61.76.61

■ Sté privée sise à la Z.I. Es-Sénia recrute des Soudureurs à l'arc - Peintres avec ou sans expérience - Résident à Es-Sénia - El Kema ou environs - Pour contact appeler le : 041.61.76.59

■ Sté privée sise à la Z.I. Es-Sénia recrute un Chef de fabrication, diplômé, ayant de l'expérience dans le secteur d'activité " Tôlerie fine et Mécano-soudure " - Salaire net (40.000,00 - 45.000,00) - Envoyez votre CV au : 041.61.76.61

■ Atelier de Couture situé à Choupot - ORAN : Recrute des Couturiers Point droit (H ou F) qualifiés avec expérience, sérieux et motivés - Tél : 0549.82.77.89

■ Hôtel 04 étoiles cherche 01 Caissier Restaurant résidant au centre-ville d'ORAN - Envoyez CV à : dhrecrutehotel@gmail.com - Tél : 041.29.17.44

■ Je cherche des Employées Femmes : Couturières et Finition - Résidentes au centre-ville d'ORAN – Tél : 0779.44.19.56 – 0770.31.16.41

■ Importante Société Privée recrute : Une Secrétaire Administrative, présentable, maîtrisant l'outil informatique - Envoyer CV par Fax au numéro suivant : 041.65.03.01 - Transport assuré de Rond-point de Dar El Beida à l'usine située à Cheteibo

■ Recrute Vendeuse sérieuse, dynamique et présentable, ayant un bon sens de communication et l'esprit d'équipe - et Manutentionnaire – Veuillez nous contacter au : 0782.72.49.43

■ Ent. privé recrute Infographiste H/F / Spécialisés dans le Packaging (Etiquettes - Etuils - Dépliants). Maîtr. impérative de Photoshop - Illustrator et Indesign / Conn. préférable en Prep's et Prinergy / Adresser CV + Lettre de motivation par Mail : recrutement@cgi-dz.com

■ Sté à BETHIOUA recrute : Soudureurs - Manœuvres - Peintres - Meilleurs - Magasiniers - Commercial - Tél : 040.22.37.62 - 040.22.32.43

DIVERS

■ Vends très beau Bateau Sardinier 18 mètres - Visible dans le port de Dellès - Tél : 0795.74.95.01

■ A vendre Meubles en parfait état : Salon français - Chambre à coucher (Hêtre) - Chambre enfant – Frigo – Cuisinière - Table 4 Chaises – Tél : 0672.46.58.18

■ Hôtel les Andalouses recrute : 01 Maître d'hôtel Restaurant - 01 Chef de rang Restaurant - 01 Réceptionniste Hôtel - 01 Cuisinier Restaurant - Contacter Fax : 041.26.33.79

■ BARBAROSSA recrute pour son nouveau Restaurant à Akid Lotfi : Serveurs et Serveuses - Cuisiniers - Femme de ménage... Adressez-vous à Barbarossa Front de mer - Tél : 0550.57.57.38

■ Homme de 40 ans, marié, diplômé en Tournage - Rectification - Superviseur HSE - Chauffeur Transporteur Produit Parapharm. : Cherche Emploi - Tél : 0549.65.46.65 - 0541.89.20.17

■ Société privée des Produits alimentaires : Je cherche des Vendeurs de Chips et des Chauffeurs avec fourgon - N° 0793.38.73.93

■ Société en Agro cherche des Licenciés en (Langues étrangères - Science commerciale) recrutement par ANEM (DAIP) - Résident à ORAN - Adresse : Z.I. N° 03 ES-SENIA - ORAN - E-mail : recrute.31000@yahoo.fr

■ Recrute Commercial pour un poste de Vendeur - Concepteur de cuisines : jeune, dynamique, bon français, intérêt pour la déco - Maraval - tegguer.ilyes@mateg.net

■ Société privée située à ORAN-Centre (Gambetta) recherche Standardiste parlant parfaitement le français - Veuillez nous contacter au : 0555.32.66.33

■ Société privée (SARL ALMECA) cherche : 02 Fraiseur et 02 Tourneurs + 01 Aide Ouvrier (domaine tournage) pour Atelier d'usinage à ORAN - Tél : 041.74.61.10 ou 0661.10.19.50 - Envoyez vos CV au : recrut.almeca2015@hotmail.com

■ MEZZO Recherche : Serveuse - Cuisinière - Pour son Restaurant d'ORAN - Plateau - Tél : 0551.52.55.04

■ Sté à BETHIOUA recrute : Chaudronniers - Gestionnaires de stock - Electriciens - Caristes - Tél : 040.22.37.62 - 040.22.32.43

■ Entreprise privée recrute des Soudureurs polyvalents - Nous contacter au : 0561.97.76.26

■ Cybercafé ORAN-Centre cherche Jeune Femme, présentable, maîtrise bien l'outil informatique - Envoyez CV avec Photo au : kavalier31@hotmail.com - Tél : 0550.540.380

■ Sté privée à HASSI AMEUR cherche Responsable Marketing - Envoyez CV à : Recrutement.ORAN@Hotmail.com

■ Société de fabrication de dispositifs médicaux à Oran recrute : Commerciaux - Infirmer instrumentiste - (Encadrement et formation fournis par la société) – Faxer CV + Photo au 041.53.73.54/ 55 - Ou par mail : medicatoranalgeria@yahoo.fr – Mobile : 0661.41.94.37

■ Salon de coiffure à Bel Air cherche Coiffeuse avec expérience - Salaire motivant – Tél : 0772.78.91.01 - N'accepte pas les coiffeurs hommes - Merci

■ SARL EL WASSILA COSMETIQUES ORAN Recrute : 1 Comptable - Envoyer CV au Fax : 041.50.40.90 - Email : elwassilacos@hotmail.fr

PENSÉE

Mme YAMINE
YAMINA née SIDI
ALI CHERIF
A notre chère
mère : tu es partie
un 12/02/2013.
Dieu a décidé de
mettre fin à tes jours. Ton absence
nous détruit intérieurement. Nous ne
t'oublierons jamais chère mère.
Repose en paix. Sache que tu as
laissé derrière toi des fils et des filles
et un gendre qui prient toujours pour
toi. Rabi Yarmek Ya Ma.
Tes fils : **Saïd, Houari, Abdallah et**
Azeddine.
Tes filles : **Rahmouna, Houaria.**
Famille : **YAMINE et BENALI**
إنا لله و إنا إليه راجعون



PENSÉE

Dix ans déjà !
Cela fait dix ans
que tu es partie
mère courage,
sagesse,
générosité, et
gentillesse. Ton paradoxe a fait
ta force : tu étais très cultivée,
toi qui n'a jamais fréquenté
l'école. Sainte mère, car tu étais
très pieuse, tu n'as jamais quitté
nos cœurs ni nos pensées, tu
resteras notre guide pour
toujours.
ALLAH YARHAMEK
Tes filles



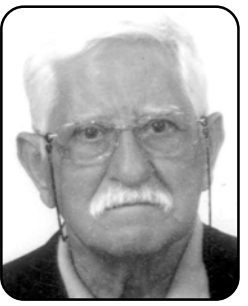
40ÈME JOUR

Cela fait déjà 40
jours que nous
a quittés
Madame
DJAKER Zohra
née TAHRAOUI
A la demande de tous ceux qui
l'ont connue et appréciée,
d'avoir une pieuse pensée en sa
mémoire et prient Dieu de
l'accueillir dans Son Vaste
Paradis.
On ne t'oubliera jamais
Ton mari **Zino**



PENSÉE

Mr HADJ CADI Abdellah
- Décédé le 12-02-2014 -
Voilà déjà 02 ans que tu nous as quittés pour un monde
meilleur, mais tu restes toujours présent dans notre cœur.
Que tous ceux qui l'ont connu aient une pieuse pensée
pour lui et prient Dieu de l'accueillir dans Son Vaste
Paradis.
Ton épouse, tes enfants, ta belle-fille
et tes petits-enfants qui t'aiment



DÉCÈS

Les familles **ZOUBIR - BAKHTI - MEFTAH - TOULA - NAFI -**
BOUKEROUCHA - BENOUDAH - ont l'immense douleur d'annon-
cer le décès de leur cher père, frère, oncle et cousin
ZOUBIR Abdelkrim dit « Krimou »,
survenu le 09/02/2016.
Ses proches demandent à toutes les personnes qui l'ont côtoyé
d'avoir une pieuse pensée à sa mémoire.
Adresse mortuaire : Bâtiment « Bata » - 2 Rue Charleroi, coin
Avenue d'Oujda - Eckmühl.
Repose en paix très cher Krimou



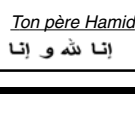
PENSÉE

Quarante jours
sont passés
depuis qu'il nous
a quittés à la
fleur d'âge,
lâchement
assassiné.
Jallal tu as laissé derrière toi un
immense vide irremplaçable, tu
resteras toujours dans nos cœurs
et nos pensées. Les familles
NACEUR-CHERIF - ARBIA -
BOUDJELTIA et BOUSSOUIFA
demandent à tous ceux qui l'ont
connu d'avoir une pieuse pensée
en sa mémoire.
Ton père **Hamid**
إنا لله و إنا إليه راجعون



REMERCIEMENTS

Les familles **TALEB - BAHMED** de
Sougueur, parents et alliés remercient
les familles **TIMEZGHINE** et **ZITANI** et
toutes les personnes qui sont venues
de Paris, Alger, Berriane, Oran, Ksar
El Boukari, Tiaret, Mahdia et
Sougueur, qui ont compati à leur
douleur suite au décès de leur chère
et regrettée mère
Mme TALEB-BAHMED Née OULED
HADJOU El Hadja Fatima
décédée le 02 Février 2016 à
Sougueur.
Puisse Dieu Le Tout-Puissant
accorder à la défunte Sa Sainte
Miséricorde et l'accueillir en Son Vaste
Paradis.
إنا لله و إنا إليه راجعون
Ses filles **Dallia et Ouahiba -**
Nardjisse



Pensée

Grand-mère
BENANTAR RAHMA KHALIDA

La vie, la mort, deux mots simples et pourtant notre existence tourne principalement autour d'eux, deux sujets qui nous occupent l'esprit comme aucune autre idée.

On a beau ne pas s'en préoccuper, faire comme si de rien n'était, jouer aux plus forts, mais la perte d'un être cher n'a rien d'anodin. Elle nous change pour la vie et laisse une marque, si ce n'est une cicatrice, indélébile et cela pour toujours.

Tout va bien, on voit le verre à moitié plein et on ne se rend pas compte de la douleur jusqu'à l'impact, cet impact qui fait tout chavouler, qui nous dévaste et qui ravage tout sur son passage, tel un ouragan qui démolit une humanité tout entière, sauf que là ce n'est pas l'humanité mais notre existence, qui nous paraissait tellement insignifiante jusque-là, et soudain tout reprend forme, on se rend compte de la valeur des choses, on commence à comprendre, pas seulement la vie mais aussi qui on est. Et le père qui ne se préoccupait pas de ses enfants prend enfin le temps de le faire, et l'enfant qui, insouciant, ne réfléchissait pas, prend enfin ses responsabilités, tout cela crée une illusion qui, après l'impact, rétablit l'ordre des choses. Car, après la pluie vient le beau temps, n'est-ce pas ?

Je demande car cette illusion je l'attends toujours moi, l'ordre n'est pas établi, le sentiment de peur n'est pas effacé, mes angoisses n'ont pas disparu, le temps n'a pas changé grand-chose, j'ai grandi et pourtant, tout reste pareil, inchangé, et je rêve toujours, je rêve toujours de toi, de toi qui m'as fait grandir, de toi qui m'as appris qu'on n'obtient rien dans la vie sans se battre, de toi qui m'as dit et redit qu'il fallait mériter et non recevoir, de toi qui as calmé mes angoisses, de toi qui m'as dit que tant qu'il y a de l'espoir il y a de la vie, toi qui m'as bercée, de toi qui m'as tout appris. J'ai dit à quelqu'un un jour que je voulais écrire un livre et qu'il aurait pour titre « The woman i wanted to be » qui veut dire « La femme que je voulais être ». La personne a cru que j'allais parler de moi dans ce livre mais en fait non, la femme que je voudrais être c'est ce que toi tu étais, une personne forte et déterminée, quelqu'un qui ne baisse jamais les bras, qui trouve une solution, et qui gère tout en ne laissant rien transparaître, mais aussi quelqu'un avec le cœur sur la main, généreuse et gentille. (Attention à ne pas confondre polie et gentille, les gens ont tendance à confondre). Les gens ont aussi l'habitude de trouver que les personnes comme toi sont des anges, qu'une personne comme ça ne peut pas exister mais tu es la preuve que non. J'en témoigne !

Ma grand-mère, ma lueur d'espoir, quand j'ai peur je pense à toi et c'est comme si tu n'étais jamais partie, mais en fait tu es toujours là, je n'ai jamais cru à ton absence !

ALLAH YARAHMAK Grand-mère

Ta petite-fille
DERRAR SAMIRA IBTISSEM



Condoléances

Attristés par la nouvelle du décès de

Monsieur BELAKHDAR DJILALI,
Père de leur confrère Monsieur BELAKHDAR TOUFIK,

Monsieur L. BERRANE, P.D.G. de la SPA BAHIA PHARM, les membres du
Conseil d'Administration ainsi que l'ensemble du personnel de la
Grossisterie, présentent à la famille du défunt toutes leurs condoléances
et les assurent de leur soutien et de leur compassion.

Puisse Dieu donner aux proches du défunt la force
de surmonter cette épreuve.



Hommage à mes parents
BOUZAR MAHMOUD
11/02/2014

En partant, vous avez emporté une grande partie de mon âme.
Vous me manquez énormément. Rien ne sera plus jamais pareil.

BOUZAR FATIHA
17/09/2013

Votre fille LINDA



PENSEE

La famille MAGHNI demande une pieuse pensée
pour leur fils bien-aimé

MUSTAPHA AMINE MEDJAHED

Triste et douloureux fut ce Mercredi 11 Février 2015.

Un an après.

Inlassablement et pour toujours, nous garderons

précieusement dans nos cœurs les 29 printemps de joies

et d'amour que tu nous as procurés.

Il restera de toi ton sourire discret, ta droiture et ta bonté à jamais vivants dans
nos esprits.

Tous ceux qui t'ont connu auront certainement une pieuse pensée à ta mémoire.

Que Dieu Tout-Puissant et Miséricordieux t'enveloppe de Sa Grâce.

ALLAH YARAHMEK MUSTAPHA AMINE



Dans le cadre de la mise en œuvre du projet AGID (Assistance à la Gestion Intégrée des Déchets), la Coopération Technique Belge recrute du personnel pour les postes décrits ci-dessous. Ce personnel sera basé à Oran et aura un contrat à durée déterminée (3 ans).

Expert en équipement et infrastructure pour le tri, la valorisation et le traitement des déchets

Responsabilités:

- Réaliser des études de marchés pour l'achat d'équipements nécessaires à la collecte, au tri et au traitement des déchets.
- Rédiger des cahiers des charges pour l'acquisition d'équipements et la construction d'infrastructure pour la gestion des déchets.
- Coordonner l'organisation des chantiers liés aux équipements et aux infrastructures "déchets".
- Réceptionner les équipements et les infrastructures.
- Rendre un avis technique sur les options à envisager pour l'organisation de la collecte et du traitement des déchets ménagers et assimilés.

Profil:

- Ingénieur en génie civil, mécanique ou équivalent.
- Expérience d'au moins 10 ans dans des fonctions équivalentes ou en lien direct avec les responsabilités qui lui seront confiées.
- Excellente maîtrise du français oral et écrit.
- Maîtrise des outils logiciels de CAO (AutoCAD).
- Disponible pour des déplacements de courte durée en Algérie et en Belgique.

Expert en communication, sensibilisation et mobilisation sociale

Responsabilités:

- Définir, en concertation avec les acteurs du projet, les besoins en communication.
- Concevoir et mettre en œuvre des plans d'action pour mobiliser les acteurs locaux autour de la gestion des déchets ménagers.
- Superviser des campagnes de sensibilisation sur la gestion des déchets ménagers et assimilés.
- Rédiger les cahiers des charges pour contracter l'assistance nécessaire au projet (stratégie, conception, réalisation et diffusion des supports).

Profil:

- Diplôme universitaire en communication ou équivalent.
- Expérience d'au moins 10 ans dans l'exercice des responsabilités qui lui seront confiées.
- Parfaite maîtrise du français et de l'arabe. L'anglais serait un atout.
- Savoir-faire dans l'utilisation des médias sociaux.
- Disponible pour des déplacements de courte durée en Algérie et en Belgique.

Expert en suivi et évaluation de projet

Responsabilités:

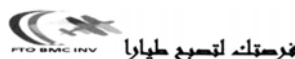
- Mettre en œuvre un système de monitoring et évaluation (M&E) du projet suivant les procédures de la CTB.
- Rechercher, collecter et mettre à jour les données destinées à alimenter le système de M&E.
- Exploiter les résultats fournis par le système de M&E afin d'appuyer la gestion du projet.
- Coordonner les processus d'évaluation aux différentes étapes du projet.
- Faire évoluer le système de M&E en fonction de l'expérience acquise et des recommandations reçues.

Profil:

- Diplôme universitaire en sciences sociales ou équivalent.
- Expérience d'au moins 5 ans dans l'exercice des responsabilités qui lui seront confiées (idéalement acquise dans le cadre d'un projet international).
- Maîtrise des outils bureautiques pour le traitement de données (Excel).
- Disponible pour des déplacements de courte durée en Algérie et en Belgique.

Les candidats sélectionnés se verront offrir un contrat pour une période de 3 ans et un salaire qui sera établi en fonction de l'expérience professionnelle du candidat selon le barème en vigueur de la CTB.

Les candidats sont invités à faire parvenir à la CTB leur lettre de motivation et leur CV détaillé en indiquant clairement le poste pour lequel ils désirent postuler. Ces documents doivent être envoyés pour le 25 février 2016 à l'adresse suivante : CTBdz.recrutement@btctb.org



مدرسة تعليم الطيران FTO BMC INV المعتمدة من طرف وزارة النقل (المرجع رقم: ن ج/خ ط خ/007/2016)، تمكنكم فرصة الإستفادة من تكوين في مجال الطيران لكل من يحلم بإحتراف مهنة الطيران يوطركم فريق مختص في علم الطيران ويرافقكم طوال مدة التكوين لتتوصلوا على رخصة الطيران الخاص والتجاري التي تمنحكم إياها وزارة النقل.

الشروط الأولية للترشح:

- إعلان مقبول في الفحص الطبي.
- السن لا يقل عن 19 سنة كاملة.
- النجاح في الإمتحانات الشفوية والكتابية للمدرسة.

للمزيد من المعلومات لا تترددوا في الإلتحاق بمركز التكوين أو الإلتصال بنا:
مركز التكوين، شارع بوقرة خليفة 128 قميبيطة وهران. الهاتف الثابت/الفاكس: 041.53.40.61
الهاتف النقال: 0553.08.78.75

A vendre villa

385 m² R+2, actée, composée de 2 habitations séparées par jardin, double façade, 10 pièces cuisine, 3 salles de bain, 1 garage, cour + 2 grandes pièces, cuisine, salle de bain, 1 local 60 m², toutes commodités, quartier résidentiel Les Palmiers Maraval, prix après visite. **Tél : 0778.33.64.61**

Société commerciale / disposant d'un atelier de menuiserie ébénisterie Recrute :

- 05 Menuisiers ébénistes,
 - Longue expérience exigée dans la fabrication de meubles,
 - Retraités acceptés,
 - Résidant à Oran et environs immédiats.
- Transmettre CV au
N°fax : 041 29 23 52 et 041 61 70 07

Démolition de bâtisses à Aïn El Bey Les propriétaires menacent de s'immoler par le feu

Abdelkrim Zerzouri

B ranle-bas de com bat, hier, sur le plateau de Aïn El Bey. A la première heure de la matinée, les équipes de démolition de l'APC d'El-Khroub étaient sur place, accompagnées dans leur tâche par les gendarmes et d'autres services de la daïra et la wilaya. Il s'agit d'une seconde opération de démolition menée sur le site en question, dont l'emplacement se trouve à proximité de la ville universitaire, non loin de l'aéroport Mohamed-Boudiaf. La décision de démolition de 4 bâtisses et d'une vingtaine d'autres en voie de réalisation (encore à l'état de plateforme) est « motivée par le fait du caractère agricole du terrain, donc, non constructible, en plus d'être situées dans le périmètre de l'aéroport, considéré comme zone rouge », comme l'a souligné le P/APC d'El-Khroub, Abdel-

hamid Aberkane. Joint, hier, au téléphone, M. Aberkane avouera que c'est toujours « douloureux d'engager pareilles opérations ». Souvent, dira-t-il, on rencontre d'énormes difficultés, à commencer par la location des bulldozers. « Les propriétaires de bulldozers refusent de louer leurs matériels lorsqu'il s'agit d'opérations de démolitions par crainte de détérioration de leurs biens, car on ne peut jamais prévoir les dégâts qui peuvent surgir sur le champ d'action », révélera notre interlocuteur. En tout cas, dira M. Aberkane, « c'est une affaire de principe. C'est une bataille contre l'anarchie urbaine qu'il faut mener continuellement pour sauvegarder l'avenir du pays, ses terres agricoles notamment ». Et, au sujet de cette intervention, le P/APC d'El-Khroub, reconnaîtra que « l'impunité » encourage les gens à revenir à la charge et construire sur

des terres agricole où il y a eu déjà une première opération de démolition. Pour rappel, la dernière fois, une seule bâtisse n'a été touchée par la démolition en raison de la présence de ses occupants, des enfants notamment, qui se sont réfugiés, voire barricadés au dernier étage, empêchant les agents de la raser par crainte de commettre des dégâts humains. Hélas, cette bâtisse restée debout a, certainement, poussé d'autres à revenir à la charge. Hier, donc, le climat sur le site était très tendu et les propriétaires semblaient bien préparés pour riposter à toute démolition. Plusieurs d'entre eux, munis de bidons d'essence, ont menacé de s'immoler par le feu en cas d'intervention des services de l'ordre. La journée sera longue et périlleuse. Enfin, M. Aberkane a lancé, aussi, qu'il s'agit là « de grosses fortunes qui utilisent les terres agricoles ».

Restauration des mosquées et zaouias Reprise annoncée des chantiers

A. Mallem

Cette fois, l'annonce de la reprise des chantiers des mosquées et zaouias découle de source autorisée et officielle. En effet, à la conclusion de l'entretien que nous avons eu avec lui, hier mercredi, le directeur de l'organisme de gestion et d'exploitation des biens culturels protégés (OGEBC) de Constantine, M. Zakar Abdelouahab, a certifié que « la reprise du travail dans les chantiers des 12 mosquées et des 7 zaouias situées sur le rocher de Constantine va reprendre très prochainement. Nous avons gagné la bataille réglementaire et il nous reste celle qu'il faut engager avec les bureaux d'études pour les obliger à déposer les dossiers complets des entreprises de réalisation auprès de la commission du marché qui se réunira prochainement », a indiqué notre interlocuteur. Ce dernier nous apprendra que cinq chantiers, comme celui de Djamaa El-Kébir et celui de la partie basse de Souika tenu par les Ukrainiens, n'ont jamais arrêté. Et que les chantiers du site archéologique de Tiddis et du tombeau de Massinissa, celui de Sidi M'hamed Leghrab vont également reprendre très bientôt. Interrogé sur les entreprises qui ont arrêté le travail parce que la paie-

ment des factures leur a été refusé par le Trésor pour manque de pièces essentielles dans les dossiers, le directeur de l'OGEBC, avant de répondre directement, a préféré revenir en arrière pour faire l'historique du programme. « Après une année de travail, a-t-il commencé à expliquer, des réserves ont été émises par le comité des marchés, principalement sur les bureaux d'études étrangers qui étaient en groupements minoritaires avec les Algériens. L'autre réserve concernait le type de groupement (solidaire, conjoint, etc.). Ce dernier point a été réglé par le ministère des Finances qui nous a autorisés à faire des groupements conjoints. En ce qui concerne l'agrément des bureaux d'études étrangers, cette réserve faisait suite à une doléance de l'ordre des architectes algériens qui avait estimé que ces étrangers devaient avoir un agrément provisoire. Nous avions démontré que tout ce raisonnement ne tenait pas, car il ne s'agit pas de constructions nouvelles, ni de production architecturale, mais de restauration, c'est-à-dire des travaux à entreprendre sur des constructions anciennes pour leur faire reprendre leur qualité première. Et nous sommes arrivés à convaincre le Premier ministre qui a demandé une réunion tri-

partite entre le ministère de l'Habitat, celui de la Culture et celui des Finances. La réunion a confirmé ce que je viens de dire ».

Selon M. Zakar, il fallait tout simplement appliquer les lois et les textes relatifs au secteur de la culture et non pas ceux concernant le ministère de l'Habitat. « La restauration ce n'est pas de la production », a-t-il dit en soulignant que la règle de 51/49 a été appliquée aux étrangers. Il soutiendra également que le savoir-faire dans la restauration de monuments anciens n'existe pas en Algérie et le pays a besoin d'au moins une trentaine de bureaux d'études de ce genre. Et pour aller plus vite, manifestation CCCA 2015 oblige, il a été fait appel à ces étrangers pour se mettre en groupe avec des Algériens dans le but d'un transfert de technologie. « Et une fois ce savoir-faire assimilé par les Algériens, ce seront eux, et uniquement eux, qui seront sollicités à l'avenir », a considéré le directeur de l'OGEBC en déclarant que les 26 marchés concernés sont passés en commission de marché. Il y a quelques-uns qui ont encore besoin de quelques réserves à lever (des mises à jour de documents, comme par exemple les réquisitions qu'il faut changer car elles ont une durée de validité de 6 mois seulement. « C'est à cause de cela que les entreprises sont à l'arrêt », a affirmé M. Zakar.

11.000 logements attribués avant la fin 2016

A. El Abci

Le chef de la daïra de Constantine a présenté hier dans une conférence de presse la méthodologie qui sera suivie pour le traitement des dossiers des demandeurs de logements dans la daïra ainsi que l'agenda de livraison des logements de type social et de celui du transfert des habitants des constructions précaires menacées d'effondrement.

Ainsi, concernant le quota de 3.000 logements de type social, il annoncera qu'ils seront attribués à leurs bénéficiaires vers la fin du mois de juin prochain à la nouvelle ville de Massinissa. Un 1^{er} tirage au sort ayant touché 1.540 bénéficiaires de logements a été déjà organisé auparavant et le second qui concerne 1.550 unités restantes aura lieu donc en juin, affirme-t-il. Tout de suite après, poursuivra-t-il, l'ensemble des 3.000 bénéficiaires seront

convoqués pour le paiement des redevances à l'OP-GI, avec pour date de remise des clés le 30 juin. Il indique, par ailleurs, qu'un supplément de 2.920 unités de même type, est programmé pour être distribué au cours du 2^{ème} semestre de cette année 2016, car il est pratiquement achevé et il ne reste que les travaux de VRD et aménagements extérieurs. Avec la possibilité, estimera-t-il, de l'attribution de l'ensemble des 4.000 logements dans le cas où ils seront terminés et fin prêts à leur tour.

Pour ce qui concerne les habitants des maisons précaires, menacées d'effondrement et de glissement de terrain, le chef de la daïra a indiqué que le transfert vers des appartements neufs sera repoussé après les examens de fin d'année scolaire. Ces opérations toucheront plus de 60 sites de la daïra, dont 25 bidonvilles, 10 zones de glissement et 32 sites à la vieille ville. Toutes

ces familles (près de 8.000) seront évacuées vers Ali-Mendjeli (plus précisément à l'UV 20 et l'UV 18), dira-t-il. Tous ces derniers logements sont actuellement achevés à près de 100% et prêts à recevoir leurs nouveaux occupants. Il ne reste qu'à actualiser les dossiers des bénéficiaires pour tenir compte éventuellement des décès, s'il y en a parmi les demandeurs, mais aussi pour voir s'il y en a qui ont bénéficié d'autres formules de logement ou changé carrément de wilaya.

En tout état de cause, notre interlocuteur exprimera l'engagement de son administration à ce que ces relogements profiteront à leurs vrais destinataires, à savoir les résidents des sites menacés d'effondrement et zones de glissements.

Ainsi, d'ici la fin 2016, ce seront pas moins de 11.000 logements qui seront attribués et autant de familles de la daïra profiteront de logements neufs, conclura-t-il.

Sidi Mabrouk Le CET se met au ramassage des ordures ménagères

A. Z.

Face à une dégradation continue de l'environnement à Sidi Mabrouk en raison de l'absence d'enlèvement des déchets ménagers qui s'amoncellent aux bornes aériennes de collecte d'ordures, le CET a pris l'initiative, hier, de rendre la propreté aux lieux en procédant au ramassage des tas d'immondices qui se sont formés un peu partout à travers la cité. L'action du CET a été engagée sans qu'il y ait au préalable une convention le liant à ce titre avec les services de la commune, a-t-on appris de sources concordantes. Pour rappel, ces bornes aériennes et enterrées, au nombre de 125 dans la commune de Constantine, ont été installées mais gardées fermées à cause du manque de cette con-

vention qui permettrait de les prendre en charge sur le plan réglementaire. Mais, les habitants ne sont pas au courant de toutes ces tracasseries administratives, et ils ont commencé à y jeter leurs sachets d'ordures. Et comme il n'y avait pas de ramassage, par manque de la fameuse convention, les bornes ont débordés et les ordures se sont éparpillées sur un large périmètre, empestant la vie des citoyens. Contacté à ce sujet, le directeur, M. L. Farouk, avouera que le problème est posé presque aux 54 secteurs de la commune, mais une solution devrait voir le jour d'ici lundi ou mardi. Sur instruction des responsables de la daïra et de la commune, « une réunion devrait regrouper au courant de la semaine prochaine les parties concernées, en l'occur-

rence la daïra, l'APC et le CET, pour discuter de ce problème et lui trouver les meilleures solutions », nous dira notre interlocuteur. Ce dernier précisera dans ce contexte qu'il faut bien éclaircir les choses sur ce plan, car nous avons plusieurs entreprises publiques et privées en activité sur le terrain, dont le travail est facturé selon le tonnage des déchets et il faudrait revoir tout le topo pour équilibrer les opérations de ramassage entre les intervenants sans avoir à payer une facture plus lourde. Paradoxalement, il faut reconnaître que ces bornes aériennes et enterrées, installées dans le but d'améliorer l'environnement, posent aujourd'hui d'énormes difficultés pour les habitants, et il faut bien arranger cette situation pour le bien-être social.

Sidi Mabrouk L'agresseur qui ciblait les femmes ne sévira plus

A. Z.

Le malfrat qui a semé la peur et l'inquiétude au sein des riverains de Sidi Mabrouk ne sévira plus. Il a été neutralisé par les services de sécurité de la 4^e sûreté urbaine à l'issue d'une enquête qui a permis, dans un premier temps, de l'identifier, avant de procéder à son arrestation alors qu'il s'apprêtait à commettre un autre forfait. Le mis en cause, contre lequel 4 plaintes ont été déposées par des victimes « et qui agissait

dans les premières heures de la journée, lorsque les gens quittaient leurs domiciles pour se rendre au travail ou vers les écoles. Il ciblait particulièrement les femmes seules qu'il assaillait dans des endroits peu fréquentés, à l'instar de la cité El Hadj Ahmed Bey, puis il prenait la fuite vers les quartiers populaires limitrophes », indique un communiqué de la cellule des relations publiques de la sûreté de wilaya transmis hier à notre rédaction. Lors de son arrestation, l'agresseur qui était aux

aguets d'une nouvelle victime, a été « trouvé en possession d'un grand couteau caché sous son manteau ». A l'issue des procédures pénales, le présumé coupable a été présenté devant le parquet et placé en détention préventive. Par ailleurs, on indique qu'un dealer, âgé de 27 ans, a été arrêté à Ali-Mendjeli (UV n° 13) en possession d'un sachet plein de morceaux de kif prêts à la vente, ainsi qu'une somme d'argent. Présenté devant le parquet, il a été mis en détention préventive.

Horaires des prières pour Constantine et ses environs

02 jomada el oula 1437

El Fedjr 06h01	Dohr 12h49	Assar 15h47	Maghreb 18h14	Icha 19h32
-------------------	---------------	----------------	------------------	---------------



Football - Ligue 1 Un tournant pour les mal lotis



M. Benboua

Le MOB et l'ESS ayant ouvert mardi le bal en match avancé de la vingtième journée du championnat de Ligue 1, qui s'est soldé d'ailleurs par un résultat nul (0-0), le reste du programme de cette étape se jouera ce week-end et sera étalé sur deux jours. Ainsi, demain, nous aurons droit à de belles affiches qui déboucheront certainement sur des changements importants au classement. D'ailleurs, le classico entre le CRB et le MCO, prévu au stade du 20-Août 1955 de Ruisseau, monopolisera l'attention. Vainqueur du leader à Zabana, le team de Bouali Fouad effectuera ce périlleux déplacement à Alger avec un moral au beau fixe, mais sa mission ne sera certainement pas aisée devant un adversaire très ambitieux cette saison. Le Chabab n'est autre que le dauphin du leader et une éventuelle victoire à domicile lui

permettrait de consolider un peu plus son statut. En tous cas, ce duel prometteur s'annonce ouvert et chacune des deux équipes a des atouts à faire valoir. Par ailleurs, à Oran, l'ASMO, qui tente tant bien que mal de s'extirper de la zone dangereuse et qui reste sur une défaite à Tadjanet, fera de son mieux pour renouer avec la victoire aux dépens du MCA qui, lui aussi, n'est pas au mieux de sa forme, comme en témoigne le limogeage de l'entraîneur Meziane Ighil. En tous cas, les Asémistes savent mieux que quiconque qu'ils n'ont pas droit à l'erreur et qu'il leur faudra absolument gagner ce match pour préserver intactes leurs chances de survie. Pour sa part, le CSC, qui reste sur deux succès d'affilée à domicile, se rendra cette fois à Bologhine, où l'USMA ne lui fera certainement aucune concession. Là aussi, nous aurons droit à un face-à-face qui vaudra le déplacement et qui, malgré l'avantage du

terrain pour les Algérois, pourrait nous réserver des surprises. A Béchar, la JSS, qui est bien classée et vise une place sur le podium, reçoit le NAHD qui a fait voler en éclats la défense de l'USMH la semaine passée. Un duel à suivre de près. Pour ce qui est des matchs de samedi, le choc entre l'USMH et le DRBT retiendra incontestablement l'attention, du fait que les deux équipes sont bien classées dans la partie haute du tableau. Ce sera en tous cas très intéressant de voir la réaction des Harrachis après leur dernière déroute qui n'a guère été appréciée par leurs supporters. A Relizane, le RCR donnera la réplique à la JSK, dans un remake de la récente confrontation entre les deux équipes lors des 32^{èmes} de finale de la Coupe d'Algérie et où les gars du Rapid ont su arracher la qualification. C'est dire qu'outre l'esprit de revanche, les hommes de Bijotat ambitionnent d'enchaîner avec un autre bon résultat après leur victoire sur le CRB. Enfin, à Blida, l'USMB reçoit le RCA dans le match de la dernière chance pour les gars de l'Arba. Les Blidéens ont eux aussi besoin d'améliorer leur besace, ce qui compliquera un peu plus la mission des hommes de Lounici.

Vendredi à 15h00			
Bouakeul:	ASMO	-	MCA
Alger (16h00):	CRB	-	MCO
Omar-Hamadi (18h00):	USMA	-	CSC
Béchar (18h00):	JSS	-	NAHD
Samedi à 15h00			
Blida:	USMB	-	RCA
Mohammadia (16h00):	USMH	-	DRBT
Relizane (16h00):	RCR	-	JSK

Après USMA-JSK Un mois de suspension pour l'arbitre Boukhalfa et son assistant Amari

Kamel Mohamed

La Commission fédérale d'arbitrage (CFA) a infligé une suspension d'un mois ferme à l'arbitre directeur Boukhalfa et à son assistant Amari, suite à l'erreur commise lors du match USM Alger-JS Kabylie (2-0), comptant pour la 17^e journée du championnat de Ligue 1. Les deux arbitres étaient sanctionnés à titre conservatoire avant que la CFA ne confirme leur mise au frigo. Le premier but de l'USMA a été entaché d'une irrégularité, quand le joueur auteur du but avait contrôlé le ballon avec la main.

L'arbitre assistant n'avait pas signalé cette erreur, alors que

le directeur de jeu était dans une position ne lui ayant pas permis de voir l'action, a-t-on expliqué à la CFA. En ce sens, c'est après avoir auditionné les deux arbitres et le visionnage vidéo des séquences du but que la CFA, présidée par Khelili Hamoum, a pris la décision de suspendre les deux referees.

Ces derniers doivent officier des matches des championnats des divisions inférieures avant de retrouver l'élite. Pour rappel, la direction de la JS Kabylie avait saisi la FAF et la LFP pour protester contre cet arbitrage qui avait «faussé le déroulement et le score du match». Le président de la JSK, Mohamed Cherif Hannachi, avait sug-

géré carrément la «radiation de ce trio» car, avait-il soutenu, l'arbitre directeur avait fait des «déclarations contradictoires». La suspension de ces deux arbitres intervient avec le début de la phase retour du championnat, laquelle a toujours été chaude et difficile à gérer.

Les erreurs d'arbitrage faussent souvent le résultat d'une rencontre, d'où la réaction virulente des dirigeants et des entraîneurs, lesquels influent sur le comportement du public qui verse dans la violence. Les erreurs ne sont pas permises durant cette phase retour au risque de voir la violence, qui a déjà gagné les stades, redoubler de férocité.

ASM Oran - Le wali et le DJS au chevet de l'équipe Louable initiative pour booster les joueurs

M. Z.

La séance d'entraînement des Asémistes d'avant-hier a été marquée par la visite du wali d'Oran, Abdelghani Zaâlane, et du DJS, Badr Eddine Gharbi, en présence de quelques supporters des Vert et Blanc. Le premier magistrat de la wilaya s'est longuement entretenu avec les joueurs pour les sensibiliser à propos du championnat qui est encore long et que leurs chances dans la course pour le maintien restent intactes. Cette louable initiative a été bien accueillie par les inconditionnels des Oranais du fait qu'elle vient à la veille du

match contre le MCA qui revêt une importance capitale pour les Asémistes dont la situation s'est davantage compliquée après la défaite concédée à Tadjanet. Cette visite est venue à point nommé et constitue une motivation supplémentaire pour les protégés de Nabil Medjahed. Cette visite, après celle effectuée chez le MCO, a prouvé une fois de plus l'intérêt que portent les autorités locales envers les clubs d'Oran. Abdelghani Zaâlane et Badr Eddine Gharbi ont exhorté les joueurs à travailler davantage pour redresser la situation et assurer le maintien de l'équipe. Mais le fait marquant de

cette visite aura été la présence des responsables de la SSPA/ASMO qui ont toujours brillé par leur absence. Cela a suscité quelques réactions chez les présents. « Personne ne s'est soucié de l'équipe qui flirte depuis longtemps avec la relégation. Aujourd'hui, il a fallu que le wali rende visite à l'équipe pour que tout le monde soit là », ont affirmé des fans asémistes. Une remarque qui fut mal perçue par les responsables de la SSPA qui ne s'affichent que lorsqu'il s'agit des rencontres avec les autorités locales ou autres responsables du football national. Bizarre, n'est-ce pas ?

Division nationale amateurs - Est Entre prétendants à Annaba

M. Benboua

Cette dix-septième journée du championnat dans ce groupe sera marquée par le choc des prétendants entre l'USM Annaba et le NRB Touggourt, qui devrait tenir ses promesses. En effet, co-leader, le team annabi sera dans l'obligation de bien gérer cette confrontation afin de préserver, voire même améliorer son statut, d'autant que son alter ego, l'Entente Collo, sera de sortie chez un mal clas-

sé, l'ES Guelma. En tout cas, l'USM An aura fort à faire devant un adversaire difficile à manier, en dépit du fait qu'il joue à l'extérieur. L'autre poursuivant, qui pourrait tirer profit d'un éventuel échec du duo de tête, n'est autre que l'US Biskra qui devrait mettre tous les atouts de son côté pour venir à bout du HB Chelghoum Laid, son adversaire du jour. Là aussi, les locaux ont tout intérêt à gagner afin de garder le contact avec le groupe de tête. Pour sa

part, le MO Constantine, qui alterne le bon et le moins bon, tentera de rebondir à domicile avec la réception de Hamra Annaba, ce qui pourrait lui permettre de préserver intactes ses chances dans la course à la montée, alors que le NC Magra donnera la réplique au CR Village Moussa dans un match ouvert. Pour ce qui est des mal classés, l'AB Merouana aura l'occasion cette semaine de s'éloigner quelque peu du danger en accueillant la lanterne rouge, l'USM Aïn Beïda, tandis que l'avant-dernier du groupe, le MSP Batna, se rendra à Tébessa pour se rassurer face à l'UST, ce qui n'est pas évident. Enfin, l'USM Khenchela croisera le fer avec l'AS Aïn M'lila dans un match à six points.

Vendredi à 15h00

Tébessa:	UST	-	MSPB
Merouana:	ABM	-	USMAB
Khenchela:	USMK	-	ASAM
Biskra:	USB	-	HBCL
Annaba:	USMA	-	NRBT
Constantine:	MOC	-	Hamra
Guelma:	ESG	-	E.C
Magra:	NCM	-	CRVM

Handball - Division Excellence Le quatuor de tête à l'aise

Ali Sadji

Le quatuor de tête évoluera à domicile à l'occasion de la dixième journée du championnat dans ce groupe, ce qui débouchera sauf grande surprise sur un statu quo dans la partie haute du tableau. A commencer par le GSP, lequel vainqueur ce mardi en match décalé de la neuvième journée à Saïda

face au MCS, qui est appelé à conforter son fau-teuil de leader avec la réception du C. Chelghoum qui se contentera de limiter les dégâts. Il en sera de même pour son dauphin, le CRB Baraki, face à la modeste formation du CRB Mila qui voyage mal. Pour sa part, le CR Bordj Bou Arréridj qui complète le podium ne devrait pas connaître de difficultés en

accueillant la lanterne rouge, la GS Boufarik. Tout comme le trio de tête, la JSE Skikda, au pied du podium, part elle aussi avec les faveurs du pronostic face au MB Tadjanet. Dans les autres rencontres, l'ICO, dans son antre de Ouargla, tentera de confirmer face au MCO son succès ramené d'Aïn Touta, ce qui le propulsera à la cinquième place. A Aïn Touta, opération rachat pour l'ESAT pour sa seconde sortie d'affilée cette fois devant le MCS, après sa déconvenue du week-end dernier. A Ouargla, à suivre le duel des Sudistes entre le WABO et l'O El Oued.

Vendredi à 15h00

Ouargla (Rouissat):	ICO	-	MCO
Ouargla:	WABO	-	OEO
Skikda:	JSES	-	MBT
Baraki:	CRBB	-	CRBM
Bordj El Kiffan:	GSP	-	CCL
BBA:	CRBBA	-	GSB
Aïn Touta:	ESAT	-	MCS

Sondage France Football Slimani joueur africain du mois de janvier

L'attaquant international algérien du Sporting Lisbonne, Islam Slimani, a été élu meilleur joueur africain évoluant en Europe du mois de janvier, selon le sondage effectué par le magazine spécialisé France Football. L'ancien joueur du CR Belouizdad a devancé le Malien des Girondins de Bordeaux, Cheick Diabaté, et le Marocain du FC Twente, Hakim Ziyech. Le meilleur goalador en activité de l'équipe nationale (20 buts) a inscrit 8 buts en cinq matchs de suite en championnat depuis le début de l'année 2016, avant de rester muet lors des deux dernières sorties de son équipe. Au classement des buteurs de la «Liga Nos», Slimani occupe la 2^e place avec 16 buts, devancé de sept réalisations par l'attaquant brésilien de Benfica Jonas (23 buts). «C'est

mon travail au quotidien et celui de mes coéquipiers en match qui me permettent d'être bon devant le but. Mon métier, c'est de marquer. Cela l'a toujours été depuis le début de ma carrière», a indiqué Slimani dans un entretien accordé à France Football. Slimani n'a pas tari d'éloges sur son entraîneur au Sporting Lisbonne, Jorge Jesus, qui n'est pas étranger à sa forme actuelle, selon ses propos. «C'est un coach de niveau mondial. Et je n'exagère pas. Le travail au quotidien avec lui est un réel plaisir. Il nous fait progresser et ça paye pendant les matchs. Parfois, il insiste sur des détails qui peuvent paraître sans importance et subitement, on comprend où il veut en venir. Là, on se dit que tactiquement, c'est un génie», a-t-il conclu.

Ligue 2

Tous les regards braqués vers Chlef

M. Zeggai

La vingtième journée de ce championnat Ligue 2 sera incontestablement marquée par le choc ASO-OM qui tient déjà en haleine les fans des deux formations. Les gars de Chlef sont dans l'obligation de l'emporter pour ne pas hypothéquer leurs chances d'accession. Entre la fébrilité de l'ASO à domicile et la forme affichée par les Médéens qui restent sur une série de quatre victoires consécutives, c'est l'indécision qui plane. Le dauphin, le CAB, a une belle carte à jouer face à son hôte du jour, l'ABS. Une victoire permettra aux Batnéens de rejoindre le leader en cas de contre-performance de ce dernier à Chlef. Pour sa part, l'USM-BA n'a pas droit à l'erreur face au

MCEE, victime d'une crise de résultats. Mais attention, cela ressemble fort à un match piège pour les Belabésiens, condamnés à gagner pour éviter toute mauvaise surprise, d'autant plus que le Paradou AC possède les moyens de revenir avec un bon résultat de Khroub où l'ASK traverse une véritable crise interne en raison de problèmes financiers. La JSMB, quant à elle, devra se tenir sur ses gardes face au MCS qui vient de boucler son stage à Staouéli. Le nouvel entraîneur, Ali Fergani, réussira-t-il sa première avec la JSMB ? Réponse après le match. Chez les mal classés, l'USMMH aura un match difficile à négocier bien que le CABBA ait pratiquement perdu toutes ses chances d'accession. De son côté, l'USC sera face à son destin en accueillant

l'OMA. Les joueurs du coach libyen Arbich n'ont d'autre alternative que d'engranger les trois points pour chasser le doute.

Enfin, la situation se complique pour le CRBAF qui n'aura pas une partie de plaisir à Skikda devant une formation de la JSMS, appelée à enchaîner un deuxième succès de rang après celui acquis face à l'USC.

Vendredi à 15h00

O.E. Bouaghi: USC-OMA
Skikda: JSMS-CRBAF
B.B. Arréridj: .. CABBA-USMMH
Khroub: ASK-PAC
Béjaïa: JSMB-MCS
Batna: CAB-ABS
Sidi Bel-Abbès: . USMBA-MCEE
Chlef: ASO-OM

LWF Sidi Bel-Abbès : AG ordinaire

Les bilans approuvés à l'unanimité

Kadiri M.

Le président de la Ligue de football de Sidi Bel-Abbès, Zerhouni Djamel, est déterminé à garantir toutes les modalités organisationnelles pour le bon déroulement des deux championnats, dans la sportivité la plus totale. A cet effet, une AGO s'est tenue en présence du représentant du DJS de Sidi Bel-Abbès, Mansour Hamza, ainsi que les membres de cette structure, où les médias étaient au rendez-vous. Le président a ouvert les travaux de l'AGO conformément aux textes en vigueur, le quorum étant atteint. A l'ordre du jour de ce conclave figuraient

l'examen du rapport moral de l'exercice 2015 et le quitus pour l'exercice 2015 du commissaire aux comptes. Ensuite, c'est le volet moral qui fut abordé où il a été constaté le bon déroulement des compétitions dans les deux divisions selon les témoignages des présents. Ce résultat est le fruit d'une palpable vulgarisation des recommandations de la LNFA, où il est rappelé aux différents acteurs la stricte observation du fair-play tant au niveau des seniors que des catégories de jeunes dont les compétitions sont scindées en trois groupes. A noter qu'après l'intervention du président en exercice, les membres du bureau exé-

cutif ont pris la parole pour rendre compte des activités des différentes commissions, sans omettre les activités inhérentes à la formation des entraîneurs et des arbitres. Par ailleurs, la prospection de jeunes talents s'est poursuivie par l'organisation de tournois où des récompenses ont été remises aux différents lauréats. Ces communications furent suivies avec attention par l'assistance qui eut droit à un riche et instructif débat. Ce bilan a été approuvé à l'unanimité, le volet financier ayant été présenté par le SG de la LWF, Boussouar Ahmed, qui aborda dans le détail les chapitres recettes et dépenses de l'exercice financier 2015.

Sextape

Benzema pas tiré d'affaire

Le contrôle judiciaire qui frappe Karim Benzema dans l'affaire du chantage à la sextape sur Mathieu Valbuena ne serait pas sur le point d'être levé, l'attaquant du Real Madrid étant toujours considéré comme «un acteur à part entière de cette affaire», rapporte Le Parisien. Karim Benzema de retour en équipe de France, ce n'est pas encore pour tout de suite. Il y a quelques jours pourtant, son entraîneur au Real Madrid se montrait optimiste à l'heure d'évoquer le cas de l'attaquant tricolore, mis en examen et placé sous contrôle judiciaire pour «complicité de tentative de chantage et participation à une association de malfaiteurs» dans l'affaire de la sextape de Mathieu Valbuena. «Pour ce qui est du côté personnel, ça s'arrange», avait expliqué Zinedine Zidane, ajoutant espérer «que cette histoire se conclura très vite.» Selon des informations de RMC, son contrôle judiciaire était même sur le point d'être levé par la juge Nathalie Boutard, ce qui l'aurait autorisé à rencontrer de nouveau Valbuena puis à retrouver, à terme, l'équipe de France. Sauf que ce contrôle judiciaire est toujours une réalité. Et la confrontation lundi à Versailles de trois de ses co-mis en examen n'y a rien changé. «Même si les conditions de l'intervention de Karim Benzema auprès de la



victime semblent désormais claires et corroborées par les déclarations de plusieurs protagonistes de ce dossier, des recoupements restent à mener. Karim Benzema et son ami d'enfance, Karim Zenati, sont toujours considérés comme des acteurs à part entière de cette affaire», explique une

source proche du dossier dans Le Parisien. Pendant ce temps-là, le joueur, visiblement pas trop perturbé par cette affaire continue de briller. Il a signé dimanche son 19e but de la saison en Liga, autant que Cristiano Ronaldo, lors du déplacement du Real Madrid à Grenade.

Marché des transferts

La Chine met 100 millions sur Arda Turan



C'est le salaire, sur 5 ans, que proposerait un club de Pékin pour attirer Arda Turan dans ses filets. Le championnat de première division chinoise n'a pas fini de vouloir se faire de la publicité. Visibilité. Les dirigeants du championnat de première division chinoise font le maximum pour qu'on parle d'eux. Depuis quelques semaines, cette partie de l'Asie (pas la moindre...) est même qualifiée de nouvel eldorado sur la planète football.

Après avoir investi quelques 123 millions d'euros pour faire venir Jackson Martinez, Ramires et Alex Teixeira, la Chinese Super League vise un joueur du Barça. L'équipe de Beijing Guoan, entraînée par Alberto Zaccheroni, qui avait notam-

ment mené l'AC Milan au titre de champion en 1999, lorgne Arda Turan. La *Gazzetta dello sport* indique qu'un salaire de 100 millions sur cinq ans serait prêt pour séduire le milieu de terrain turc du FC Barcelone. Une offre, certes alléchante financièrement, mais l'ancien de l'Atletico n'est probablement pas attiré par le niveau du championnat chinois... D'autre part, il vient à peine de débiter son aventure catalane dans un des meilleurs clubs du monde, pour ne pas dire le meilleur actuellement. Arrivé l'été dernier en provenance de l'Atletico de Madrid contre un chèque de 35 millions d'euros, l'international turc avait dû attendre le mois de janvier avant de disputer son premier match sous les couleurs barcelonaises. Turan a disputé huit rencontres avec le Barça depuis le début de l'année. Le marché chinois ferme en tout cas le 26 février.

Manchester City
Lewandowski dans
les bagages de Guardiola ?

Pep Guardiola ne tarie pas d'éloge à propos de son attaquant Robert Lewandowski. Et si l'entraîneur du Bayern Munich emmenait l'attaquant polonais dans ses bagages à Manchester City ? Robert Lewandowski, régulièrement annoncé sur le départ l'été prochain, a reçu les éloges de son entraîneur, Pep Guardiola, qui a lui déjà officialisé le sien, lors d'une conférence de presse, reprise notamment par Sky Sports: «C'est l'un des joueurs les plus professionnels que je connais. Il vit pour le football pendant 24 heures; il mange football, il dort football. Il n'est jamais blessé car il accorde beaucoup d'importance à son alimentation et son sommeil pour être en bonne forme. Je suis très heureux de pouvoir travailler avec lui». Auteur de 19 buts en 19 matchs, Lewandowski, qui occupe la septième place du classement des meilleurs buteurs européens et négocie actuellement une prolongation de contrat avec

le Bayern Munich, pourrait-il suivre le technicien catalan, qui l'apprécie tant, à Manchester City ? En s'attachant les services de Pep Guardiola pour les trois prochaines saisons, l'actuel quatrième du championnat d'Angleterre s'est offert le meilleur technicien de la planète. Pour atteindre ses objectifs, City sait qu'il faudra y mettre les moyens. Lewandowski fait partie de ces attaquants de haut niveau convoité par tous les grands clubs européens. Le PSG et le Real Madrid se sont notamment renseignés à son sujet. Pour les Sky Blues, la présence de Guardiola sur le banc à partir de la saison prochaine est peut être l'élément qui va faire basculer la balance du côté des Anglais. Avec Agüero, dont la prolongation de contrat est souhaitée par Guardiola, City pourrait avoir une attaque de feu si l'on y rajoute, entre autres, le Belge Kevin De Bruyne. De quoi convaincre Lewandowski de rejoindre la Premier League ?

Pour recruter Neymar

Coude à coude entre
les deux Manchester

En quête de gloire, Manchester City et United semblent établir un coude-à-coude pour recruter cet été la superstar barcelonaise, Neymar. Quant au Brésilien, il n'est visiblement plus intransférable. La presse anglaise est unanime : le derby mancunien se joue aussi sur le terrain des transferts. Selon *The Sun*, les deux «géants britanniques» sont prêts à sortir le chèque et gonfler les muscles pour attirer Neymar, 24 ans, véritable star internationale. Car aujourd'hui, ce ne sont pas les moyens qui manquent à Manchester City et United, ce sont les résultats. Finaliste de la Ligue des Champions en 2008, 2009 et 2011, les Red Devils n'ont plus franchi les quarts de finale depuis quatre saisons. Pire, ils ont même manqué l'édition 2014. Une situation plus que préoccupante pour un club qui, pour digérer le départ de son illustre Alex Ferguson, a dépensé plusieurs dizaines de millions ces dernières années : Anthony Martial (80 millions d'euros), Angel Di Maria (75 millions), Luke Shaw (32 millions), Memphis Depay (30 millions) ou encore Radamel Falcao (10 millions plus option d'achat de 55). Certains n'ont pas percé, d'autres sont ou se sont blessés, l'un avait à peine 19 ans. Pourtant, la stratégie du club est la même : dépenser. Cette fois, il s'agirait d'une enveloppe de 185 millions d'euros au FC Barcelone pour Neymar et d'offrir au joueur un salaire de 60 millions d'euros par an. Des sommes astronomiques, certes, mais peu de chance de faire d'un tel joueur un flop. En plus de l'argent, l'argument premier à City s'appelle Pep Guardiola. Avec un entraîneur d'un tel standing à sa tête l'année prochaine, City drague Neymar sans retenue. Et que le Brésilien se rassure, il sera chouchouté chez les Sky Blues. En 2013, déjà, Guardiola souhaitait emporter le Brésilien dans ses valises, alors qu'il s'apprêtait à les poser au Bayern Munich. Mais le champion d'Allemagne avait finalement jeté son dévolu sur Mario Götze, un échec (blessures, faible rendement). «Neymar a déclaré son désir de jouer avec Guardiola. C'est une grande annonce quand on sait que Pep va rejoindre City. Je conseille au joueur de rester encore un peu au Barça (son contrat expire en juin 2018). Mais s'il veut rejoindre City et que City le veut, on sait ce qu'il va arriver» avait



affirmé Ronaldinho, Ballon D'Or 2005, au *Mirror*, il y a quelques jours. Pour Manchester City, le seul point noir se nomme Sergio Agüero. En effet, son attaquant vedette enchaîne les saisons pleines avec le club depuis 2011 et pourrait voir d'un mauvais œil l'arrivée d'un «géant» du football, qui lui ferait inévitablement de l'ombre. Le monde du ballon rond est rempli d'orgueil. Au FC Barcelone, les doutes ne sont pas permis : le numéro 1, c'est Lionel Messi. Et même si Neymar partage une grande amitié avec l'Argentin sur et en dehors du terrain, les sirènes mancuniennes pourraient l'attirer. A Manchester, il y serait LA marque, le «number one», la tête d'affiche des publicités. A cela, il faut additionner un salaire mirobolant d'un million d'euros par semaine. Une paye que l'attaquant ne pourrait toucher en Catalogne que si le club se décharge d'un de ses gros salaires comme... Messi, à en croire *The Sun*. «Il n'y a aucune raison pour que mon fils prolonge à Barcelone» avait lâché Neymar Senior à la presse ibérique, au début du mois de février. Plus que jamais, les voisins mancuniens ont un coup à jouer. Un immense.



08.00 Bonjour d'Algérie (direct)
09.30 Dalti
10.00 Sahra'e el taldj
10.30 Mouze oua laymoune
11.00 Senteurs d'Algérie
12.00 Journal en français
12.25 Mawid zefafe
13.40 Moudoun mina el aâlem
14.15 Souffrances d'une femme
15.00 El hidjra
16.30 Dessin animé
17.25 Takdar tarbah
18.00 Journal en amazigh
18.25 Dalti
19.00 Journal en français
19.25 Alhane wa chabab
20.00 Journal en arabe
20.45 Trésors d'Algérie (El Oued)
21.45 Ciné thématique
22.30 Le Retour - Film documentaire
23.30 Dalti
00.00 Journal en français



20.55 Erreur de la banque en votre faveur



Avec Gérard Lanvin, Barbara Schulz, Jean-Pierre Darroussin

Après dix-sept ans de service, Julien, maître d'hôtel à la banque Bertin-Schwartz, va être licencié. C'est pour lui l'occasion de réaliser son rêve : ouvrir un restaurant avec son ami Etienne, cuisinier hors pair. Mais la banque refuse le prêt nécessaire. Julien commence alors à épier, via une bouche d'aération, les conversations des banquiers et, grâce aux informations glanées, se met à jouer en Bourse.



JEUDI



20.55 Section de recherches



Saison 10 - Episode 4

- Diva
Avec Xavier Deluc, Manon Azem, Chrystelle Labaude, Franck Sémonin
La chanteuse lyrique Elisabeth Duval quitte subitement les répétitions de son nouveau spectacle à l'opéra de Nice. Quelque temps plus tard, elle est retrouvée morte au volant de sa voiture dans un ravin sur les hauteurs de la ville. La SR commence son enquête.



20.55 Envoyé spécial



Présenté par Guilaïne Chenu, Françoise Joly

Charvieu-Chavagneux, aux frontières d'une ville. En septembre 2015, le conseil municipal de cette commune de l'Isère a voté à l'unanimité un texte permettant d'accueillir des réfugiés exclusivement chrétiens. Gérard Dèzempte, le maire divers droite, a justifié cette mesure en faisant référence à la décapitation d'Hervé Cornara par Yassin Salhi, à Saint-Quentin Fallavier.

20.55 Once Upon a Time



Saison 4 - Episode 17

- La licorne
Avec Ginnifer Goodwin, Lana Parrilla, Jennifer Morrison, Jared Gilmore
Après tout ce qu'il a subi, August se retrouve très mal en point. Pendant ce temps, Regina, Henry et Emma cherchent un moyen de libérer l'Auteur. La Sauveuse propose à l'ancienne reine de retourner voir Gold avec une copie de la page du livre afin de gagner du temps.



20.45 Le Hobbit : la désolation de Smaug



Avec Martin Freeman, Luke Evans, Cate Blanchett, Richard Armitage
Bilbon, Thorin Ecu-de-Chêne, et le commando de nains rassemblés par Gandalf accompagnent le magicien dans la quête du trésor détenu par le terrible dragon Smaug. Alors qu'ils sont toujours poursuivis par des orques, Bilbon et ses compagnons se réfugient chez l'étrange Beorn avant de reprendre la route.



21.00 Homeland



Saison 5 - Episode 3

- Esprit éclairé
Avec Claire Danes, Rupert Friend, F Murray Abraham, Sarah Sokolovic
Sachant que quelqu'un cherche à la supprimer, Carrie prend la décision de renvoyer sa fille aux Etats-Unis pour la protéger. Jonas lui demande des éclaircissements sur ce qui s'est passé au Liban. Saul rend une visite à Otto Düring et l'interroge sans ménagement sur ses activités, espérant ainsi avoir des informations sur son ancienne collaboratrice. Allison et Berenson ont une violente dispute.



20.45 The Secret



Avec Jessica Biel, Jodelle Ferland, Stephen McHattie, Jakob Davies
Depuis quelque temps, dans la petite ville morne de Cold Rock des enfants disparaissent mystérieusement. Les gens accusent Tall man, un démon. Veuve, Julia, l'infirmière, trouve sa baby-sitter ligotée. Apercevant une silhouette noire enlever son fils, elle s'élance à sa poursuite. Et s'enfonce seule dans les bois mais ne parvient pas à rattraper le ravisseur.



09.00 Bonjour d'Algérie (direct)
10.30 Dalti
11.00 Culture club
12.00 Journal en français
12.25 Afrique hebdo
12.50 Massadjid oua tarikh
13.20 Prière du vendredi (direct)
13.40 Association El Founoun
El Djamilia Alger centre
14.00 Réflexions
15.00 Le sport en questions
16.00 Football ASMO/MCA en direct
18.00 Journal en amazigh
18.25 Dalti
19.00 Journal en français
19.25 Alhane wa chabab
20.00 Journal en arabe
20.45 Alhane wa chabab (prime n°06)
23.00 Orchestre Samir Toumi
00.00 Journal en français



20.55 Entre vents et marées



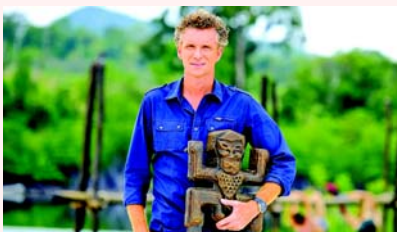
Avec Nicole Garcia, Muriel Robin, Corinne Masiero, Jacques Spiesser
Christian de Kersaint-Gilly est tué de deux balles dans la poitrine dans le parc de son domaine breton. La capitaine Marleau, dépêchée sur place, concentre ses recherches sur Joséphine, l'épouse de la victime que tout désigne comme la meurtrière. Christian venait de vendre une parcelle de leur domaine à Étienne Quemener et son associé Vincent Salmon. Ils veulent transformer le petit port de pêche en une marina ultramoderne.



VENREDI



20.55 Koh-Lanta



Saison 14 - Episode 1

Présenté par Denis Brogniart
C'est dans la baie sauvage de Phang Nga, en Thaïlande, que vingt nouveaux candidats viennent tenter leur chance lors du fameux jeu de survie. Ils devront pendant plusieurs semaines résister à la fois aux conditions de vie des plus difficiles, à la faim et aux stratégies des uns et des autres pour rester dans la compétition.



20.55 Les victoires de la musique 2016



- Première partie
Présenté par Virginie Guilhaume, Bruno Guillon
Présentée cette année par un duo d'animateurs, cette 31e édition est dédiée à toutes les victimes des attentats qui ont touché Paris en 2015. La cérémonie entend une fois de plus mettre à l'honneur la diversité des talents de la scène musicale française et francophone. Dominique A, Kendji Girac et Vianney se disputent le titre de meilleur artiste masculin.

20.55 Elementary



Saison 3 - Episode 19

- Bourreau d'hackers
Avec Jonny Lee Miller, Lucy Liu, Aidan Quinn, Jon Michael Hill
Holmes et Watson se retrouvent impliqués dans un conflit interne au groupe activiste de hackers «Tout-le-monde», quand l'un des membres les plus importants est tué. Son principal rival, surnommé «Pneumothorax ouvert», est suspecté car l'un de ses cheveux a été retrouvé sur la victime.



20.45 John Rambo



Avec Sylvester Stallone, Julie Benz, Jake La Botz, Paul Schulze
Retiré dans le nord de la Thaïlande, le vétéran du Vietnam John Rambo passe son temps à chasser des serpents pour les vendre. Un matin, un groupe d'humanitaires américains sollicite son aide pour qu'il le conduise en Birmanie, dans une région habitée par la communauté chrétienne karen, en rébellion contre la junte.



21.00 Pourquoi j'ai pas mangé mon père



Tout le peuple simien fête la naissance du premier fils du roi. Mais la reine a eu en fait deux garçons. L'un est costaud et bagarreur, alors qu'Edouard, l'autre, est rieur et chétif. Poussé par sa conseillère démoniaque, le roi ordonne que ce dernier soit jeté d'une branche de l'arbre où est installée la tribu. Blessé, Edouard est recueilli par Ian, un singe solitaire et benêt.



20.50 Star Wars : Le retour du Jedi



Avec Mark Hamill, Harrison Ford, Carrie Fisher, Billy Dee Williams
L'empereur charge le maléfique Dark Vador de mettre au point un satellite d'attaque pour remplacer L'Etoile noire, détruite par Luke Skywalker et ses amis rebelles. De leur côté, la princesse Leia Organa et les robots R2-D2 et C-3PO se rendent sur la planète Tatooine afin de libérer Han Solo des geôles de l'infâme contrebandier Jabba Le Hutt. Mais l'opération échoue.

Skikda: 5 ans de prison pour l'ex-directeur des Impôts

L'ex-directeur des impôts de la wilaya de Skikda, arrêté par les éléments de la sûreté de Wilaya, en flagrant délit de corruption, a été jugé en hier, en première instance par le tribunal de Skikda. Lors de ce procès, l'accusé a nié les accusations portées à son encontre, affirmant qu'il a fait l'objet d'une machination. A l'issue de l'audience, le tribunal a condamné le fonctionnaire à une peine de 5 ans d'emprisonnement assortie d'une amende de 1 million de DA pour avoir tenté d'obtenir un avantage indu.

Rappelons que le mis en cause avait été cueilli quelques jours auparavant, par les policiers, qui l'ont piégé, en possession d'une somme de 40 millions de centimes, en billets de banque préalablement photocopiés, remise par un entrepreneur en contrepartie du règlement de ses dettes fiscales. Une affaire qui a défrayé la chronique locale et même nationale. **A. Boudrouma**

Mostaganem : 380 caméras numériques thermiques saisies

La brigade mobile de l'inspection divisionnaire des douanes de Mostaganem a saisi dernièrement 380 caméras numériques thermiques de différentes marques et 34 imprimantes de photos pour non possession d'autorisations réglementaires, a-t-on appris mercredi auprès de ces services.

Les faits remontent au 3 février dernier, lorsque les éléments de la même brigade ont intercepté un véhicule utilitaire dans un barrage dressé au niveau de l'autoroute Est-Ouest, sur le tronçon reliant les villes de Mohamadia (Mascara) et Relizane. La fouille du véhicule a permis de découvrir ces équipements soigneusement dissimulés dans des cartons renfermant des vêtements et tissus.

L'inspecteur principal des brigades des douanes de Mostaganem, l'officier de contrôle Boualem Abdelkader, a précisé que ces "appareils sensibles nécessitent une autorisation préalable pour leur acquisition ou commercialisation".

Exécution du chef d'état-major de l'armée nord-coréenne

Le chef d'état-major de l'armée nord-coréenne a été exécuté, a avancé mercredi la presse sud-coréenne, alors que le régime de Kim Jong-Un mène une série de purges et d'exécutions de hauts responsables. Ri Yong-Gil, chef d'état-major de l'Armée populaire de Corée, a été exécuté au début du mois pour avoir formé une faction politique et pour corruption, a annoncé l'agence Yonhap, citant une source proche des questions nord-coréennes.

Ces informations interviennent dans un contexte de fortes tensions entre les deux Corées, après le récent essai nucléaire de Pyongyang suivi du lancement d'une fusée, largement condamné comme un test de missile balistique déguisé.

Le Quotidien

D'ORAN
Edition Nationale d'Information

Onze morts dans un double attentat-suicide au Cameroun

At moins onze civils ont été tués et une trentaine blessés mercredi matin dans un double attentat-suicide à Nguetchewe, village de l'extrême-nord du Cameroun, région frontalière du Nigeria régulièrement attaquée par les islamistes de Boko Haram, selon une source sécuritaire.

"Onze civils ont été tués, plus deux kamikazes qui se sont fait exploser" lors d'une veillée de deuil à Nguetchewe, a affirmé une source sécuritaire sur place à l'AFP, faisant état de "30 à 50 blessés", dont les plus graves ont été évacués vers l'hôpital régional de Maroua.

"Les villageois étaient rassemblés sur un lieu de deuil lorsque deux kamikazes se sont infiltrés comme si elles faisaient partie de



la famille", a expliqué cette source. Les deux filles "se sont fait exploser vers 6H20 du matin, au moment où les personnes qui avaient passé la nuit sur place s'apprêtaient à prendre leur re-

pas", a précisé la source. Selon un responsable de la police camerounaise basé dans la région, plusieurs enfants font partie des tués, notamment un garçon âgé de six ans et un jeune de 15 ans.

Trois militaires maliens tués par une mine



Trois militaires maliens ont péri mardi au Mali lorsque leur véhicule a sauté sur une mine dans la région de Mopti, près de la frontière avec le Burkina Faso, a annoncé le ministre malien de

la Défense, Tiëman Hubert Coulibaly dans un communiqué. L'explosion s'est produite "dans le secteur de Mondoro", à plus de 300 km à l'est de la ville de Mopti, selon le texte. "Un véhicule d'une

patrouille des Forces armées maliennes (Fama) a sauté sur un engin explosif improvisé (EEI) dans le secteur de Mondoro", les Fama "déploraient trois morts et deux blessés évacués sur Mopti", a ajouté M. Coulibaly. Il a condamné "cet acte lâche et criminel" et encouragé "les Fama dans leur lutte contre le terrorisme" tout en invitant "les populations à continuer à apporter leur soutien dans la traque des terroristes".

Un officier de l'armée malienne a été tué le 5 février dans l'attaque contre une base de l'ONU à Tombouctou, chef-lieu de région. Selon les autorités maliennes, au moins quatre assaillants ont péri dans cette attaque revendiquée le lendemain par Al-Qaïda au Maghreb islamique (Aqmi).

Erdogan accuse Washington d'avoir créé une «mare de sang»

Le président turc Recep Tayyip Erdogan a violemment dénoncé mercredi le soutien militaire des Etats-Unis aux Kurdes de Syrie, qu'il considère comme des "terroristes", en affirmant que la politique de Washington avait fait de la région une "mare de sang". "Depuis que vous refusez de les reconnaître (comme une organisation terroriste, ndlr), la région s'est transformée en une mare de sang", a lancé M. Erdogan à l'adresse des Américains, lors d'un discours prononcé à Ankara devant des élus locaux.

"Hey, l'Amérique ! Vous ne pouvez pas nous forcer à reconnaître le PYD (Parti de l'union démocratique) ou les YPG (Unités de protection du peuple, la milice du PYD)", a poursuivi le chef de l'Etat islamo-conservateur turc. Depuis des mois, le soutien militaire ap-



porté par les Etats-Unis au PYD et aux YPG, en pointe dans le combat contre Daech, nourrit les tensions entre Washington et Ankara. Mardi, l'ambassadeur des Etats-Unis en Turquie John Bass

a été convoqué au ministère turc des Affaires étrangères après des déclarations la veille du porte-parole du département d'Etat américain affirmant que le PYD n'était pas un mouvement "terroriste".

Les députés français adoptent une révision de la Constitution

L'Assemblée nationale française a adopté mercredi un projet de révision constitutionnelle annoncé par François Hollande après les attentats du 13 novembre par 317 voix contre 199, et 51 abstentions. Ce texte a pour objectif d'inscrire dans la loi fondamentale le régime de l'état d'urgence et la déchéance de nationalité pour les auteurs de crimes et délits terroristes. Il va désormais être examiné au Sénat. La révision de la Constitution porte sur l'introduction dans la loi fondamentale de deux articles, l'un sur l'état d'urgence, l'autre sur la déchéance de nationalité pour les Français auteurs de crimes et délits terroristes. Pour aboutir, la réforme doit être avalisée par le Sénat en termes identiques à l'Assemblée, avant un nouveau vote à la majorité des trois cinquièmes des deux chambres réunies en Congrès.

Autre écueil à venir : l'hostilité croissante d'une partie de la gauche à la prolongation de l'état d'urgence, ce alors que la droite a appelé l'exécutif à en préparer dès à présent la sortie.

Laurent Fabius quitte le gouvernement



Le ministre français des Affaires étrangères Laurent Fabius, 69 ans, a annoncé mercredi son départ du gouvernement pour prendre en mars la présidence du Conseil constitutionnel, ouvrant la voie à un remaniement gouvernemental en France. Parmi les noms évoqués pour lui succéder figurent ceux de Ségolène Royal, ex-compagne de François Hollande et ministre de l'Ecologie, Elisabeth Guigou, présidente de la commission des Affaires étrangères de l'Assemblée nationale, Jean-Marc Ayrault, ex-Premier ministre, et Matthias Fekl, secrétaire d'Etat au Commerce extérieur. Aux journalistes qui lui demandaient s'il s'agissait de sa dernière participation au Conseil des ministres hebdomadaire qui se tient habituellement le mercredi, Laurent Fabius a simplement répondu "Oui".

Dans la foulée, le gouvernement a confirmé que le président François Hollande avait annoncé "le choix" de ce ministre pour diriger pendant neuf ans le Conseil constitutionnel, un poste à pourvoir en mars. Le départ de Laurent Fabius des Affaires étrangères n'est pas une surprise. Son nom était cité régulièrement depuis fin 2015 pour prendre la présidence du Conseil constitutionnel.

Libye: le portefeuille de la Défense retarde le gouvernement d'union

Le choix du ministre de la Défense entrave la formation d'un gouvernement d'union nationale en Libye que réclame la communauté internationale inquiète du chaos et de Daech dans ce pays. "C'est l'identité du futur ministre de la Défense qui retarde l'annonce du gouvernement", a indiqué à l'AFP une source du Conseil présidentiel. Ce Conseil dirigé par Fayed al-Sarraj, un homme d'affaires qui devrait devenir le futur Premier ministre selon un accord sous l'égide de l'ONU, devait initialement proposer une liste de ministres mercredi. Mais il a obtenu du Parlement libyen reconnu par la communauté internationale un nouveau délai jusqu'à dimanche alors que les discussions butent sur le portefeuille de la Défense.

EDITORIAL

Par Moncef Wafi

CRISE MIGRATOIRE : L'EUROPE SE TOURNE VERS L'OTAN

Contre toute attente, Berlin et Ankara ont décidé, de concert, de demander l'aide de l'Otan pour faire face à la crise migratoire qui les touche de plein fouet. Si la chancelière allemande est attaquée en interne sur ce dossier, la Turquie doit faire face à la pression de l'Europe pour la sauver du péril migratoire. Si Bruxelles s'affole devant le flux migratoire sans précédent des réfugiés, principalement syriens, les chiffres ont, par contre, la peau dure et tordent le cou aux idées reçues d'une Europe accueillante et envahie. En effet, au 7 février 2016, l'UNHCR (Agence nationale des Nations unies pour les réfugiés) comptabilisait plus de 4,6 millions de réfugiés syriens dans les pays limitrophes. Une écrasante majorité cherche à fuir en Turquie et trouve refuge dans des camps de réfugiés souvent gérés par les Nations unies alors que seulement 10% sont accueillis en Europe. Mis sous pression par les mouvements d'extrême droite pour exclure ces réfugiés ou du moins imposer des quotas, l'Europe met en avant la Turquie

pour lui servir de déversoir mais surtout pour accueillir les dizaines de milliers de Syriens bloqués aux barrières du poste frontière turc d'Oncupinar. Acculés, Ankara et Berlin, pour les raisons qu'on connaît, ont frappé à la porte d'une organisation qui, le moins qu'on puisse dire, ne fait pas dans l'humanitaire. Ce à quoi l'Otan a répondu par un sentencieux à étudier «très sérieusement». A cet appel au secours, qui sonne comme celui de la dernière chance, le secrétaire général de l'Alliance militaire, Jens Stoltenberg, a indiqué que l'Otan allait étudier la manière d'y répondre favorablement. Si ce dernier ignore encore pour l'instant la nature de cette aide, Merkel, elle, a son idée sur le sujet en suggérant que l'Otan puisse in-

tervenir en matière de surveillance en mer pour soutenir le travail de l'Agence européenne aux frontières et des gardes-côtes turcs. Si l'Otan n'a pas pour vocation de surveiller des frontières ou de combattre l'activité des réseaux criminels de passeurs, cet appel du pied de la Turquie et de l'Allemagne peut lui forcer la main, quitte à créer des remous régionaux avec la Grèce par exemple.

Son Premier ministre a été catégorique et il s'en est expliqué avec Merkel, rappelant fermement que toute implication de l'Alliance doit garantir les droits souverains de la Grèce. Pourtant, au lieu de se tourner vers une organisation militaire, les deux pays auraient pu demander l'élargissement de l'opération de «EU Navfor Med», traduit sommairement par «navires de l'UE pour la Méditerranée», rebaptisée plus tard Sophia, à la Méditerranée orientale. En effet, on est en face du même phénomène induit par des réseaux de passeurs sans pitié qui envoient des embarcations entières de migrants à la mort.